

CETTE SEMAINE

Quatorzième année — Apériodique — printemps 2007 — n°92 — Prix libre ou abonnement



Cet animal domestique va connaître son heure de gloire, en bon rabatteur du gibier sur lequel le politicien pourra décharger son fusil. Parce que l'électeur, c'est cela : un chien en laisse qui suit la piste de la charge publique, des canons officiels, du faisán ou de la perdrix dont il ne connaît que le vol et les œufs tout cuits... Oui, c'est une bête, le citoyen libre.

Et voilà que son jour s'approche. Les secteurs patriciens commencent à donner des ordres aux contremaîtres et aux domestiques : il faut s'occuper des chiens, hurler à leurs oreilles des slogans combatifs, et qu'ils les apprennent mieux que leur propre nom. Qu'on les enrage aussi, en déposant un peu de poudre dans leur gamelle, un peu d'alcool dans leurs eaux sales.

Et le citoyen se fait féroce dans sa niche ou au bout de sa chaîne. Il grogne, aboie et mord le vent. Y-a-t-il quelque chose de plus important que lui sur terre ? ... Qu'y peut-on si c'est de lui —de la puanteur de ses tripes et de la bave de ses mâchoires— que dépend le bonheur de tous les habitants de la république ? N'est-ce pas lui qui fait la loi et le gouvernement ? Alors ?

LE CITOYEN

Et il pavane son allure de furet en costume. S'ils le lâchent, il court crier sur les places, dans les comités et les théâtres. Il s'agite sans comprendre et fait le fou sans éclat. Comme il est bête !

Déléguer le pouvoir c'est le perdre disait Reclus... Oh, pardon ! C'est bien plus encore : c'est être le chien d'une liberté lointaine, du droit des autres, de la beauté qui dort ou veille dans la forêt ou sur la montagne. Déléguer le pouvoir, c'est une immoralité et une barbarie.

Oui, oui, êtres pâles et obscurs qui depuis la pâture ou la mine, courbés sur le sillon ou sur le bloc de pierre, baignez la terre de clarté : c'est précisément contre vous que s'organisent et se développent ces chasses au vote. Les politiciens abattent vos rêves de liberté, les fainéants rabaissent vos efforts féconds, les chasseurs bourgeois détruisent votre vie toute entière. Et les "citoyens libres" ne sont rien d'autre que leurs meutes, leurs animaux domestiques.

Rodolfo González Pacheco (1882-1949)
publié dans *La Antorcha*, Buenos Aires, 20's



Abstention active

- Notre colère est trop sérieuse pour leur bulletin... 3
- Montpellier : A fond la caisse 3
- Solidarités 4
- Fin de campagne 4
- Sabotages électoraux 5
- Permanence de la révolte 7

- Révoltes en centre de rétention 8
- Communiqué de Samir 8
- De jour en jour 9
- Nucléaire sous haute tension 10
- Sortie immédiate du nucléaire ! 11
- Nouvelles de la guerre sociale 12
- Toulouse, Rouen : fins de manifs agitées 14

Espagne

- Les profiteurs de la construction de prisons 15

Italie

- Arrestation, extradition et incarcération de Juan 16
- Rovereto : des liens qu'on ne peut briser 17
- Une lettre de Núria 17
- Turin : occupation de la Croix-Rouge 18
- Brèves du désordre 18
- Ferrara : la manif contre la guerre refait parler 19
- Rome, Pise : les procès en cours 19
- Lecce : partie double 20

Grèce

- La prison est une barbarie ! 21
- Trois jours de mutineries 21
- Chronologie de la solidarité 22
- Lettres de Tarassio & Gerasimos 22
- Occupation de la Faculté à Thessalonique 25
- Communiqué de l'Ecole Polytechnique 25
- Brèves du désordre 26
- Chronique d'un montage raté 27
- Lettres de Yiannis Dimitrakis 28

Argentine

- Cinq après... vengeurs et vigilants 32
- Brèves du désordre/Mutineries 32
- Les orangers 33

Uruguay

- Bush à Montevideo 34
- Séditieux d'hier, répresseurs d'aujourd'hui 34
- Premier anniversaire de la bibli du Cerro 35
- L'opposition aux usines de cellulose 36
- Combien d'horreurs faudra-t-il voir... 39

Chili

- Jours de furie, nuits de rage 40
- La lutte contre le Transantiago 40
- Attaques diverses 41

Belgique

- Ni reddition, ni paralysie... 42
- Brèves du désordre 42

- Rodolfo González Pacheco, 1
extrait de *Carteles I (années 20)*
- Armand Robin, 44
extrait de *La fausse parole (1953)*

CETTE SEMAINE

BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
<http://cettesemaine.free.fr/>
cettesemaine@no-log.org
 Abonnement : 12.50 euros / an
 (15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui
 souhaitent recevoir le journal n'ont
 pas forcément à se poser la question de
 l'abonnement, une demande suffit

Notre colère est trop sérieuse pour leur bulletin de vote

La croyance selon laquelle les élections peuvent changer la vie est morte depuis bien longtemps. Pour beaucoup de ceux qui participent encore, le vote s'apparente au rituel annuel de la déclaration d'impôt : on voudrait pouvoir payer le moins cher possible. D'où vient alors que ce résultat du premier tour une nouvelle fois nous plombe ? Un quelconque journaliste d'un non moins quelconque journal nous donne la réponse : «*Ce fut une double victoire : celle de la démocratie sur elle-même ;*

et contre ses extrêmes. Donnant l'image d'un pays serein, citoyen, qui redécouvre la politique, qui se réapproprie l'élection présidentielle et montre, par là même, sa volonté de se réapproprier son destin.».

Les politiciens et les médias se gargarisent : la "victoire" de la démocratie, c'est la restauration de leur pouvoir. Ne nous y trompons pas : la bourgeoisie n'a jamais eu besoin d'être légitimée pour enfoncer nos têtes sous l'eau. Mais, ces dernières années, l'abstention, les scores ridicules des partis de gouvernement, les voitures et

les permanences qui flambent, ça commençait à la foutre mal. Alors, rien de mieux qu'un taux de participation bien fort pour occulter la guerre contre les pauvres, les Rmistes, les squatteurs, les sans-papiers et contre tous les réfractaires bat son plein.

Quant à la chute du FN, on voudrait presque nous faire croire que le racisme et la haine se sont évaporés comme par magie. Ceux qui professent des leçons de civisme sont bien souvent ceux qui votent par procuration pour profiter du week-end dans leurs résidences secondaires en Sologne. Pour notre part, si nous savons que les mots ne tuent pas, nous avons par contre appris que pour un mot de trop face aux flics, on mange des coups, de la gardav' et une condamnation pour outrage et rébellion.

Quand, dans nos quartiers, les voisins sont raflés ; quand des camarades se retrouvent en procès pour avoir refusé le fichage ADN suite à une "banale" arrestation ; quand des manifestants arrêtés au cours d'un rassemblement contre un meeting de Le Pen prennent du ferme, nous n'oublions pas.

Nous n'oublions pas que l'Etat tente d'instaurer un climat de terreur autour de tous ceux qui, délibérément ou sous la contrainte, mènent leur existence dans les marges de la légalité. Nous n'oublions pas que le terrain du fascisme rampant a été préparé par des années d'une politique désastreuse pour les classes populaires [sic].

Mais, des émeutes de novembre 2005 au mouvement contre le CPE, de Gare du Nord à Rouen, un vent de fronde s'est levé. Selon un pertinent expert, «*le recours à la rébellion se révèle de plus en plus fréquent. Par ailleurs, on constate également que, en cas de révolte, des réflexes de solidarité se mettent en place.*»

Quand l'ennemi nous donne la marche à suivre...

[Affiche trouvée tout début mai 2007 en banlieue parisienne]



A fond la caisse

Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais au moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois.

Octave Mirbeau

Un soir de farce électorale. Les citoyens sont allés en masse élire leur nouveau maître. Et comme derrière chaque citoyen se cache un flic, ils ont placé en tête celui qui leur promettait le plus d'ordre.

Une nuit de premier tour. Un 22 avril à Montpellier. Si le bourgeois — de gauche comme de droite — ne se souvient des anarchistes que lorsqu'il a besoin d'une explication à la révolte qui gronde ou quand les armes de la critique commencent à l'effrayer, certains savent bien — eux — que les mots ont encore du sens. Et que l'abstention n'est pas forcément qu'un slogan creux de résignés à laisser d'autres tenter de gouverner leur vie.

La démocratie n'est en effet pas seulement ce régime interchangeable avec la dictature selon les besoins du capitalisme, c'est également

des hommes, des structures et des rapports sociaux. C'est aussi un système de communication de masse comme la télévision dont les relais ont été sabotés dans la région de Millau au soir du premier tour. C'est aussi des bureaux de vote, comme ceux dont l'ouverture a été retardée à Marseille, Lille ou Paris. C'est aussi un système fonctionnel aux besoins actuels du Capital, dont plusieurs représentations ont connu des départs de feu à Toulouse. C'est aussi des permanences électorales de partis politiques de tous bords comme celles qui ont été brisées, saccagées ou incendiées un peu partout. Et ce sont surtout des bourgeois qui exploitent, contrôlent, bombardent, affament, incarcèrent, massacrent, légifèrent et sacrifient tout individu et son environnement au nom de leurs profits.

Alors, lorsqu'un lendemain de premier tour à Montpellier, quatre de ces individus — «anarchistes» selon le torchon local — sont arrêtés pour avoir brûlé des tas de ferraille «de bourgeois», il nous importe peu de savoir s'ils en sont ou pas les auteurs. Dans cette guerre sociale, il n'y a en effet — comme sur une barricade — que deux côtés. Et ces quatre-là sont assurément du nôtre, de celui de ceux qui refusent la bouffonnerie électorale, accu-

sés d'être cohérents avec leur rêve de liberté, accusés de mettre en pratique leur révolte.

Et si cette tôle fumée ne change pas la face du monde, tant que des moutons choisiront en masse le bourgeois qui les bouffera le Capital pourra dormir tranquille, il reste que ce n'est ni en condamnant ces incendies ni en les ignorant que l'on avancera vers cette insurrection qui brisera nécessairement les carcans de la légalité étatique. Au contraire !

Quentin est désormais incarcéré à Villeueuve-les-Maguelone, les trois autres sous strict contrôle judiciaire. Tous quatre sous enquête, et le juge d'instruction leur a collé pas moins qu'une «bande organisée» pour tentatives de dégradations par incendie, dégradations par incendie et détention ou transport de substances ou produits incendiaires ou explosifs. Moyen commode pour tenter d'éliminer pour de longues années des individus rétifs au cauchemar policé des notables du coin.

Il revient donc à chacun de leur exprimer sa solidarité de la manière qu'il jugera la meilleure.

Liberté pour toutes et tous !

SOLIDARITÉS

Dans différentes villes, plusieurs individus ont été arrêtés ces derniers mois pour des actes incendiaires dans le cadre du cirque électoral.

A Avignon par exemple, deux personnes sont incarcérées depuis le 31 mars, accusées de l'incendie d'une permanence du PS. A Villeurbanne, deux autres sont incarcérées depuis le 11 mai, accusées de l'incendie d'une permanence UMP.

Nous ne les connaissons pas, mais ce que nous savons, c'est que ces partis, comme tous les autres dont les locaux ont été attaqués depuis le début de l'année, font partie des responsables directs de notre misère quotidienne, et que la patience des opprimés n'est pas infinie.

Bien que nous ne leurrons pas sur les limites des petits bouffons en costard ou en tailleur au service du Capital (et certains bâtiments de Toulouse l'auront aussi remarqué), leur étonnement de démocrates offusqués nous arrache encore un sourire.

Tout cela suffit pour affirmer notre solidarité avec ces individus, et tous ceux qui s'en prennent directement aux causes de la domination, sur le chemin destructeur vers la liberté.

Quant au fait qu'ils soient coupables ou innocents, nous laissons volontiers ces catégories aux charognes en toge, à leurs souteneurs et à leurs complices.

D'Avignon à Montpellier, Villeurbanne ou ailleurs, solidarité !



Tous les prétextes sont bons

Fin de campagne

SAMEDI 5 MAI

Paris. Dans la nuit, 34 voitures sont incendiées dans les 3e, 5e, 10e, 13e et 18e arrondissements. Dans le 5e, c'est notamment un véhicule des keufs qui a cramé rue Vauquelin. Ca avait déjà été le cas la veille du premier tour.

DIMANCHE 6 MAI

730 voitures incendiées, 78 policiers et gendarmes blessés et 592 manifestants interpellés dans tout le pays.

Lyon. 500 manifestants partent en manif sauvage dans le centre-ville puis se rassemblent place Bellecour. Ils se dirigent ensuite vers le pont Wilson qui surplombe le QBoat, bateau où les militants UMP font la fête. Il se prend bouteilles, pierres et barrières, tandis qu'au cours qu'une brève échauffourée sur les quais, un militant UMP est balancé dans le Rhône. Une vingtaine de magasins pillés et ravagés, 54 voitures cramées, 10 flics blessés et 34 interpellations. Le lendemain, deux manifestants se prennent 6 et 3 mois fermes.

Toulouse. 2500 manifestants se retrouvent place du Capitole, où les drapeaux tricolores sont décrochés de la mairie pour être brûlés. C'est ensuite le siège de

l'UMP qui est caillassé. Des groupes mobiles dressent des barricades, notamment celle de l'avenue Alsace-Lorraine qui est enflammée. Plusieurs vitrines tombent aussi avant que les affrontements ne prennent fin vers 1h30 du matin. Une cinquantaine de voitures sont incendiées dans les quartiers de La Reynerie et Bellefontaine, en périphérie, et dans celui d'Empalot, proche du centre. Une école à Bellefontaine, à Toulouse, et une autre à En-Jacca, à Colomiers ont subi des dégradations liées à des incendies de voitures et de poubelles. A quoi il faut ajouter l'incendie d'une maison de quartier à Colomiers, et d'une pièce d'un centre social à Empalot. 31 interpellations.

Lille. Affrontements sur la Grand-Place et à Lille-Sud. Une soixantaine de feux de mobilier urbain et véhicules. 70 interpellations.

Clermont-Ferrand. 200 manifestants. Jets de bouteilles et pierres en direction de la terrasse de la Tavernie Kanterbrau, une brasserie de la place de la Victoire où des militants de l'UMP fêtaient l'élection de Sarkozy. Un jeune homme a été légèrement blessé à la tête. Par ailleurs, un molotov a en-

dommagé le commissariat. 8 véhicules ont brûlé dans le Puy-de-Dôme.

Montpellier. Légers heurts entre des forces de police et les 200 manifestants anti-Sarkozy rassemblés devant le siège de l'UMP où une fête était organisée pour célébrer l'élection de Nicolas Sarkozy.

Dijon. 300 manifestants se rassemblent place de la Liberté, en face de la mairie, puis partent en manif sauvage vers la place Wilson et bifurquent avant vers le local de l'UMP. Peu après c'est la charge des CRS, les barricades et le centre-ville. La vitrine d'un Hugo Boss tombe, puis c'est une banque et le McDo qui sont attaqués, un drapeau tricolore est en flamme. 3 interpellés.

Nantes. 700 manifestants se rassemblent, qui finissent cours des 50 otages et à Bellamy. Place Viarme, les chapiteaux de la brocante sont incendiés et les banques attaquées. Au cours de cette soirée, des véhicules, vitrines de magasins, du mobilier urbain ou encore des poubelles ont été brûlés ou saccagés par les manifestants. 37 voitures ont été incendiées dans toute l'agglomération, deux flics ont été blessés par des jets d'acide et 26 manifestants interpellés.

Caen. 1000 manifestants se réunissent place du Théâtre. La manif sauvage se rend près du Port vers le siège de l'UMP. Jets de canettes et d'objets divers contre lacrymos et coups de matraques en règle. Du mobilier urbain est démonté à l'arrache pour servir de projectiles. De petits groupes mobiles et inventifs passent à l'offensive. Un bilan fera état de dégradations, bris de vitrines, voitures endommagées et d'une tentative d'incendie de la permanence UMP. 4 flics blessés.

Grenoble. La manif se forme place Félix Poulat et se dirige vers la préfecture. Bloquée, ce sont jets de pierre contre flash-ball et la manif repart vers le centre-ville, où des poubelles sont renversées, des vitres de banques, des panneaux de pub, des guichets sont fracassés. Vers 23h, la manif repars vers Gambetta : vitres de banques brisées, voitures retournées, feu de poubelles, bouteilles, pavés contre les flics... et molotovs. 91 voitures incendiées en Isère et 14 interpellés.

Bordeaux. 2000 personnes se rassemblent place de l'Hôtel-de-Ville, partent en manif sauvage dans le centre-ville et terminent place de la Victoire. Pavés con-

Sabotages électoraux

22 avril, Millau : Plusieurs milliers de téléspectateurs de la région de Millau (Aveyron) ont été privés d'image et de son après le sabotage de relais télévision et radio dimanche, au moment où débutait la soirée du premier tour de l'élection présidentielle, a-t-on appris mardi auprès du groupe TDF. Peu après 20h et l'annonce des premières estimations, la diffusion des émissions de la soirée électorale a été perturbée sur les chaînes de télévision hertziennes et plusieurs stations de radio nationales et régionales.

Dans l'enceinte du relais installé sur un site appelé la Puncho d'Agast, plus d'une trentaine de câbles assurant la liaison entre les paraboles de réception des ondes et le local technique où ces ondes sont traitées avant d'être relayées vers les foyers de Millau et sa région ont été sectionnés. La réception des opérateurs de téléphonie mobile Bouygues Telecom et SFR a également été perturbée.

Le relais du Puech d'Andan, près de Saint-Germain, a, lui aussi, été vandalisé dimanche en début de soirée, ainsi que le relais radio des pompiers, situé sur le Larzac, au col du Renard. Le retour à la normale ne s'est effectué que lundi en milieu de journée, précise TDF, propriétaire d'un des relais visés. Après les réparations d'urgence, il est prévu d'autres interventions sur ces relais dans les jours à venir.

22 avril, Marseille : 15 écoles abritant une vingtaine de bureaux de vote de Marseille ont ouvert dimanche avec du retard, en raison d'actes de vandalisme. Au total, 22 bureaux (sur 462) ont été touchés dans les 2e, 3e, 4e, 5e, 6e et 7e et 10e arrondissements. Une étonnante diagonale, apparemment sans logique aucune. Les serrures des portes d'accès ont momentanément été bloquées, bouchées par de la «glue et des clous», et les services techniques de la mairie ont dû intervenir sur 14 sites de vote, a expliqué un porte-parole de la municipalité. Le dernier bureau a ouvert ses portes avec un peu plus d'une heure de retard. Parmi les nombreux électeurs présents

dès 8h devant la maternelle rue Alexandre-Copello à la Conception (5e), témoigne *La Provence*, une trentaine est repartie sans avoir pu voter. «Certains se sont montrés agressifs, une jeune femme était même en pleurs car elle ne pouvait pas attendre».

6 mai, Paris : Au moins les deux tiers des quelques 50 bureaux de vote des quatre premiers arrondissements parisiens ont été vandalisés pendant le week-end. Leurs serrures ont été bloquées avec de la colle, des allumettes, des morceaux de fer ou encore des mégots. Les pompiers ont parfois dû intervenir pour ouvrir les portes, provoquant des retards d'ouverture, notamment dans les 13e et 15e arrondissements.

6 mai, Lille : Au moins quarante bureaux de vote répartis dans différents quartiers ont été victimes d'une mauvaise blague. Leurs serrures ont été bloquées à l'aide de ce qui semblait être, ce matin, de la glue et des petits morceaux de bois. Ces dégradations ont été découvertes très tôt ce matin par la police municipale qui a aussitôt rappelé du personnel en urgence afin de démonter l'ensemble des serrures touchées et assurer l'ouverture normale de chacun des bureaux à 8 heures. Toutes les serrures concernées devront être changées.

7 mai, Lyon : L'émetteur TDF de Lyon, qui culmine sur la colline de Fourvière, a fait l'objet d'une tentative d'incendie. La porte du transformateur électrique a été fracturée. Deux gros bidons remplis de liquide inflammables ont été découverts mardi matin. Ils étaient posés sur le transformateur et reliés à un système de mise à feu «relativement élaboré», qui ne s'est toutefois pas déclenché. La tour métallique TDF diffuse les chaînes de télévisions hertziennes et TNT sur le bassin lyonnais.



[Feu de joie de drapeaux à Toulouse, 6 mai 2007]

tre flash-ball et lacrymogènes. 18 interpellations, plusieurs flics blessés (dont un suite à un pavé dans la gueule).

Rennes. Manifestation qui fait un tour dans le Blossne, au sud, et repart vers la place de Bretagne. Sur le quai Lamennais, au cœur de la ville, toutes les vitrines sont méthodiquement fracassées, les manifestants démontent des bancs d'arrêts de bus pour s'en servir comme projectiles. Vitrines défoncées jusqu'au boulevard de la Liberté et au quai Lamartine. Les derniers affrontements finissent place Ste Anne à 3h30 du matin. 12 voitures incendiées, 9

interpellations. Deux personnes condamnées à 2 mois ferme le lendemain.

Tours. 500 manifestants, des abribus endommagés.

Passy. Dans cette petite commune de Haute-Savoie, plusieurs voitures brûlent, tandis que les vestiaires et une partie du club de football sont incendiés. Le lendemain, c'est la salle des fêtes qui brûlera, et le 11 mai une partie de l'école primaire.

Marseille. 400 manifestants sur le Vieux-Port, qui tentent d'aller vers la mairie. Bloqués sur les quais, ils sont repoussés vers le bas de la Canebière et c'est lacrymos contre jets de

pierres et de bouteilles. Deux keufs blessés, 29 interpellations.

Brest. Occupation de la salle de la maison des syndicats, où les partisans de Sarkozy devaient fêter la victoire. Les 200 manifestants sont délogés par les forces de l'ordre et sillonnent alors la ville : les deux permanences de l'UMP, celle de Fortuné Pellicano et celle de Brest Renouveau, sont saccagées. Le mobilier urbain est détruit, des poubelles incendiées, deux vitrines du McDo de la rue Jean-Jaurès sautent.

Orléans. Manifestation de 250 personnes. Dans le quartier de La Source, affrontements avec les keufs qui se mangent notamment des molotovs. Le trafic du tram est interrompu par mesure de «sécurité».

Paris. 2000 manifestants se retrouvent place de la Bastille. Rue de Charenton, c'est projectiles contre lacrymogènes. Des centaines de pavés volent depuis Bastille. Un photographe est gravement blessé dans la face. Boulevard Richard-Lenoir, une fourgonnette RATP est incendiée. Près du Port de l'Arsenal, les vitres de la brocante sont brisées, comme le matériel urbain. Après l'évacuation de Bastille,

plusieurs centaines de manifestants se rendent vers la gare de Lyon, où plusieurs vitrines de magasins sont cassées (dont une compagnie d'assurances AMF et un coiffeur Franck Provost saccagé), des voitures renversées et une barricade enflammée. Les derniers abandonnent le combat vers 3h du matin par petits groupes mobiles. 33 flics et gendarmes blessés (trente gardes mobiles et trois civils), 35 voitures cramées et 79 interpellations.

Seine-Saint-Denis. A Pantin, un bus incendié au molotov et un véhicule de gendarmes attaqué de toutes parts. A Pierrefitte, la N1 est coupée 20 minutes, à Dugny tentative d'incendie de la cuisine centrale des écoles avec des voitures.

Essonne. L'école de La Lanterne et le centre d'action sociale incendiés à Evry, tout comme le complexe sportif à Gif/Yvette. 66 véhicules incendiés.

Val-de-Marne. Le local de l'UMP est saccagé à Champigny.

LUNDI 7 MAI
365 voitures incendiées et 160 manifestants interpellés dans tout le pays.

Caen. 800 manifestants. 17 interpellations.

Nantes. 400 manifestants bloquent les trois places de la ville (Commerce, Royale et Graslin). Sur la Quai de la Fosse mangent les premières vitrines, le tram est bloqué avec des barrières. Plus tard, allée Baco c'est un molotov qui vole contre une voiture de police et la manque. A Dervallières, une des vitres de la mairie annexe est brisée et un incendie commence. Les vitres du tribunal administratif sont brisées lors des affrontements. 23 voitures incendiées, 11 interpellations.

Toulouse. Une centaine de manifestants se réunit place du Capitole, mettant le feu à des poubelles, notamment contre la porte en bois de l'Hôtel-de-ville. Ailleurs dans la ville et les quartiers, 66 véhicules sont incendiés. Deux écoles sont visées par des tentatives d'incendie et de dégradations : Gallia, à Reynerie, et Daste, à Empalot. Trois keufs blessés par des jets de projectiles et 22 personnes interpellées.

Tours. 300 manifestants.

Moselle. Un incendie criminel endommage un gymnase à Behrenles-Forbach. Un centre social de Forbach même avait subi un sort identique 24 heures tôt.

Lille. 250 personnes s'affrontent avec la police en centre-ville puis à Wazemmes, se monte une barricade rue des Postes avant de finir place de la Nouvelle-Aventure. De nombreuses vitrines mangent bien, des dizaines de véhicules sont incendiés (89 en tout avec l'agglomération). 14 bâtiments ont flambé dans la métropole lilloise, ici un garage (Faches-Thumesnil), là une maison désaffectée (Lille), et même un foyer social (Emmerin). 41 interpellations en tout (18 à Lille). Une crèche part en fumée à Wattrelos.

Rennes. Manifestation de 300 personnes, affrontements jusqu'à 3h du matin, vitrines brisées et neuf voitures incendiées. 10 interpellations.

Lyon. 200 lycéens improvisent une manif dans le centre-ville l'après-midi. 500 manifestants place des Terreaux le soir avant les affrontements. 98 voitures brûlées dans le Rhône.

Paris. Dès le matin, tentative de bloquer plusieurs lycées (Voltaire, Arago, Balzac, Rabelais, Paul-Bert) par certains des intéressés. 300 improvisent une manif sauvage entre Bastille, Nation et porte Dorée. Le soir, 500 manifestants se retrouvent place de la Bastille à partir de 20 heures. Deux heures après éclatent

les premiers affrontements (des molotovs font partie du lot). Rue de la Roquette, du Chemin-Vert et avenue Parmentier, ce sont deux magasins pillés (dont un supermarché place Léon Blum) et 17 vitrines défoncées, sans compter le matériel urbain. Un scooter et quatre voitures sont aussi enflammés. Le gros de la manif sauvage se disperse avenue de la République où l'attend un fort dispositif policier, d'autres continuent, une partie finit à Bastille. 40 vitrines défoncées, 218 interpellations.

MARDI 8 MAI

292 véhicules incendiés, 86 interpellés.

Lyon. L'après-midi, 500 personnes vont faire un sitting devant le Palais de Justice en solidarité avec les jugés des jours précédents. Vers 22h, un second cortège, sauvage, de 200 personnes part de la place des Terreaux vers Bellecour et ravage tout sur son passage (vitrines, mobilier urbain,...). Bloqué place de la République, c'est l'affrontement avec les forces de l'ordre. Plusieurs interpellations.

Villeurbanne. La permanence de l'UMP est incendiée par deux molotovs.

Lille. 200 manifestants.

Toulouse. Une soixantaine de manifestants se rassemblent dans la soirée place du Capitole. La concession Renault située au bout de la rue de Kiev dans le quartier du Mirail est incendiée. Une quarantaine de jeunes ont défoncé la clôture avec une voiture bélière avant de jeter des molotovs dans le hall d'exposition. 5 voitures et des bureaux ont été entièrement détruits. Plusieurs voitures ont été incendiées dans les quartiers périphériques de la ville.

Paris. 150 manifestants tentent de bloquer la place de la Bastille. Jets de pierres et de canettes.

Essonne. Affrontements à Grigny dans la cité de la Grande-Borne dès l'après midi. Petits groupes mobiles et molotovs. Un CRS blessé, deux interpellations. Le soir, un garage est incendié. A Montgeron, c'est l'école Hélène-Boucher qui crame.

Cette chronologie s'arrête-là pour des raisons de bouclage du journal.

[Pour la banlieue parisienne, nous n'avons pas précisé les « incidents » dans toutes les villes ni tous les incendies de voitures. Comme ces faits sont tirés des journaux et des agences de presse, elles sont à lire avec les précautions usuelles, comme les autres brèves du désordre].



Permanence de la révolte

30 avril : la permanence de l'UMP de Guéret, située en face de la Préfecture de la Creuse, est incendiée. L'entrée est calcinée et les vitrines ont explosé.

23 avril, Montréal : le local de l'UMP situé 1587 rue de Horne dans le quartier d'Outremont fait l'objet d'une tentative d'incendie et de sabotage de l'arrivée de gaz.

21 avril, Rennes : la vitrine d'une permanence UMP est brisée et des vols constatés.

20 avril, Paris : la vitrine de la permanence de la conseillère UMP de Paris Roxane Decorte, rue Letort (18e) est brisée.

17 avril, Limoges : les vitrines des permanences de deux candidats UMP aux législatives à Limoges (Sarah Gentil et Alain Marsaud) ont été brisées par des jets de pavés. Dans ce département de Haute-Vienne, ce genre d'actes se sont multipliés depuis quelques semaines.

12 avril, Rouen : au cours d'une manifestation "contre les violences policières", des dizaines de jeunes, masqués pour la plupart, se sont attaqués à la vitrine d'une permanence UMP qui a volé en éclat. Des poubelles incendiées ont été lancées à l'intérieur sans que les flammes ne parviennent à se propager.

11 avril, Castres : tentative de défoncer de la vitrine du local des élus UMP de la 3e circonscription du Tarn.

8 avril, Quimper : la vitre et la porte d'une permanence de campagne de l'UMP ont été détruites par des jets de pierres (dont une de cinq kilos).

7 avril, Paris : une vitre de la permanence de Patrick Trémège, candidat UMP aux législatives dans le 13e arrondissement, est endommagée. Cette permanence a déjà été dégradée à trois reprises.

1er avril, Reims : la permanence électorale du ministre des PME et candidat déclaré à la mairie de Reims en 2008, Renaud Dutreil, subit des dégradations.

31 mars, Avignon : le local de campagne de la candidate PS aux législatives, Michèle Fournier-Armand, est détruit par les flammes. Les policiers ont presque immédiatement procédé à deux arrestations : G. (20 ans) et D. (29 ans). D'après la presse locale, lors de la garde à vue ils ont reconnu les faits (avoir brisé avec des barres de fer les vitrines puis avoir jeté trois cocktails molotov à l'intérieur) et auraient indiqué ne faire partie d'aucun parti politique mais que «c'est au nom de leurs convictions» et «contre la représentation politique en général» qu'ils ont agi. Tous deux sont incarcérés au Pontet.

28 mars, Villeurbanne : tentative d'incendie de la permanence de l'UMP, rue Racine. Sur place, la police a découvert la boîte aux lettres des locaux partiellement brûlée. Sur le goudron, également brûlé, une bouteille en plastique. Les policiers de l'identité judiciaire ont retrouvé, dans cette bouteille, un mélange d'acide et d'alumine, qui provoque une très grosse chaleur et une détonation. Ce n'est pas la première fois que cette permanence fait l'objet d'attaques. Il y a quelques semaines, un parpaing avait fait voler sa vitrine en éclat et récemment des graffitis avaient été retrouvés sur les murs. La permanence du parti socialiste de Villeurbanne, située non loin, avait également connu quelques dégradations.

27 mars, Nogent-sur-Marne : un incendie criminel ravage la permanence de l'UMP de Nogent-sur-Marne, dans le Val-de-Marne. Le sinistre s'est déclaré peu après 03H00 et a été maîtrisé une heure plus tard par les pompiers. L'ensemble du matériel de campagne, ainsi que les ordinateurs, les fichiers, ont été détruits.

26 mars, Plessis-Robinson : le siège départemental du PS des Hauts-de-Seine, situé au Plessis-Robinson est ravagé par un incendie criminel, vers 04H00. Le laboratoire de la police a trouvé des traces d'hydrocarbures dans la boîte aux lettres qui aurait mis le feu à l'ensemble du local. La permanence du PS est située dans un pavillon de 150 à 200 m2 sur deux étages. "Le rez-de-chaussée, où se trouvaient les tracts, les papiers de la fédération, a été entièrement

ravagé. Le plafond s'est en partie effondré. Nous n'avons pas pu accéder à l'étage, très fragilisé, où se trouvaient les ordinateurs et la machine de reprographie, nous ne connaissons pas les dommages mais il y a de gros dégâts" selon un militant.

5 mars, Lyon-Villeurbanne : les locaux d'Anne-Marie Comparini, députée UDF du Rhône, sont caillassés. Deux gros pavés ont été descellés de la rue des Anges, toute proche, avant d'être projetés dans la vitrine de la permanence située montée de Choulans (5e). Même modus operandi, à Villeurbanne, la semaine dernière, à l'encontre des locaux des sections locales de l'UMP et du PS. Des pierres, lancées dans chacune des vitrines des deux permanences situées à quelques mètres l'une de l'autre, ont occasionné les mêmes dégâts.

24 février, Chartres : la permanence électorale de Laure de la Raudière, candidate de l'UMP aux élections législatives dans la 3e circonscription d'Eure-et-Loir, située dans la rue principale de la commune de Lucé, a été la cible de cinq jets de pierres.

23 février, Lyon : deux grosses pierres sont précipitées dans la vitrine du local du sénateur-maire PS, Gérard Collomb, rue Duguesclin (3e).

20 février, Paris : trois nouvelles permanences de l'UMP situées dans les 12e et 16e ont été vandalisées ces derniers jours, ce qui porte à 15 le nombre de locaux de partis détériorés depuis le 23 janvier dans la capitale (huit UMP, deux PS, une Verts et une PCF).

12 février, Paris : au moins trois permanences de l'UMP et une du PCF ont été vandalisées. Les permanences UMP sont celles de Claude-Annick Tissot dans le 11e, Brigitte Kuster dans le 17e et Lynda Asmani dans le 10e. Celle du PCF dans le 9e a aussi été touchée.

7 février, Paris : la porte d'entrée et les vitres du siège des Verts à Paris, rue du faubourg-Saint-Martin (10e), sont endommagées par trois pavés. Une inscription à la peinture noire «A voté» est trouvée sur place.

5 février, Paris : deux permanences du PS sont visées : rue Charlot (3e) où deux vitres et la porte vitrée sont détériorées, un tag à la peinture noire proclamant «Un pavé dans l'urne», et rue Saint-Jacques (5e), permanence de Lyne Cohen-Solal, adjointe au maire de Paris, où quatre vitres sont étoilées par des coups avec l'inscription «A voté» à la peinture noire.

4 février, Paris : une permanence de l'UMP attaquée dans le 13e, rue Château-des-Rentiers. Un inconnu trace au stylo sur le mur du local «ADN, alerte aux perdreaux, z'ont volé le vélo du fils de Sarko».

1er février, Paris : la vitrine de la permanence de Lynda Asmani, candidate UMP aux législatives, située rue Saint-Maur (10e), vole en éclats après le jet d'une grille en fonte.

30 janvier, Paris : la permanence de Jean-Pierre Bechter, conseiller UMP de Paris, située boulevard de Reuilly (12e) voit sa porte brisée par des inconnus qui laissent une inscription sur la devanture «Sarko facho, justice pour tous».

29 janvier, Paris : la permanence de Jean Tiberi, député UMP du 5e et ancien maire de Paris, est visée par un ou des individus qui inscrivent à la bombe de peinture «Ici dictature».

23 janvier, Paris : quatre personnes déposent trois sacs poubelle devant le QG de campagne de Nicolas Sarkozy, 18 rue d'Enghien (Xe), l'un d'eux urinant sur la façade du bâtiment avant de quitter les lieux.



Paris : solidarité avec Samir

MARDI 24 AVRIL, lors de perquisitions dans des maisons occupées, la police a arrêté un camarade sans-papiers. Ceci vient témoigner, une fois de plus, du climat de terreur que l'Etat essaye d'installer, en passant par des rafles massives et une pression continue sur les lieux d'activités politiques subversifs.

Le même jour, une centaine de personnes s'est rassemblée devant le commissariat rue Riquet dans le 19ème où il était détenu. L'avenue de Flandres a été bloquée pendant une heure et demi, ce qui a eu pour effet de repousser le transfert de Samir au centre de rétention de Vincennes, mais malheureusement pas sa libération immédiate. Pour enfermer et expulser une personne, l'Etat met les moyens : importante escorte policière et de nombreux gardes mobiles pour protéger le commissariat et pour "l'accueillir" à Vincennes.

Samir a été directement isolé et interrogé dans un bureau jusqu'à minuit, enchaînant sur une journée d'interrogatoire politique au commissariat.

Comme toujours, l'ambiance est rude à Vincennes : des retenus finissent une grève de la faim sans rien obtenir ; hier, deux retenus ont fait une tentative de suicide, l'un d'entre eux s'est fait méchamment tabasser pour lui faire passer l'envie de résister, et placé en cellule d'isolement.

Samir est enfermé dans le nouveau centre de rétention de Vincennes. Renforcé suite à l'incendie de cette prison par les retenus, il est plus moderne et plus propre et permet surtout d'empêcher toute résistance collective. Les moyens que l'Etat met dans la rétention des sans-papiers ne cessent d'augmenter : plus de caméras, plus d'isolement.

L'Etat s'applique à écraser les sans-papiers qu'il crée et les conséquences sont souvent une vie à raser les murs et travailler la peur au ventre. Samir a toujours lutté contre cet état de fait en militant pour la liberté de circulation, la fermeture des centres de rétention et dénonçant toutes les conditions de vie dégueulasse qu'impose la France.

Libération de Samir !

Fermeture de tous les centres de rétention !

Des papiers pour tous ou pas de papiers du tout !

Manifestation au centre de rétention de Vincennes. RDV 19H à Joinville-le-Pont RER A. Samir passera jeudi devant le juge des libertés au 35bis du Palais de justice de Cité.

[Tract distribué à Paris le 25 avril 2007]



Révolte des retenus au centre de rétention de Vincennes

MERCREDI 24 JANVIER 2007 au soir, les prisonniers du centre de rétention de Vincennes se sont révoltés. Deux incendies se sont déclarés : un dans chaque bâtiment du centre. L'un des bâtiments aurait été entièrement évacué, l'autre resterait «utilisable». Conséquence : des retenus relâchés, des retenus transférés et des retenus inculpés qui sont passés vendredi en comparution immédiate.

Agés d'une trentaine et d'une quarantaine d'années, ces cinq individus de nationalité malienne, ivoirienne, marocaine et tunisienne étaient «retenus» depuis plusieurs jours dans les deux bâtiments du centre, dont l'un a été gravement endommagé. On ignore pour l'instant les verdicts.

A noter qu'en décembre dernier, une grève de la faim avait éclaté au CRA (centre de rétention administrative pour étrangers) de Vincennes comme ce fut aussi le cas à Lyon et Marseille. En avril, 136 des 146 retenus de Vincennes avaient déjà lutté pendant une semaine. Au mois de mai, c'était le cas des enfermés du centre de rétention situé dans les sous-sol du Palais de Justice de Paris.

Feu aux centres de rétention !

Communiqué depuis le centre de rétention

Paris, le 25 avril 2007
centre de rétention de Vincennes.

Je suis au centre depuis le 24 avril 2007. Après mon arrestation, à 10 heures, j'ai fait la garde à vue et après, ils m'ont emmené au centre. Pendant ma garde-à-voir, mes amis sont venus manifester et demander ma libération. Après, j'ai été escorté au centre, et du coup je suis considéré comme dangereux : ils m'ont mis à l'écart dans une partie isolée du centre. Il y a 4 chambres et 4 personnes par chambre. Actuellement, on est 7 personnes enfermées. Pour aller de l'autre côté, aux distributeurs de cigarettes et de boissons, il faut demander à la réception. Ou ils vont te chercher ce que tu veux, ou ils t'escortent. On peut dire que c'est une sorte d'isolement : t'as pas le droit de communiquer avec les autres retenus, t'as pas le droit de jouer

au ping-pong. T'as le droit à rien, seulement fermer ta gueule.

Je suis parti parler avec un officier pour demander à aller de l'autre côté et il m'a dit : "j'ai des consignes de là-haut, tu es considéré comme dangereux". Après, il te dit que ce n'est pas une prison mais un centre où tu as la liberté de circuler comme tu veux, mais là je vois le contraire. Pourquoi ? Parce que je lutte pour les conditions de vie ici et la fermeture de tous les centres de rétention. Les droits, ils sont passés où ? Il n'y en a pas pour les sans-papiers.

Ce que je veux, c'est que tout le monde soit informé de ce qu'il se passe ici. Hier, quelqu'un a fait une tentative de suicide, il n'a pas réussi. Ils l'ont emmené à la réception et, comme par hasard, j'étais là et j'ai vu comment ils l'ont tabassé et j'ai pensé : "il va

mourir comme ça". Après, ils l'ont amené en isolement, il était blessé et choqué. Après, je ne sais pas ce qu'ils vont faire de lui.

Je veux dire que ce qui se passe ici, c'est ignoble et inhumain. Demain, je passe au 35bis devant le juge des libertés à 10h. Cette fois je risque gros. Après mon expulsion vers mon pays d'origine, c'est la prison pour un an là-bas.

Numéros des cabines à l'intérieur du centre pour joindre Samir ou d'autres retenus :
01 43 76 50 87 — 01 48 93 99 80

Samir

Ndlr : Le 28 avril en appel, Samir a été remis en liberté. Comme en première instance, de nombreux amis et compagnons étaient présents dans la salle, parfois tumultueusement au grand dam de la crapule en uniforme faisant fonction de juge.

Manifestation contre le centre de rétention de Vincennes

SUITE AUX GRÈVES de la faim dans les centres de rétention de Lyon et Marseille (un des seuls moyens de résistance possible en rétention), nous avons manifesté notre solidarité samedi 9 décembre 2006 avec tous les retenus par un rassemblement autour du centre du centre de rétention de Vincennes.

Nous étions une trentaine de personnes, dont des membres du Collectif Solidarité Sans-Papiers 93. Suite aux slogans "Fermeture des centres de rétention" et "Non aux expulsions", les retenus ont réagi en criant "Liberté !" et nous avons pu communiquer avec eux.

Voici ce que nous avons pu entendre également : "Venez nous aider, on n'a pas mangé depuis 3 jours, on est au moins 50% ici à avoir commencé une grève de la faim. La bouffe qu'ils nous servent ici est avariée. On n'a plus le droit de téléphoner. Il y a des gens ici qui ont leur famille en France, des enfants. Aidez-nous on est foutu !", "Aucune aide", "Pas de visite d'associations", "Mon délai de rétention est dépassé de 6 jours". Un communiqué d'un retenu de Lyon ex-gréviste de la faim a été lu.

Au bout de 10 minutes, les flics ont fermé les fenêtres et ont menacé les retenus de les priver du repas du soir... Nous sommes ensuite allés sous la nouvelle aile du centre de rétention. La police nous a repoussé. Elle nous a également empêché d'aller discuter avec les gens qui allaient visiter les retenus.

**Fermeture des centres de rétention !
Non aux expulsions !
Plus de papiers du tout ou des papiers pour tous !**

[Publié sur indymedia Paris, le 10 décembre 2006]

De jour en jour



Lundi, métro Clignancourt. Les couloirs de la routine salariée portent la vague pressée vers la sortie. Les barrages d'uniformes verts venus chasser le fraudeur ne sortent presque plus de l'ordinaire. Mais cette fois en plus, ces chiens sont là pour livrer les sans-papiers aux keufs, sous le regard froid des passants.

Mercredi, un bar de la rue de Tanger où les uns jouent aux dominos, les autres fuient leur ennui. Soudain, alors que la rue s'agite plus que d'habitude, la porte se referme derrière une poignée de civils. Le petit crème vire à l'amer. Le contrôle d'identité du quartier Stalingrad qui s'étend jusque dans les bars est le premier pas vers de nouvelles déportations.

Vendredi, place de Belleville. Les rafles fréquentes ont provoqué petit à petit la présence de plusieurs habitants du quartier lassés de cette pression. Ils ralentissent au moins la sale besogne des chiens de garde républicains et les obligent à écourter souvent leurs interventions.

Dimanche, métro Quai de la Gare. Les cars bleus blancs rouges sont une nouvelle fois alignés en attendant de se remplir. Les habitants des foyers africains du coin constituent le gibier de prédilection de tous les petits Eichmann venus remplir les carnets de commande du ministre de l'Intérieur. Mais cette fois ci, le mot tourne vite, les premiers concernés se rassemblent spontanément, insultent et menacent. Les flics restent bredouilles et les cars repartent à vide.

Des fouilles à corps en pleine rue en matraques de proximité, de Vichy-pirate dans les gares en descentes dans les jardins publics, de civils à l'affût en rafles dans les quartiers populaires, le bleu se lâche sans vergogne. Ce même terrorisme d'Etat s'applique à l'échelle de la planète, de bombardements humanitaires en déportations démocratiques, de ravages écologiques au nom du progrès en terreur économique. Tous contre tous et la peur pour chacun, continuer de suer pour un patron, fermer sa gueule. Contre ceux qui bronchent ou sont tout simplement *indésirables*, la milice étatique garantit les profits.

Et pourtant, certains ont pratiqué en novembre 2005 une critique généralisée de l'urbanisme concentrationnaire. Et pourtant, le feu et la rage ont parfois illuminés le mouvement anti-CPE. Et pourtant, des interpellations tournent régulièrement au vinaigre pour une flicaille qui chiale ensuite ses jours d'ITT.

Ce qui dégoûte le cœur, que la main s'y attaque. Les rafles et les déportations ne peuvent fonctionner qu'avec des Bouygues qui construisent prisons et centres de rétention, des BNP ou La Poste qui balancent des sans-papiers venus ouvrir un compte, des Croix-Rouge qui cogèrent les camps de rétention, des Air France qui effectuent les déportations ou la RATP qui fait le tri pour la Préfecture.

Les mauvais jours finiront

**CONTRE LES RAFLES, OCCUPONS-NOUS DES ROUAGES
QUI LEUR PERMETTENT DE FONCTIONNER**

[Affiche trouvée à Paris fin décembre 2006]

Ceux qui font tourner la machine à expulser...

En zones d'attente

Les zones d'attente, créées en 1992, sont les lieux-prisons situés «à proximité» des ports et aéroports pour enfermer les étrangers non-admis sur le territoire et les demandeurs d'asile à la frontière. En 2005, il y a eu officiellement 14 500 immigrés internés dans ces 119 zones qui, lorsqu'elles ne sont pas dans des locaux spécifiques comme à Arcen (Marseille), sont souvent des chambres d'hôtels louées par le ministère de l'Intérieur. Elles sont gérées par la PAF ou les douanes.

Liste non exhaustive des qui collaborent à la machine à expulser :

- Aéroport de Roissy : l'hôtel **Ibis** a cédé place à un bâtiment spécifique (ZAPI 3), que le groupe **Accor** a construit. La **Croix-Rouge** le cogère.
- Aéroport d'Orly-Sud : hôtel **Ibis** qui loge et snack **Philéas** qui fournit la nourriture
- Aéroport de Nantes/St Nazaire : hôtel **Mascotte** situé à Bouguenais.
- Aéroport Bordeaux Mérignac : hôtel **Arion**.

- Port de Bayonne : hôtel **Lousteau** et hôtel **Saint Barnard** situé à Boucau.
- Port de Caen/Ouistreham : hôtel **Mercure**
- Port du Havre : foyer des gens de mer
- Port de Dunkerque : foyer des gens de mer
- Port de Boulogne/Mer : foyer des marins
- Port de Rouen : hôtel **Kyriad**
- Port de la Rochelle : hôtel de la **Terrasse**, quartier de La Pallice
- Port de Calais : hôtel **Holliday Inn**

[Source : Anafé, Campagne de visites des zones d'attente en France, novembre 2005 à mars 2006]

Nucléaire sous haute tension

Un nouveau réacteur nucléaire est en cours de construction à Flamanville, en Normandie, aussi monstrueux que les précédents : l'EPR. Et à nouveau réacteur, nouvelles lignes. Pas moins de 400 000 volts sur 150 kilomètres de la Manche au Maine.

On connaît depuis longtemps les effets directs de ces lignes à très haute tension : leucémies et autres cancers ou troubles neurologiques graves... équitablement répartis entre les humains et les animaux. Et même enterrées, elles nous foutrons toujours en l'air !

Mais qu'importe à EDF, puisqu'il s'agit de répondre aux besoins dévorants d'énergie électrique de l'armée et ses systèmes de surveillance, de l'industrie et ses usines de mort jusqu'aux portes de l'Europe, de la circulation des marchandises, y compris humaines, et de ses TGV, de la transmission d'informations et de leur vide interactif.

Lutter contre ces lignes, ce n'est pas simplement s'opposer à un nouveau désastre annoncé. A travers le nucléaire et son nécessaire acheminement, l'Etat quadrille, contrôle et domine non seulement les territoires mais toujours plus nos vies.

Combattre cela avec ce monde qui les produit, c'est reprendre goût à la liberté...

[Affiche rencontrée sur les murs de plusieurs villes, avril 2007]

Sortie immédiate du nucléaire !

Après la manifestation anti-nucléaire de 30 000 personnes à Cherbourg le 15 avril 2006, plusieurs manifs décentralisés avaient lieu le 17 mars 2007. Elles ont réuni 40 000 personnes à Rennes, 8 000 à Lyon, 5 000 à Toulouse et Strasbourg, 4 000 à Lille. Un des thèmes de contestation en était encore une fois la construction de l'EPR à Flamanville.

Mais en ces temps de campagne électorale où la récupération et la démagogie vont bon train, il était temps de rappeler une perspective autonome où « l'exigence d'arrêt immédiat du nucléaire implique la rupture avec les logiques capitalistes et étatiques ».

PAR SA DANGEROUSITÉ et la centralisation qu'il nécessite, par la culture de sûreté qu'il crée, commercialise et généralise, par les modes de subordination qu'il implique, le nucléaire, loin d'être un simple choix technologique, est partie intégrante des dispositifs de contrôle global de la planète. En quelques décennies à peine, le nucléaire a montré de quoi il était capable, depuis les victimes d'Hiroshima jusqu'aux catastrophes du nucléaire civil reconnues (Tchernobyl, Three Mile Island...), occultées (Windscale, Kychtym) ou évitées de justesse (Forsmark**). Aujourd'hui, le nucléaire civil semble avoir le vent en poupe chez les gestionnaires capitalistes. Des projets grandioses, dont la réalisation dépendra de la possibilité des investissements financiers et des garanties des Etats, sont donc élaborés, comme l'EPR à Flamanville (réacteur civil français dit de troisième génération) ou bien encore ITER à Cadarache (projet international de réacteur à fusion nucléaire). Dans le domaine militaire, on assiste plutôt au développement d'armes miniaturisées pouvant être utilisées contre des populations aux quatre coins du monde, dans le cadre de « guer-

res préventives » et « d'opérations de police mondiale », bien que la possession de bombes classiques demeure l'un des objectifs des Etats et que les stocks de matières nucléaires constituent de réels dangers.

Les gourous de l'atome prétextent de la crise des énergies fossiles et poussent à la roue pour la reprise du nucléaire. La lutte contre les gaz à effet de serre devient leur alibi au motif que le réacteur nucléaire n'en dégage pas, oubliant au passage toutes les étapes de la construction et du fonctionnement des installations nucléaires, celles de l'extraction de l'uranium au Niger ou en Australie à son utilisation dans les réacteurs, et la pollution thermique par les rejets gazeux et aqueux. Si la société capitaliste n'a jamais eu autant besoin d'énergie pour faire fonctionner ses usines, ses banques, ses réseaux de transport et de communication, ses armées et leurs engins de mort, sur terre, sur mer et même dans l'espace, il ne faut pas oublier que l'énergie électrique ne représente que 5 à 6 % de l'énergie primaire mondiale et que le nucléaire en est encore qu'une infime partie représentant 16%.

Aux causes de désastres propres à toutes les formes d'industrialisation, l'industrie nucléaire ajoute la radioactivité artificielle qui peut parfois s'étendre sur des millénaires. Les nucléocrates le savent et c'est pourquoi, loin de nier comme autrefois tous les dangers liés au nucléaire, ils comptent désormais préparer les populations à apprendre à survivre en milieu contaminé. Le risque nucléaire étant la chose la plus partagée, il doit maintenant être le mieux accepté : tout irradié potentiel doit donc devenir le complice de sa propre irradiation et de celle des autres, encadré par les uniformes kakis et les blouses blanches avec, pour seul horizon, les rangées de cercueils de plomb, pour que le monde tel qu'il est continue à fonctionner, dans lequel le citoyen culpabilisé devient acteur de sa soumission.

En restant sur le terrain des alternatives sans remettre en cause la boulimie énergétique actuelle, par exemple en proposant de remplacer l'atome par l'éolien comme énergie renouvelable***, les écologistes d'Etat jouent le rôle de tartuffes et d'administrateurs de nos vies irradiées, toujours à la place que l'Etat leur assigne. D'où les tractations, les compromis, les promesses destinées à ne pas être tenues et les jeux de lobbying, qui culminent en période électorale. Pour le PS, il faut faire oublier le programme de 1981, son moratoire sur la construction des centrales nucléaires, et « Sœur Sourire » préconise « une extinction des centrales anciennes et les plus dangereuses ». Par son porte-parole, virée de la manif de Cherbourg, les Verts français, sur la trace de leurs homologues allemands, s'engagent pour une « sortie sur 30 ans » ! Quant au PC, fidèle à sa défense inconditionnelle mais intéressée des



technocrates et syndicalistes de la CGT d'EDF et du CEA, il exige un « nucléaire sécurisé et durable » ! Tout regroupement antinucléaire conséquent devrait avoir en mémoire la défaite du mouvement à la fin des années 70 et au début des années 80 due à la stratégie électorale prédominante, à une critique insuffisante et marginale de la « société de consommation ».

L'exigence d'arrêt immédiat du nucléaire ne relève pas pour nous de la surenchère. Elle implique la rupture avec les logiques capitalistes et étatiques. Cette perspective autonome est difficile et incertaine et sa réalisation ne dépend pas que de nous. Mais nous avons la volonté d'y contribuer, pour vivre libres, debout, et non à genoux avec des épées de Damoclès au-dessus de nos têtes.

Coordination contre
la société nucléaire

c/o CNT-AIT, BP 46,
91103 Corbeil Cedex

* Windscale, octobre 1957, rebaptisée sellafield. Kychtym accident de 1957 en URSS totalement occulté.

** Le 25 juillet 2006, la centrale de Forsmark, en Suède, est plongée dans le noir. Plus rien ne fonctionne, sauf le réacteur. Les générateurs de secours ne démarrent pas et la température du cœur grimpe : Tchernobyl n'est plus loin. Enfin, l'un d'entre eux accepte de redémarrer à la « manivelle »...

*** Notons au passage qu'Areva, le constructeur de réacteurs nucléaires, poursuit ses investissements dans l'éolien avec une offre publique d'achat des actions de REpower (un des principaux acteurs de l'activité) qu'il ne détient pas encore. Est-ce pour diversifier ses intérêts ou pouvoir demain démontrer qu'on ne peut pas sortir du nucléaire par l'éolien ? Sans changer la consommation électrique française, il faudrait environ 100 000 éoliennes pour remplacer les centrales nucléaires !

Réunion publique à Rennes et Lille à l'issue de la manif avec ... « CECI EST UNE SIMULATION » un film du groupe louise Becquerel suivi d'un débat avec la CCNS.

Nouvelles de la guerre sociale

• 8 décembre, Pau

(presse) Trois CRS ont été blessés vendredi en début de soirée à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Touchés au genou, au tibia et au dos, les fonctionnaires ont bénéficié d'une interruption temporaire de travail de 10 et 8 jours. Les incidents sont survenus vendredi vers 21h20 alors que six CRS effectuaient un contrôle routier avenue de Buros, en lisière du quartier sensible de l'Ousse des Bois. Un groupe d'inconnus encagoulés et munis de battes de base-ball, de barres de fer et de projectiles divers (cailloux, morceaux de parpaing) ont fondu sur trois CRS placés sur la voie publique, leurs trois collègues étant restés dans le fourgon. Après s'être réfugiés dans un centre commercial proche, les fonctionnaires ont pu se dégager quand l'un d'entre eux a tiré plusieurs coups de feu en l'air.

• 9 décembre, Laval

(presse) Deux détenus de la maison d'arrêt de Laval (Mayenne) qui samedi avaient bénéficié d'une permission de sortie pour participer au Téléthon se sont fait la belle. Samedi matin, ils ont participé à l'installation du stand Téléthon à Laval. Et durant la journée, ils y ont vendu des gâteaux qu'ils avaient eux-mêmes confectionnés en prison. Peu après 17h, ils ont dérobé la voiture d'un animateur du stand pour s'enfuir.

• 10 décembre, Corbas

(presse) Des engins de chantier ont fait l'objet de tentatives d'incendie ce week-end. Les pneus des pelleteuses et camions-bennes ont résisté aux flammes. En revanche, la cabine d'un élévateur a été partie détruite. Au printemps 2009, la maison d'arrêt de Corbas pourra accueillir 690 détenus, principalement issus des prisons de Lyon.

• 14 décembre, Neuville-de-Poitou

(presse) Deux adolescents ont été mis en examen et laissés en liberté sous contrôle judiciaire après avoir incendié pour se venger le logement de fonction du principal de leur ancien collègue à Neuville-de-Poitou (Vienne). Les deux jeunes garçons, âgés de 16 et 17 ans, ont été mis en examen pour «dégradation par une substance incendiaire» par le juge des enfants de Poitiers. Ils ont avoué avoir agi par vengeance contre le principal qui avait renvoyé l'un d'eux il y a quelques années.

• 20 décembre, Paris

(presse) Drôle de coïncidence. Après la permanence de l'UMP, vandalisée dans le XIIIe dans la nuit de mardi à mercredi, voilà la permanence du PS du IIIe qui est à son tour saccagée. Vitres brisées par le jet de deux pavés, devanture taguée, effigie de la candidate à la présidentielle manifestement visée par les vandales, les bureaux du PS rue Charlot, à hauteur du marché

des Enfants-Rouges avaient, hier matin, l'allure d'un champ de bataille. Plus loin, rue de Poitou, des graffitis appellent à ne pas voter...

• 3 janvier, Vernon

(presse) Deux policiers qui procédaient à une interpellation ont été agressés par un groupe de jeunes à Vernon (Eure) et l'un d'eux a été grièvement blessé à la tête. Les deux fonctionnaires ont été hospitalisés, l'un pour une main cassée, l'autre pour un grave traumatisme crânien. Deux autres policiers municipaux, qui étaient également sur les lieux, ont été plus légèrement blessés. L'agression s'est déroulée mercredi peu après 15h dans un des quartiers sensibles de Vernon alors que les policiers tentaient d'interpellier un jeune suite à un vol de scooter. Un groupe de jeunes présents sur les lieux s'en est alors violemment pris aux fonctionnaires en leur jetant des pierres.

• 30 janvier, Lille

(presse) Vers 6 h 45, le poste de police de Lille-Sud a été incendié par deux malfaiteurs. Pour y parvenir, ils ont stationné une voiture Ford – immatriculée en Belgique – juste devant la porte du bâtiment avant d'y mettre le feu. Si aucun blessé n'est à déplorer, les bureaux ont été entièrement détruits, comme en témoigne la façade noircie de suie. Les dix-neuf policiers de Lille-Sud ont été réaffectés au commissariat central.

• 27 mars, Paris

(presse) L'interpellation par des gendarmes d'un usager du métro circulant sans billet a dégénéré mardi à la gare du Nord en affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, qui ont duré plusieurs heures à partir de la fin de l'après-midi. Peu avant minuit, par une série de charges et à grand renfort de gaz lacrymogène, la police a fait évacuer la centaine de jeunes qui leur avait fait face, dans le sous-sol de la gare et dans la station de métro attenante, toute la fin d'après-midi et la soirée.

Le calme est revenu vers 1 heure du matin dans et autour de la gare du Nord quand les forces de l'ordre ont fini par disperser le dernier noyau de manifestants, qui ont joué pendant un temps au chat et à la souris avec elles dans les rues autour de la gare. Selon la préfecture de police, neuf personnes ont été interpellées, dont l'usager sans billet, un homme de 33 ans accusé d'avoir frappé les agents de la RATP qui l'avaient vu sauter un portique et avaient tenté de le contrôler. Il avait été rapidement maîtrisé par une patrouille de gendarmes passant non loin de là. Mais quelques dizaines de témoins, parmi lesquels de nombreux jeunes, ont estimé que l'interpellation avait été trop brutale et ont commencé à se masser devant le local de la RATP dans lequel le suspect avait été dans un



[Gare du Nord à Paris, 27 mars 2007]

premier temps retenu, avant d'être évacué vers un commissariat. Des renforts de policiers et de gendarmes sont rapidement intervenus.

Sous le regard de centaines de témoins et d'usagers du métro coincés sur place, une foule de plus en plus hostile a commencé à jeter des projectiles sur les forces de l'ordre. Les policiers ont répondu par de courtes charges et des jets de gaz lacrymogène. Certains jeunes, armés de caddys ou de poteaux métalliques utilisés dans le métro pour délimiter les files d'attente, ont tenté de casser des vitrines de commerces, des distributeurs automatiques de boissons et de friandises, des panneaux d'affichage et des vitres de séparation. Un début d'incendie a été allumé dans un stand d'accueil de la RATP.

Le face-à-face a repris vers 20h à l'intérieur de la gare. Des jeunes, dont certains armés de barres de fer, s'en sont pris à des distributeurs automatiques de boissons dans les sous-sols de la gare, ont brisé des vitres, ampoules, rambarques en verre. Un magasin de chaussures a été pillé. Des poubelles ont été incendiées. Des jeunes opéraient par petits groupes en différents endroits de la gare souterraine. D'autres faisaient face à une cinquantaine de policiers en tenue anti-émeute aux cris de "Sarkozy, enculé !", "Police partout, justice nulle part !" ou "A bas l'Etat, les flics et les patrons !".

• 28 mars, Mulhouse

(presse) Un homme qui versait de l'acide chlorhydrique dans les horodateurs du centre de Mulhouse (Haut-Rhin) pour protester contre les parking payants, a été interpellé et placé en garde à vue. L'homme, âgé de 47 ans, se déplaçait à vélo, muni de burettes d'acide. Il a déclaré à la police avoir vandalisé une soixantaine d'appareils au cours des six dernières semaines pour exprimer son mécontentement face à l'extension de la zone de stationnement payant à Mulhouse. Les dégâts sont estimés à 130.000 euros. Confondu par plusieurs bandes de vidéosurveillance, il a été interpellé mardi.

• 2 avril, Mâcon

(presse) Un incendie d'origine criminelle a partiellement détruit une antenne Assedic à Mâcon, lundi vers 04H30. «*Un objet incendiaire a été lancé à l'intérieur du bâtiment*», a expliqué le vice-procureur Christophe Rode. Le feu, parti du hall d'accueil, a ensuite gagné les étages, épargnant les bureaux individuels mais détruisant une partie du toit. L'agence risque de rester fermée pendant plusieurs jours.

Par ailleurs, une demi-heure avant l'incendie de l'antenne Assedic, trois voitures du centre d'information et de recrutement de l'armée de terre (CIRAT), garées à deux km de là, avaient été la cible d'engins incendiaires. Trois bouteilles d'alcool, avec un système de mise à feu artisanal, avaient été placées sous les roues des véhicules. Un seul a fonctionné, détruisant une des trois voitures.

• 5 avril, Marseille

(presse) Une statue en bois de la Vierge qui pourrait dater du XVe siècle, placée à l'extérieur de la basilique Notre-Dame de la Garde à Marseille, a été endommagée hier jeudi saint par un incendie vraisemblablement criminel. Selon le porte-parole de l'archevêché : «*C'est quelqu'un qui a mis le feu sous la statue en bois, protégée par une grille fermant l'oratoire. Le thorax est brûlé.*»

• 7 avril, Millau

(presse) L'enseigne de restauration rapide McDonald's de Millau (Aveyron), qui avait été l'objet d'un «*démontage*» en août 1999, a de nouveau été vandalisée. Les deux grandes baies vitrées de l'entrée principale de l'établissement ont reçu des jets de pierre et les impacts étaient encore visibles jeudi. En outre, le slogan «*Osez Bové*» a été inscrit sur la façade. Faut-il y voir la signature du candidat à la présidentielle José Bové ? «*Cette fois, il n'y est pour rien. Ça ne ressemble pas aux actions de la Confédération paysanne - dont l'altermondialiste a été porte-parole -, répond son directeur de cabinet, Jacques Perreux. La dernière fois, le démontage avait une valeur symbolique et nous l'avons fait en plein jour, à visage découvert.*» Cette fois-ci, les faits se sont produits entre 2h et 6h, alors que José Bové devait tenir une réunion publique à Saint-Rome-de-Cernon (Aveyron) le lendemain.

• 9 avril, Lyon

(presse) Depuis deux jours, les trains en provenance du Nord accusent d'importants retards

sur Lyon. A l'origine de ce désagrément, un incendie criminel qui a endommagé le système de gestion de la signalisation des voies à 4 kilomètres de la gare de la Part-Dieu. «*Les câbles électriques et les relais électromécaniques de l'installation ont été endommagés. Nous ne sommes plus en capacité d'assurer totalement la sécurité des passagers. Au lieu de rouler habituellement à 90 km/h, les trains passent au ralenti à tout juste 30 km/h à cet endroit-là*», indique Alain Autruffe, directeur des grands projets de la région SNCF de Lyon. Ce sabotage a donc provoqué d'importantes perturbations à Lyon où près de 1000 trains transportant 100 000 voyageurs circulent quotidiennement. Les lignes nationales et internationales reliant Lyon à Paris, Lille, Rennes et Bruxelles ainsi que les lignes régionales sont fortement touchées, voire totalement paralysées.

• 12 avril, Ploërmel

(presse) Inaugurée le 10 décembre dernier, la statue de Jean Paul II, à Ploërmel, n'a pas fini de faire parler d'elle. Dans la nuit de mercredi à jeudi, elle a été badigeonnée avec des pots de peinture à l'huile blanche et turquoise.

• 12 avril, Toulouse

(presse) Une bouteille d'essence enflammée a été lancée vers 4H30 contre un bâtiment abritant le service de la trésorerie principale chargé de la collecte des amendes dans le quartier de Jolimont, à l'est de Toulouse. L'incendie s'est également propagé à un bureau contigu de la Mission locale, qui a été entièrement détruit. Un local du Centre régional d'information jeunesse a été endommagé. Un autre incendie a été provoqué par un cocktail Molotov dans le hall d'un immeuble abritant l'Union patronale de la Haute-Garonne et d'autres organismes publics ou semi-publics, a déclaré le procureur adjoint Jean Cavailles.

• 18 avril, Buchelay

(presse) Huit bus articulés ont brûlé au dépôt du réseau TAM, dans la zone des Closeaux, à Buchelay. Cet événement intervient alors que les tensions sont fortes au sein de la société, récemment rachetée par la RATP. Les criminels ont aspergé d'essence quatre bus avant d'y mettre le feu. Par propagation, quatre autres engins ont été détruits. Deux autres ont été retrouvés arrosés d'essence mais n'ont pas été incendiés. Les chauffeurs de la société TAM (ex-cars

Giraud), récemment rachetée par la RATP, et leurs représentants syndicaux disaient avoir peu goûté la visite du président de la communauté cliente de l'entreprise (17 lignes et 20 000 voyageurs par jour). «*Il nous a dit que, s'il fallait, il remplacerait tout le monde*», confie un délégué syndical.

• 19 avril, Nandy

(indymedia) Un incendie d'origine criminelle a partiellement dégradé une école élémentaire de Nandy (Seine-et-Marne). L'incendie, qui s'est déclaré vers 3H00 du matin, a dégradé principalement deux salles de classe de l'école Les Bois avant d'être éteint par les pompiers.

• 19 avril, Toulouse

(presse) Trois bâtiments publics ont été la cible dans la nuit de mercredi à jeudi à Toulouse (Haute-Garonne) de cocktails Molotov.

«*Un incendie s'est déclaré à l'agence ANPE de Ramonville*» (Haute-Garonne) à quelques kilomètres de Toulouse, a indiqué Paul Michel, procureur de la République. «*On a constaté que deux objets incendiaires avaient été projetés à l'intérieur de l'agence provoquant l'incendie d'une imprimante et des dégâts mineurs*». Les 43 employés de cette agence spécialisée dans la santé et l'action sociale seront redirigés vers d'autres agences en attendant la réouverture des locaux prévue en début de semaine prochaine. Des «*jets de cocktails*» ont également été découverts sur le bâtiment qui héberge le Conseil économique et social et des «*traces*» ont été trouvées sur celui de la Chambre des comptes, les deux édifices étant situés dans le centre-ville de Toulouse.

• 20 avril, Le Mans

(presse) La direction de l'usine Renault du Mans a annoncé vendredi avoir porté plainte pour des actes de sabotage sur son outil industriel constatés jeudi soir dans un contexte social tendu, dix jours après le licenciement de cinq salariés pour faute grave. La direction du site, qui emploie 3.000 personnes à la fabrication de châssis, a dénoncé des «*actes de sabotages intolérables*» sur l'installation de la X91, la remplaçante de la Laguna. La CFDT, syndicat majoritaire au Mans, a condamné «*très fortement* ces agissements inadmissibles qui pénalisent l'outil de production». Le syndicat a également déploré des tags apposés sur ses panneaux d'affichage, dont des croix gammées et des insultes. Par ailleurs, la façade du CE a été endommagée jeudi soir par un incendie, qui s'est déclaré dans une haie aux abords immédiats du bâtiment.

Il y a une dizaine de jours, cinq salariés de l'usine Renault du Mans avaient été licenciés pour faute grave à la suite de violences commises en marge d'un mouvement de grève en mars. Ce mouvement combattait un projet de flexibilité du temps de travail. Les cinq salariés, dont deux ont 25 ans d'ancienneté, avaient été mis à pied pour des «*agressions physiques et verbales*», selon la direction. Le plan de flexibilité avait été signé par trois syndicats (la CFDT, la CFE/CGC et FO) le 16 mars.



[Dépôt de bus à Buchelay, 18 avril 2007]

Fins de manif' agitées

• TOULOUSE — heurts et lourdes condamnations

Dimanche 25 mars, face au meeting de Le Pen une manifestation donne au centre ville des airs d'insurrection. Les poubelles brûlent, des barricades bloquent les charges, ça canarde dans tous les coins, lacrymaux et flashball dans un sens, canettes et caillasses de l'autre, presque 4 heures durant.

Douze personnes sont interpellées le dimanche, raflées au hasard. Cinq seront relâchées le lundi, sept envoyées en cabane en attendant une comparution immédiate mercredi. En toute logique, elles auraient du être déférées le lundi mais les autorités ont préféré attendre la fin du délai légal de garde à vue et les mettre en dépôt à la prison de Seysses, histoire qu'elles passent au tribunal déjà détenues.

Mercredi 28, 14 h, l'entrée du palais de justice est filtrée par un cordon de gros flics. Quiconque a la gueule d'un manifestant ne passe pas le premier barrage et reste dehors sous la pluie, les caméras, les voitures. Dans le palais ça grouille de flicaille, ceux en uniforme et ceux informes de la BAC. Deuxième barrage, la salle est soi-disant pleine, ne passent que les journalistes, les flics et certains avocats. Le procès commence avec ¾ d'heure de retard.

Première charrette : deux femmes, un homme. Il passe en premier, un jeune prof de philo. On lui reproche des insultes du genre : « C.R.S. fils de bourgeois, enculés ». Verdict : Trois mois avec sursis pour le jeune prof de philo. Deux filles passent ensemble, pourtant elles n'ont en commun que l'avocat commis d'office. L'arrestation musclée de la première a été diffusée sur les ondes. Elle reconnaît le fait d'avoir lancé une canette. Son casier n'est pas vierge, cinq condamnations en son absence. Verdict : Trois mois fermes avec 2 ou 3 mois de sursis en plus. La deuxième est très jeune, ses propos sont totalement incohérents. Elle savait même pas qu'il y avait une manif. Elle est accusée d'injures, de coups de pieds dans les boucliers et d'avoir jeté ses chaussures sur les flics. Ca, elle le reconnaît. Elle parle beaucoup, de tout et de n'importe quoi. Elle ne tient pas en place. Elle est évacuée de la salle à la demande du juge après avoir coupé la plaidoirie de la procureur, une petite nana hautaine, tranchante qui réclame à corps et à cris des peines de prison ferme. Verdict : trois mois avec sursis.

Deuxième charrette : l'ouvrier militant (CNT), le punk des rues, le vieil arabe, le jeune étudiant. Deux sont installés face au juge. Le premier est accusé de violence à agents, aggravées par des jets de bouteilles. Le deuxième vient d'avoir 20 ans, il vit depuis 5 ans à la rue. Il a une béquille suite à des problèmes de ligaments arrachés. Il est rasé sur les côtés donc petite crête, capuche noire, blouson sans manche de camouflage, jeans. Il est accusé comme tous les autres de violences contre les forces de l'ordre. Verdict : Trois mois fermes pour le futur ex-ouvrier avec quelques mois de sursis en plus. Six mois fermes pour le jeune punk des rues !

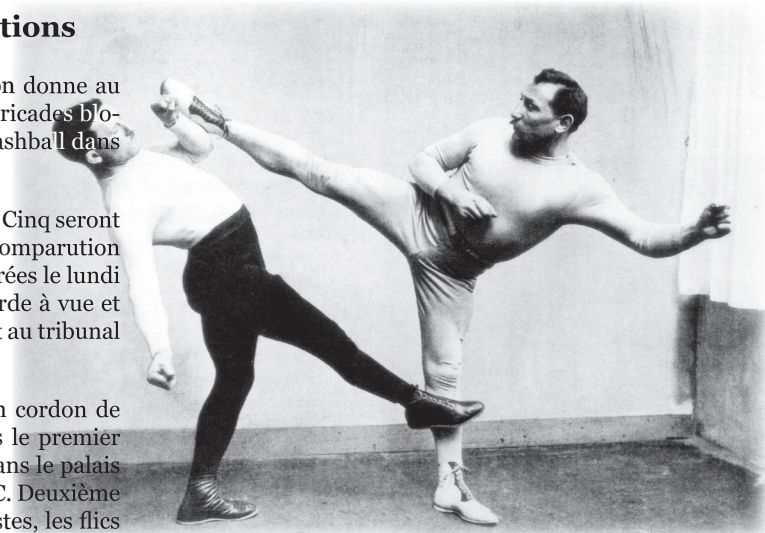
Viens le tour de l'arabe, il passe tout seul. On lui donnerai facilement la soixantaine mais non il n'a que 44 ans. Lui, son histoire est simple. C'est un alcoolique. Il revenait d'un café de Saint-Aubin, il était complètement torché. Il a croisé la manif. Il s'est mis en avant, il a insulté les flics. Il a fini sa canette et l'a jeté au milieu. Pour la proc, c'est clair, il a eu 25 condamnations (bien sûr pour des délits mineurs : saoulerie, bagarres, petits vols.), il est au chômage, elle demande un an. Verdict : neuf mois fermes.

Au tour du jeune étudiant. Avec sa tête très juvénile de grand dudu, il est accusé de caillassage. Il reconnaît avoir tellement bu la vieille qu'il était encore bourré le dimanche. Alors oui, il a jeté des choses mais non, pas des cailloux, des mottes de terre un peu dures qu'il a pris au pied des arbres. Verdict trois mois avec sursis pour l'étudiant, il pourra continuer à étudier en paix mais pas participer à d'autre manif signale le juge.

Une nouvelle charrette de trois détenus arrive, un seul est accusé d'avoir participé à la manif. La procureur jubile, c'est grâce à des films et des photos qu'il a été reconnu et arrêté le lendemain. Il est sdf, cela a été facile de le retrouver vu qu'il passe sa vie dans la rue. Verdict : quatre mois fermes avec mandat de dépôt.

Ils ont tous acceptés d'être jugés immédiatement. Sur les huit, cinq dorment ce soir en taule. Personne n'a été relaxé.

[A partir d'Indymedia Paris, 29 mars 2007]



• ROUEN — Ce qu'il s'est vraiment passé

A la suite du tabassage filmé de deux jeunes pas loin du campus de Mont Saint Aignan le 3 avril, une mobilisation à l'université s'est mise en place.

Jeudi 12 avril, un appel à une manifestation contre la police pour certains, contre la répression pour d'autres, a été largement diffusé.

500 à 600 personnes selon la police, se sont retrouvées en centre ville. Principalement des lycéens et des étudiants. Le cortège a pris la direction de la préfecture jusqu'à ce qu'il se scinde à une intersection. Environ 150 militants de gauche et d'extrême gauche continuent jusqu'à la préfecture, le reste bloque le boulevard. Après dix minutes de stagnation, le cortège repart avec en tête une banderole : BOUTONS LA POLICE HORS DE FRANCE. Probablement une boutade à propos de Jeanne D'arc. D'autres pancartes disaient : LES BACS AU RMI, BATARDS DE FLICS, TOURNEZ MANEGE - FORAINS DE FRANCE UNISSEZ VOUS, LA PEUR DOIT CHANGER DE CAMP. J'en passe et des meilleures.

Quinze minutes plus tard, trois policiers de la BAC sont signalés par les manifestants. Ils se font alors agresser et insulter et doivent fuir la manifestation. Toujours plus loin, une assurance est attaquée. Le cortège reprend en chœur NIQUE LA POLICE, SARKOZY ENCULE ou encore PLUS DE FLICS DANS NOS VILLES ou VIES je ne sais pas.

Ensuite, la manifestation bifurque et se dirige vers la permanence de l'UMP. Elle est alors sauvagement attaquée et certaines personnes tentent d'y mettre le feu. A partir de là, un important dispositif policier apparait et attaque le cortège qui se disperse dans tous les sens.

Dans les heures qui ont suivi, des CRS chassaient les étudiants et lycéens dans les rues. Des regroupements sporadiques semblaient se reformer systématiquement. Apparemment 5 jeunes seraient en garde. à vue.

Selon la presse locale, l'UNSA-POLICE aurait porté plainte à l'encontre d'affiches qui inciteraient à la haine de la police.

A dix jours des élections, la situation paraît extrêmement tendue entre jeunes et forces de l'ordre.

[Indymedia Lille, 13 avril 2007]

LES PROFITEURS DE LA CONSTRUCTION DES NOUVELLES PRISONS

Dans cet article de recherches, nous voulons mettre en lumière quelles entreprises bénéficient directement de la construction de prisons en Espagne.

Construction et entretien des prisons

Sur le site de la *Dirección General de Instituciones Penitenciarias* se trouve l'information suivante : «le Conseil des ministres a approuvé une révision et une actualisation du *Plan de Creación y Amortización de Centros Penitenciarios* qui implique la construction de 46 nouvelles infrastructures carcérales pour la période 2006-2012, avec un investissement de 1647,20 millions d'euros qui s'ajoutent aux autres 1504,20 millions déjà approuvés lors de précédents Conseils des ministres». C'est-à-dire plus de 3000 millions d'euros dans le business de la construction et de la réforme des prisons.

Il existe 77 prisons dans l'Etat espagnol. La situation actuelle est à la massification, vu que le nombre de prisonniers n'a pas cessé d'augmenter. Il y a actuellement 65.000 prisonniers, alors qu'il y en avait 14.764 en 1974.

Les deux entreprises qui ont reçu le plus de contrats de construction sont COMSA et Ferrovial.

Les deux contrats les plus élevés que nous avons rencontrés sont pour COMSA. Le 13 juin 2006, le BOE (Boletín Oficial del Estado) rend publique l'adjudication du projet d'exécution du Centro Penitenciario de Arrecife (Lanzarote) à l'entreprise COMSA pour une valeur de 14.704.776,95 euros, hors taxes. De plus, COMSA possède un autre contrat d'une valeur de plus de 17 millions d'euros pour l'agrandissement du Centro Penitenciario de Tahíche.

Les trois hydres

Les entreprises les plus connues qui sont en train de gagner du fric avec la construction des prisons sont FCC, ACS, COMSA et Ferrovial. Tous quatre tiennent en commun le fait d'être de grands groupes avec plusieurs filiales, de réaliser des chantiers à l'étranger, d'avoir des dizaines de milliers d'employés et de participer aux chantiers du AVE [TGV espagnol] .

Les propriétaires de FCC sont les sœurs Koplowitz et Marcelino Oreja Aguirre ex-eurodéputé du Parti Populaire. FCC a participé à la construction du barrage de ITOIZ et à plusieurs autres, elle construit et entretient aussi des gazéoducs et des oléoducs. La FCC est facile à rencontrer, vu qu'elle est connue en de nombreux villages et villes de tout le pays pour s'occuper des services de nettoyage et de gestion des ordures. Sur son site, la FCC annonce qu'elle est en charge de l'agrandissement de trois résidences préfabriquées pour la prison de Quatre Camins, à Roca del Valles (Barcelone). De plus, la FCC est chargée de la récolte de déchets de certaines prisons.

ACS est une gigantesque multinationale présente dans 53 pays et dirigée par Florentino Pérez, plus connu pour sa participation dans le Real Madrid. ACS est responsable des constructions du Centre pour Mineurs du complexe pénitentiaire de Carabanchel (Madrid 3) et du gros œuvre du centre pénitentiaire Puerto III à Puerto de Santa Maria (Cádiz).

Ferrovial est un des principaux groupes de BTP dans le monde avec une capitalisation boursière supérieure à 10.000 millions d'euros et plus de 100.000 employés. Le propriétaire de Ferrovial vit sur un énorme yacht-hôtel flottant, dont la valeur avoisine les 12 millions d'euros. Le Président de Ferrovial et fils du propriétaire est Rafael Del Pino Calvo Sotelo, qui est un familier de l'expresident du gouvernement Calvo Sotelo. Ferrovial s'est vu adjudiquer un très très grand nombre de contrats avec l'Administration Pénitentiaire.

Les autres ordures

Les autres entreprises moins connues impliquées dans la construction et la rénovation des prisons sont TEYCO, MOINSA OHL, Obrascón Huarte Lain, EJUCASA, INTEICO, Begar Construcciones y Contratas S. A, Gorpesan S. A, ICA Obras y Construcciones, S. A, Construcciones Villegas S.L, Aislamientos del Tajo S.L. - Contratas S.L. y Contratas y Viales S.L, Semacon S.A, Brisol S.A, Construcciones Leandro Vidal, S.L, Clece SA, Applus Norcontrol SL, Copisa Constructora Pirenaica S.A, & Agefred Servicio S.A, M. Runner SL, Riera arquitectura, GISA, Famo SA, Ribo SL, Vicsan, Saeta Ingenieros S. A, F. Olmos Aplicalor S. A, Conducciones Hidráulicas y Carreteras S. A, Construcciones López Cao S. L, -Obras y Contratas Aedes S. L, Construcciones Zabalandi S. L, Coinger SL y Secoba Servicios Integrales S. A.

Sécurité et travaux de second œuvre

Quant aux entreprises chargées d'installer les systèmes de sécurité, les principales sont de COBRA. Les contrats de ces entreprises sont très élevés. COBRA Instalaciones y Servicios, Sociedad Anónima se fait 6.988.316,13 euros hors taxes pour le projet des installations de sécurité de la prison de Madrid VII. On peut préciser que COBRA a participé au conflit de la Huerta de la Punta (Valencia) en installant des pylones à haute tension et que COBRA est aussi responsable et chargée de l'installation, la gestion et l'entretien de nombreux parcs éoliens. Watsegur, Sociedad Anónima. Isolux Ingeniería, Sociedad Limitada. Unión Temporal de Empresas ont reçu 6.199.982,47 euros hors taxes pour la réalisation des installations de sécurité de la prison de Puerto III à El Puerto de Santa María (Cádiz). Instalaciones Inabensa, Sociedad Anónima s'est adjugée le 8 de febrero del 2007 la réalisation des installations de sécurité de lka prison d'Albocàsser (Castellón) avec un contrat de 6.988.316,13 euros hors taxes.

La plomberie des prisons concerne entre autres Aopil S.L, Opain S.L, Proyecon Galicia S.A, Gesair S.L, Tritio S. A e Integra MGSI S. A L'électricité concerne de façon régulière les deux entreprises UICESA et Isolux Ingeniería S.L. Le chauffage et la climatisation dont bénéficient surtout les matons : Elecnor S. A. Cecoba Servicios Integrales SA et Aplicalor SA. La récolte des ordures et le nettoyage : FCC, clece sa, Recolim S. L., Urbaser SA. Les équipements de cuisine concernent Electrolux Professional SA, l'équipement informatique Ibermática SA, le mobilier Mecalex servis, la laverie Polimatic.

Les contrats pour fournir la nourriture en prison sont de l'ordre de plusieurs millions. A Picassent, c'est l'entreprise Gastronomía Mediterránea S. L. qui s'en charge, et le prix est de 4,01 euros personne/jour. A Dueso, c'est Brassica Group SA. qui tient le contrat.

Le transport des gardiens représente également beaucoup d'argent, soit plus ou moins 100.000 euros par contrat pour chaque prison. Les entreprises sont : à Murcia Autobuses Mar Menor, à León S. L. M.M. Romerías, en Algeciras Mansal Autocares S. L., à Segovie Autocares Sigüero S. L. , à Salamanque Zamora-Salamanca S. A. à Córdoba Autocares Pérez Cubero S. L, à Alhaurin de la torre Autocares Vázquez Olmedo, à Alicante Mistral Marenostrom, à Badajoz Aníbal S. L et à Tenerife Transportes Fumero Mesa S. L.

La fameuse société Pikolin SA a touché 963.817,54 euros pour livrer un lot de matelas de haute sécurité avec une taie ignifugée et des oreillers. Iturri SA a touché 886.268,70 euros pour un lot de couvertures et protections de matelas.

En plus du business de la construction et de la rénovation des prisons, d'autres se sucent sur la prison. On peut citer les matons, les entreprises qui exploitent les prisonniers, les entreprises privées qui gèrent les prisons pour mineurs ou les centres de réinsertion. Au total, il y a 18 000 matons, dont 16 000 sont fonctionnaires et un peu plus de 2 000 ont un autre type de contrat. Selon le budget général de l'Etat pour 2005, Instituciones Penitenciarias s'est engouffré 506 millions d'euros en frais de personnel. Y compris l'Eglise qui s'est mangé 777 000 euros pour tenir le culte. Le total des frais budgétés pour 2005 par la Dirección General de Instituciones penitenciarias a été de 787 millions d'euros au total.

Feu aux prisons et à ceux qui en profitent !

[Traduit de l'espagnol à partir d'un texte publié le 23 avril 2007 sur klinamen.org]

Rovereto

Juan a été arrêté par la guardia civil à Gironne en Espagne le 21 décembre 2006, sur la base d'un mandat de capture international parti d'Italie pour "association subversive à but terroriste" (art. 270bis).

Le 28 juin 2006 avec trois autres compagnons, il s'était rebellé à Rovereto contre un contrôle d'identité. Condamné à 9 mois de prison ferme en comparution immédiate pour "résistance, violence commise sur une personne assermentée et blessure", il avait été incarcéré à Vicenza puis Udine en compagnie de Mike (condamné à 10 mois). Début novembre, le juge l'assigne à résidence à Modane.

Un mois et demi après, il part en cavale, sachant qu'il est accusé par le procureur Storari depuis juin 2006 d'être le seul membre connu d'une "association subversive" à Rovereto responsable des diverses attaques incendiaires de ces dernières années dans cette ville. Spécifiquement, il est accusé d'être l'auteur de l'incendie du 26 février 2005 contre deux fourgonnettes de Trenitalia, compagnie ferroviaire italienne complice des déportations des immigrés hors du pays.

Incarcéré à la prison de Soto del Real à Madrid, il sera extradé vers l'Italie. Le 5 mars, il est transféré de la prison d'Opera à celle de Teramo, en isolement maximal.

A noter que le 7 février en Espagne fut aussi arrêtée Núria, accusée de «bande armée», et en réalité de soutenir Juan en Espagne (voir page ci-contre).



Arrestation, incarcération et extradition de Juan en Italie

À PROPOS de la situation à Gironne, je suis au courant par une amie et je connais plus ou moins le jeu des politiciens et la situation, mais comme tu peux l'imaginer, la communication est difficile.

Ce que je peux vous dire c'est mon point de vue, comment je vois les choses. Ce qui est clair pour moi, très clair même, c'est que je n'éprouve que rage et haine contre les partis politiques (et l'Etat) quels qu'ils soient ! Il est clair qu'ils sont, et tout citoyen-flic avec eux, responsables du problème, qu'ils sont responsables des morts et des blessés qui en 2006 ont tenté de traverser les frontières de Melilla. La guardia civil et les militaires marocains sont responsables des déportations en masse.

L'unique crime qu'ils leur reprochent est de ne pas avoir un bout de papier qui pour eux vaut plus qu'une vie. Ils sont responsables des tortures et des incarcérations dans les nouveaux camps de concentration, en Espagne, en Europe comme dans le reste du monde. Ils sont responsables des 90 morts en 2006, tombés dans les commissariats aux mains de la police espagnole, sans compter les cas qu'on ne connaît pas.

Ils sont responsables des 65 ou 70 000 (je ne suis pas sûr du chiffre) prisonniers qu'il y a en Espagne et des morts en prison, responsables des 16 000 morts au travail, responsables de la construction de la nouvelle frontière de Melilla destinée à freiner les vagues de désespérés qui partent en bateau, et qui provoque indirectement de nombreuses morts.

Ils sont responsables des morts en Afghanistan, Libye, etc. par les «armées de la paix».

Ils sont responsables du contrôle de tous nos mouvements jour après jour avec la surveillance permanente des caméras, des téléphones portables, etc. pour leur sécurité. C'est une partie de ce que font ces charognes, sans parler de la démagogie typique de leurs mots comme «paix», «liberté», «non-violence», «terrorisme». Il ne sert à rien qu'ils nous démontrent le contraire : les prisons, les camps de concentration, les assassinats de masse, les déportations, les incendies et dévastations de peuples entiers, de montagnes et plus encore. L'esclavage et le travail forcé pour leur profit et leur bien aimée «démocratie». Tout ceci est la réalité de leur système capitaliste, non pas ce qu'ils nous font voir dans leurs moyens de des-information (télé, journaux, radio, etc.).

Dans un monde à l'envers, le "terroriste" est celui qui se lève, celui qui résiste, celui qui se solidarise avec les

prisonniers, celui qui critique le système ou tout simplement ne se jette pas à ses pieds.

Il ne m'importe cependant pas de savoir si je suis coupable ou innocent de ce dont on m'accuse, ce sont deux concepts moraux et très relatifs dont je me fous. Ce qui compte, c'est que je suis d'accord et me solidarise avec qui attaque ou se défend de toutes les formes d'oppression avec les moyens et de la manière qui lui semblent opportuns, si nécessaire avec violence et clairement par l'action directe.

Bien, je crois que ce que je pense du sujet est clair. Je sais qu'il n'y a là rien de bien nouveau, mais c'est la façon dont je vois les choses, au moins jusqu'à présent. Je n'ai jamais fait partie d'aucune association et ça ne me plaît pas d'être représenté par quelqu'un.

Je vais te dire ce que je pense personnellement : si on parle de ma situation, à moi ça me va toujours «bien» du moment qu'il y a un fil conducteur avec la racine du problème, qui est pour moi la prison et le système qui la génère et est lui-même une prison. Je crois qu'à partir du moment où tu critiques cela, on va vers la solution, qui est la destruction complète. Et en disant cela on demande automatiquement la libération de toutes les personnes qui sont à l'intérieur.

Je crois que si on fait cette critique lorsqu'on organise des initiatives de tout type comme les manifestations, rassemblements, tracts, etc., les politiciens de service et toute cette merde ne s'approchent pas trop de toi. Mais la question ne serait-elle pas plutôt de savoir si les amis et la famille savent comment on pense et si ils le respectent ? Je pense qu'ils savent comment on voit les choses mais qu'ils ne le respectent pas, c'est pour cela que certaines personnes ont rompu avec eux. Parce qu'il y a des choses que je ne peux accepter et d'autres sur lesquelles je pense avoir été clair (1).

Aucune lamentation pour les prisonniers, seulement la lutte.

Un salut à toutes les personnes qui par leur solidarité, quelle qu'elle soit, nous font sentir moins seuls.

Juan,
prison de Teramo, début avril 2007

(1) Ndt : allusion à une partie de la mobilisation en Espagne (manif de 450 personnes à Barcelone le 18 mars 2006) qui se basait sur une position innocentiste pour Núria, refusait de faire le lien avec Juan, et à laquelle participaient des partis catalanistes de gauche (le CiU et l'ICV) en campagne. Tout ceci a conduit des compagnons à rompre avec leur jeu politicien et à créer une *Asamblea de Apoyo a Juan y Núria*.

Des rêves qu'on ne peut enfermer Des liens qu'on ne peut briser

ILS AURONT TOUT ESSAYÉ.

FIN FÉVRIER, NOTRE AMI ET COMPAGNON Juan a été extradé d'Espagne en Italie. Dès son arrivée à l'aéroport de Malpensa à Milan, il a été accueilli par plusieurs fonctionnaires de la Digos et du Ros des carabinieri de Trento. Après quelques sous-entendus, si typiques du monde des mafieux, ils lui ont proposé de collaborer avec eux en échange de sa libération ou de quelque avantage. Juan les a envoyés se faire foutre sans même attendre qu'ils terminent leur proposition infâme.

Evidemment, les fonctionnaires de l'Etat pensent que tout le monde est prêt à vendre sa dignité et ses compagnons pour sortir de prison. Mais cette fois-ci, ils sont mal tombés.

Ces louches manœuvres —qui se sont répétées plusieurs fois ces dernières années— révèlent les grandes difficultés dans lesquelles se débattent les défenseurs du pouvoir. Les incarcérations, les fogli di via [interdiction de résider dans une ville ou une province] et, enfin, la surveillance spéciale appliquée à un de nos compagnons n'ont pas suffi pour liquider les luttes à Rovereto et aux alentours. Les micros espions placés dans tous les lieux n'ont pas suffi. L'incarcération de Juan avec l'accusation d'«association subversive à but terroriste» non plus. Pas plus que celle d'une compagne espagnole (Núria), accusée de «bande armée» pour avoir exprimé sa solidarité avec Juan. Les visées du procureur de Trento Paolo Storari sont bien plus vastes. Ce Mercenaire Public de la répression voudrait faire place nette du dissensus non domestiquable, surtout à présent que certaines luttes (par exemple contre l'incinérateur de Trento et le TAV du Brennero) permettent à des personnes très différentes de se rencontrer, des personnes qui refusent de se laisser empoisonner pour les profits de quelques uns et ne se résignent plus à déléguer la défense de leur vie et du territoire aux institutions et aux partis. L'ambitieux procureur sait qu'il n'a pas un lambeau de preuve pour ses associations fantaisistes, et se lance donc à la recherche désespérée de collabos.

C'est pour cela qu'il tente de briser de toutes les manières les liens affectifs, d'isoler et de faire chanter ceux qui tombent dans ses griffes. Ainsi, après avoir passé trois jours menotté en permanence, Juan a été emmené à la prison d'Opera, et de là transféré dans la section de Haute Surveillance (EIV) de la prison de Teramo, en isolement aussi bien en cellule qu'au cours de la promenade, soumis à des provocations continues.

Mais certains liens ne peuvent être ni expliqués ni brisés. Ceux qui se battent pour changer ce monde de ciment industriel et affectif trouvent leur propre complicité en un étrange univers, fait de luttes présentes et d'histoires qui viennent de loin, d'amis fraternels avec lesquels rêver et d'inconnus avec lesquels continuer à s'insurger, de cris d'amour et de rage qui dépassent les murs et les barreaux, de barricades auxquelles se joindre au cours de la révolte qui viendra.

Tout cela se nomme solidarité, un mot inconnu pour ceux qui achètent et vendent dans les bureaux d'un aéroport et les soupentes d'un tribunal.

Pour qui voudrait lui exprimer sa propre solidarité, l'adresse de Juan est :

Juan Antonio Sorroche Fernandez
Casa circondariale — Ctr Castrogno
64 100 Teramo

Anarchistes de Rovereto,
mars 2007

Le 7 février 2007, Núria a été arrêtée à six heures du matin à Girona (Espagne). Détenue au commissariat de police, elle est ensuite transférée à la prison de Soto del Real à Madrid. Elle est accusée d'avoir fait partie d'un groupe armé. Lors des interrogatoires, il est clair que la police s'intéresse surtout à ses liens avec Juan, anarchiste italien en cavale arrêté en Espagne en décembre 2006. Núria est poursuivie au nom de la loi anti-terroriste. Au moins deux maisons ont été perquisitionnées et du matériel de propagande, des ordinateurs, ... ont été saisis. Il est clair que Núria a été arrêtée parce qu'elle était solidaire de Juan et d'autres compagnons détenus. Parce qu'elle lutte contre ce système.

DEUX MOTS pleins d'énergie pour vous tous. A vrai dire, moi, la Núria, je n'ai jamais su si je voulais me définir comme anarchiste, vu que j'ai toujours dit que je suis Núria et que j'agis et fais les choses d'une manière déterminée parce qu'au cours de ma vie, j'ai reçu et abandonné les connaissances de la manière dont je pensais juste de le faire.

Tout cela pour vous dire, crier très fort et réaffirmer que je ne partage aucune de leurs lois qu'ils créent pour eux sur mesure, que le seul terroriste qui existe c'est l'Etat et tous ses sujets, esclaves de la classes dirigeante, conformistes, ceux qui obéissent et ceux qui commandent, qui font leur possible pour détruire des familles en échange d'un salaire régulier. Il est clair que, dans leurs tristes vies, aucun d'entre eux n'a profité ou passé des moments extraordinaires comme je l'ai fait avec vous.

Je veux aussi dire qu'ils ne prendront jamais mon bonheur au piège, et que même derrière les barreaux, ils ne m'arracheront jamais ma liberté. Comme le disait Georges Orwell dans son livre 1984 : « Nous devons être conscients de notre force et avoir la force de descendre dans la rue » et, en étant dans la rue, vous en faites une belle démonstration. Ce n'est pas en portant un pistolet et une matraque à la ceinture qu'ils pourront briser nos idées. Aujourd'hui, nous ne sommes même plus criminalisés pour des actions, mais pour le fait de penser d'une manière déterminée. La liberté d'expression ne fait pas partie de leur vocabulaire habituel, c'est un terme qu'ils ne connaissent pas, c'est clair qu'ils ne se sont jamais exprimés librement.

Je ne sais pas si vous le savez, mais votre force et votre énergie traversent les murs de béton de cette fourmilière. Ici, les nouvelles nous arrivent lentement, mais petit à petit elles parviennent à filtrer.

Tôt ou tard, je serai parmi vous pour continuer à mener la guerre. Que la révolte ne s'éteigne jamais. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, nous continuerons à lutter.

Merci pour votre réaction sans condition.
Beaucoup d'amour et de rage depuis une geôle de l'Etat.
Solidarité avec la guérilla Dixan (1), jusqu'à ce que tous les prisonniers et toutes les prisonnières soient libres.

Salut et force.

Núria,
prison de Soto del Real,
22 février 2007

Ndt

(1) Début février 2007, l'Audiencia Nacional a condamné cinq personnes accusées d'être membres d'une bande armée et pour faux et usages de faux. En préventive depuis trois ans, elles ont été condamnées à 10 ans de prison. Elles étaient connues sous le nom de Guérilla Dixan, qui s'inscrivait dans la lutte contre la guerre en Irak et la participation de l'Etat espagnol à celle-ci.

Pour lui écrire :

Núria Portulas Oliveras (Modulo 12) – CP Madrid Apdo 200
– Colmenar Viejo – 28 770 Madrid

BRÈVES DU DÉSORDRE ITALIENNES

3 novembre, Magreta : l'ALF revendique l'incendie qui a détruit un camion de transport de viande de la compagnie Montorsi. Action dédicacée à la mémoire de Barry Horne et en solidarité avec les compagnons de Pise incarcérés.

5 mars, Turin : trois bombes artisanales placées dans des containers à poubelle explosent dans le quartier de Crocetta. Action revendiquée par la Fai/RAT qui demande la fermeture du CPT de Turin.

9 mars, Spadola : une bombe artisanale explose devant la maison du maire de Spadola, province de Vibo Valentia, Domenico Marchese.

21 mars, Monte San Biagio : attaque incendiaire contre le *Comando de Vigilancia Urbano* (siège de la police municipale), via Roma. Une des bouteilles d'essence a explosé, détruisant une Fiat de la police, au contraire de la seconde.

12 avril, Milan : attaque incendiaire contre *Corazon Negro*, un centre culturel d'extrême-droite, situé via Certosa 311. Il devait être inauguré le samedi suivant.



Turin

Occupation du siège de la Croix-Rouge

VENDREDI 15 DÉCEMBRE 2006, le siège de la Croix-Rouge italienne situé via Bolognese 171 à Turin, responsable de la gestion du Centro di Permanenza Temporanea [CPT, centre de rétention] de Corso Brunelleschi. A 11h, trois compagnons se sont barricadés à l'intérieur, résistant jusqu'à 14h, lorsque la Digos a réussi à défoncer la porte. Tous ont été incarcérés sur accusation de "violence privée". Les compagnons, après avoir passé trois jours en prison, ont été soumis à l'obligation de pointage quotidien afin, selon le juge, "de sonder la disposition des trois à respecter des règles, et a fortiori des normes pénales". Quelque temps après, l'obligation de pointage sera confirmée, bien que non quotidienne. Le procès a été fixé au 14 mai.

Le tract suivant a été distribué en italien, anglais, français et arabe devant le siège de la Croix-Rouge au marché de Porta Palazzo, dans le quartier de San Salvario, il a aussi été lancé à l'intérieur du centre de rétention (devant lequel s'est tenu un rassemblement), envoyé par mail et fax au siège central à Genève et à tous les sièges locaux italiens de la Croix-Rouge :

Nous ne supportons plus de vivre dans une ville qui héberge un lager.

Nous ne supportons plus de voir des gens poursuivis dans les rues, enfermés et déportés parce qu'ils n'ont pas de papiers.

Nous ne supportons plus que ceux qui luttent contre des infamies énormes telles que les Centri di Permanenza Temporanea puissent être incarcérés et jugés – comme c'est arrivé à plusieurs anarchistes de Lecce, qui après plus d'un an de prison sont en résidence surveillée depuis cinq mois.

Nous ne supportons plus ceux qui disent d'attendre, que tout se réglera, ceux qui nous promettent qu'après demain, grâce à la gauche au pouvoir...

Nous ne pouvons plus attendre : c'est pour ça que nous occupons aujourd'hui les locaux de la Croix Rouge.

Nous resterons enfermés ici tant que la direction régionale de la Croix Rouge ne s'engagera pas formellement et par écrit à renoncer à la gestion du lager de Corso Brunelleschi.

Aucun pas en arrière.

Fermer les CPT c'est possible, immédiatement.

Les occupants

Torino, 15 décembre 2006

« (...) ». A présent, à cinq mois de distance, le procès contre les occupants de la Croix-Rouge va s'ouvrir, comme bientôt celui contre les participants au rassemblement contre le CPT. Lors de ces audiences, on parlera très peu de comment se sont déroulés les faits qui leur sont reprochés. Il sera surtout question de l'infamie des lieux comme les Centri di Permanenza Temporanea pour immigrés sans papiers et de l'ignominie de ceux qui les gèrent et en profitent. Plus encore, on parlera de la Loi face à l'amour pour la liberté, du "respect des règles" et du sens du juste. Comme d'habitude dans les salles de tribunal, il est quasi certain qu'à la fin c'est la loi qui prévaudra — et l'injustice avec elle.

COMPLICITA' NEI GENOCIDI
COLLABORAZIONISMO CON LO STATO
GESTIONE DEI LAGER



CROCE ROSSA ITALIANA

SEMPRE IN SERVIZIO



Un préfet de police, la police, un magistrat quelconque, la Croix-Rouge et quelques amants de la liberté : voilà les protagonistes de notre histoire. Ce qu'ils ont fait ces derniers mois est vite dit.

Après avoir ordonné l'incarcération des trois occupants de la Croix Rouge, le préfet de police a continué à exhiber ses gros bras en honneur de la Loi : rafles sur rafles contre les pauvres, expulsions d'habitations pour n'importe quel prétexte, fogli di via [interdictions de séjour] et *avvisi orali* [sorte de signalement judiciaire qui liste tous les délits constatés par la police, notamment politique. Prélude à une série de restrictions de libertés] pour tous ceux qui élèvent la voix.

Les policiers ont surveillé leurs rebelles et matraqué les pauvres diables comme le stipule leur contrat. Quelques uns ont pensé à arrondir leur fin de mois en "nettoyant" les appartements et les poches de certains immigrés, mais ils se sont fait prendre la main dans le sac. D'autres continuent de le faire sans souci en pleine rue.

Les magistrats, eux, ont continué à formuler des sentences, agiter des codes, des règlements et des verrous. Au détriment de tout sens du juste, cela va de soi, sans le moindre sursaut de liberté.

Conformément à la Loi, la Croix-Rouge piémontaise a continué de s'enrichir sur la déportation des étrangers sans papiers. Un gain qui doublera en juillet prochain, avec le doublement du Cpt.

Obstinément convaincus qu'on ne peut pas se dire libres tant que tout le monde n'est pas libre, les rebelles d'alors ont continué à piétiner les lois chaque fois qu'ils l'ont jugé opportun, faisant tout le peu en leurs moyens pour combattre les injustices qu'ils ont vues autour d'eux. Entre deux pointages au commissariat, évidemment.

Vous êtes invités à assister au procès contre les trois occupants de la Croix-Rouge piémontaise qui se tiendra lundi 14 mai 2007 à 9h au Palais de Justice, salle 80, Cso Vittorio Emanuele 130, Turin».

[Traduit de l'italien.

Publié sur informa-azione.info le 7 mai 2007]

• Rome : Opération Cervantes

Le 8 février 2007 est tombé le verdict d'appel concernant l'Opération Cervantes, déclenchée le 27 juillet 2004 par les substituts du procureur Vitello et De Falco du parquet de Rome, qui avait mené à une centaine de perquisitions dans toute l'Italie et à 34 compagnons placés sous enquête pour «association subversive» (270bis). Les faits spécifiques concernaient l'attaque contre l'Institut Cervantes de Rome (juin 2003), celle contre la caserne de carabinieri située via S. Siricio à Rome où l'adjudant Sindona avait perdu deux phalanges (novembre 2003) et contre le tribunal de Viterbo (janvier 2004). Finalement, neuf compagnons furent renvoyés en jugement et incarcérés. Le procès en première instance, qui a duré de septembre 2005 au 28 février 2006, se concluait par l'abandon de l'association subversive pour tous, l'acquiescement de 6 compagnons, et la condamnation de trois autres : Marco Ferruzzi à 9 ans de prison et un an en liberté surveillée (colis piégé à la caserne), Simone Del Moro à 6 ans (bombe contre le tribunal) et Massimo Leonardi à 3 ans (saccage d'un McDo).

Début février donc, tombait le verdict de la Cour d'Appel : Marco et Simone sont acquittés, et il y a prescription pour Massimo. Bienvenus !

• Pise : Enquête «COR»

Du 19 au 21 avril 2007 s'est tenu le procès en appel concernant l'enquête sur les COR (Cellules d'Offensive Révolutionnaire). La dernière audience et le verdict seront le 11 mai.

Rappelons qu'en première instance le 7 juillet 2006, 5 compagnons ont été acquittés et 7 compagnons condamnés : William Frediani à 6 ans ferme, Francesco Gioia à 5 ans et 2 mois, Costantino Ragusa à 5 ans, Alessio Perondi à 3 ans et 8 mois, Leonardo Landi et Benedetta Galante à 3 ans et six mois. Les COR avaient revendiqué une vingtaine d'attaques de juillet 2003 à juillet 2004 contre des sièges de syndicats, des bureaux d'élus, des agences d'intérim et une entreprise de construction de caserne de carabinieri. Dans cette opération déclenchée le 7 juin 2004, comme dans la suivante de mai 2006, ce sont les compagnons fréquentant le local de Pise utilisé par *Il Silvestre* et le journal *Terra Selvaggia* qui ont été ciblés pour ce seul fait. Costantino et Francesco sont toujours incarcérés.

Pour leur écrire :

Costantino Ragusa - Casa Circondariale - Via Prati Nuovi 7 - 27058 Voghera (PV)

Francesco Gioia - Casa Circondariale - Via Maiano 10 - 06049 Spoleto (PG)



• Opération du 4 mai 2007 dite «groupe d'affinité»

Le 4 mai 2006 se déclenchait une autre opération policière, sur requête du procureur de Florence, Angela Petroiusti, qui conduisait à de nombreuses perquisitions, 12 mises sous enquête et 5 incarcérations pour «association subversive» (270bis), délits liés aux explosifs (fabrication transport,...) et «attentat contre la sécurité d'une installation d'utilité publique». Les faits spécifiques concernent le sabotage à la dynamite d'un pylône électrique à haute-tension en septembre 2005 et l'attaque contre la vitrine d'une agence d'intérim Adecco en août 2005. Des douze compagnons, dix sont en strict contrôle judiciaire (Betta après 11 mois de préventive, Silvia et Federico après 10 mois de préventive, Beppe, Erika, Chiara, Daniele et Alice en résidence surveillée, Mariangela avec interdiction de quitter son village) et un incarcéré (Costantino, déjà condamné dans l'enquête COR). Leo (condamné dans l'enquête COR) et Alessandro ont quant à eux une interdiction de séjour à Pise. L'audience préliminaire du procès en première instance se tiendra le 2 mai.

La manif anti-guerre en Irak refait parler d'elle

La sentence est arrivée à propos des faits survenus au cours de la manifestation de février 2003 à Ferrara, contre la guerre et contre la construction de logements pour l'OTAN. Trois compagnons, Andrea, Gabri et Stefania ont été condamnés à 3 ans et 6 mois pour vol aggravé et blessures, Salvo a pris 3 ans et 10 mois pour les mêmes délits avec circonstance aggravante pour récidive. Les accusations sont liées à la disparition d'une caméra des flics et à un coup reçu par un de ces aspirants réalisateurs de la préfecture.

...ET LA CAMÉRA DES FLICS TOMBE PAR TERRE

Le 22 février 2003 se déroulait à Ferrara une manifestation régionale contre la construction de logements pour les soldats de l'OTAN et contre la guerre en Irak. Depuis le début du cortège, parti piazza Castello derrière la banderole "*on ne laissera pas en paix ceux qui font la guerre*", le contenu est plutôt offensif. Une marionnette avec le dessin d'un molotov et la question "*c'est ton dernier mot ? On l'allume ?*" attire l'attention et nombreux sont ceux qui le reproduisent sur les murs de la ville. On se déchaîne pour exprimer sur tous les tons la rage contre cette énième violence du monde occidental qui exporte avec la guerre sa démocratie du profit et de l'exploitation. Tout au long du parcours, la mobilisation est active et imaginative et non pas l'habituel défilé rempli uniquement de slogans. Il y a de nombreuses réactions aux tentatives incessantes des flics en civil de rester à l'intérieur du cortège avec leurs caméras, comme s'il était normal de défilé ensemble.

Arrivés devant la structure où doivent être construits les logements, la manif s'arrête. Les banderoles et les tracts sont accrochés au grillage qui entoure le lieu tandis que d'autres cherchent à l'abattre pour y pénétrer. Il y a plusieurs moments de tension et de pression face au mur des forces de l'ordre qui cherchent à nous en interdire l'accès. Quelques bousculades, rien de plus. A la fin, tout le monde s'éloigne pour rentrer chez soi. A ce moment-là, quelqu'un s'énerve de la présence, encore à l'intérieur du cortège, de policiers avec leur caméra ; s'en suit une bagarre et la caméra tombe par terre. En fin de manif, deux manifestants sont fouillés, l'un est durement frappé et les keufs portent plainte contre lui pour "dommages".

A partir de l'épisode de la caméra s'ouvre l'enquête qui finira par impliquer quatre compagnons de Bologne. En lisant le dossier, on comprend comment a été montée l'accusation : les photos du cortège ont été envoyées à Bologne et la Digos [police politique], reconnaissant des personnes connues, les a désignées comme les individus à poursuivre. Fin mars 2003, tous quatre reçoivent des mesures restrictives [provvedimenti restrittivi], une sorte de mise en résidence surveillée partielle : obligation quotidienne de pointer, de rester dans la commune de Bologne, de désigner un lieu d'habitation, de ne pas s'en éloigner de 14h à 19h (les considérant certainement comme des horaires à risque pour manifester !) et de communiquer tous les matins au moment du pointage le détail de tous les déplacements de la journée. Cette situation perdurera jusqu'en juin, avant que les restrictions ne diminuent et soient levées vers la mi-août. L'accusation est pour braquage aggravé [*rapina aggravata*], parce qu'ils disent que la caméra a disparu, blessures graves (un flic et un inspecteur de la Digos se sont fait faire des ITT suite à une contusion) et dommages aggravés (tags sur des murs blancs, des commerces et une cabine électrique). La notion d'aggravation est liée à la participation groupée aux actes reprochés.

Les jours suivants, les médias de Ferrara donnent un bruyant écho aux faits, créant un climat très pesant et insolite dans cette ville. Bien sûr, les dissociations n'ont pas manqué de la part de ceux qui s'opposent aux désastres de la société du capital en souhaitant un monde meilleur qui supposé arriver en convainquant les puissants d'être un peu plus "humains". Le renvoi en jugement a été fixé au 17 novembre 2004 et le procès a commencé en novembre 2005. Les flics contusionnés ont déjà témoigné en confirmant leur reconstruction des faits, tandis que les compagnons ne se sont pas présentés devant la cour. Le 12 octobre 2006 aura lieu le rendu, selon toute vraisemblance, vu qu'il n'y a plus de témoins à écouter.

Extrait du communiqué signé *Imputati e compagni solidali* [des inculpés et compagnons solidaires] lu lors de l'Assemblée publique contre l'état de guerre permanent et la militarisation de la vie quotidienne qui s'est tenue à Bologne le 3 octobre 2006.

Partie double

Le 12 mai 2005 se déclenche l'opération «Nottetempo» : 16 perquisitions dans toute l'Italie, cinq anarchistes de Lecce arrêtés, 13 autres inculpés et laissés en liberté. Tous sont accusés d'«association subversive à finalité de subversion de l'ordre démocratique» (art. 270bis du code pénal). Les faits spécifiques concernent la lutte contre le centre de rétention du coin (tags, incendie du portail de la cathédrale, molotov contre la maison du curé gestionnaire du CPT, incendies de distributeurs de la Banca Intesa qui gère les comptes de cette institution, peinture contre un Benetton, sabotage de pompes Esso).

Ils sont jugés depuis novembre 2005.

D'UN CÔTÉ LES ANARCHISTES. Une minorité négligeable de personnes *contre tout*, avec un rêve au cœur et un projet en tête. Deux années pile ont passé depuis que la répression est venue frapper à nos portes, emportant avec elle cinq d'entre nous pour les enfermer entre prison et résidence surveillée, et inculquant de nombreux autres compagnons pour «association subversive à finalité de renverser l'ordre démocratique». Ce n'est qu'après un an et dix mois de préventive que les derniers compagnons seront relâchés, tandis que le procès en première instance est toujours en cours. Que l'Etat soit le vrai terroriste est une chose connue depuis longtemps.

De l'autre côté, don Cesare Lodeserto. Et avec lui l'archevêque de Lecce, Cosmo Francesco Ruppì, et toute la Fondation «Regina Pacis». S'abat contre eux depuis des années une pluie d'accusations pesantes, en alternance avec des réhabilitations médiatiques, tandis que la totalité de la gestion du Centro de Permanenza Temporanea [CPT, centre de rétention aujourd'hui fermé et alors géré par cette Fondation aux mains de la Curie] a été mise sous enquête et que l'œuvre charitable de la Fondation en a subi une perte d'image conséquente.

A présent, l'énième recours lancé par l'accusation contre la remise en liberté des anarchistes a été une nouvelle fois accepté par un Tribunal de Riesame [Tribunal des Libertés] plus que servile, qui recopie avec zèle les diktats du procureur et contredit les décisions de la Cour d'Assise. Celle-ci suit en effet le procès et se base sur les éléments processuels, au contraire des juges du Tribunal de Riesame qui décident à partir de la paperasse des flics et — comme c'est toujours plus clair — sur la base de directives venues d'en haut. Ils envoient ainsi un message explicite à ceux qui devront juger les anarchistes inculpés : changer de voie. C'est certainement un hasard, mais cette nouvelle décision tombe justement au moment où se termine l'enquête contre don Cesare, impliqué dans une énième entourloupe (il aurait encaissé indûment 600 000 euros) et la veille d'un nouveau procès où il comparait. C'est aussi *par hasard* que l'incarcération des anarchistes il y a deux ans suivait celle du prêtre si «charitable»...

Au milieu de tout cela, il y a d'autres personnes encore. Un Mercenaire Public [jeu de mot sur les initiales de procureur], Giorgio Lino Bruno, qui représente l'accusation dans le procès contre les anarchistes, un personnage schizophrène, misogyne et ignorant, aveuglé par une haine profonde contre ceux qui aiment la liberté. Ce n'est peut-être au fond qu'un personnage sordide en quête d'un maître (et d'un peu de gloire) pour sortir de la grisaille de son existence, à moins qu'il ne soit le pion d'un plus vaste projet.

Et puis il y a aussi d'autres Mercenaires Publics et d'autres juges, personnages tout aussi sordides que Bruno — que ce soit clair —, parce que la puanteur fétide des prisons et le bruit dérangeant des chaînes accompagnent leur travail. Ils accusent don Cesare d'avoir volé ici, et frappé là : en ce qui nous concerne, nous n'avons pas besoin du verdict d'un tribunal pour savoir qu'un maton est coupable en tant que tel.

Défendant les anarchistes et se solidarisant avec eux, il n'y a que les compagnons, les amis et quelques honnêtes repris de justice et autres individus non-

domestiqués. A prendre position pour don Cesare et ses compères, il y a toute la presse lèche-cul, les politiciens de droite et de gauche, les sénateurs *al flambé* et des intégristes catholiques réactionnaires à en faire pâler n'importe quel «islamiste extrémiste».

Et pourtant... la sensation est que les parties en jeu ne sont pas que celles-là, et que le but va bien au-delà que de faire passer pas mal d'années de prison à des anarchistes du salentino. Certes, rien qu'en cela, le résultat ne serait pas négligeable, puisqu'il éliminerait de la circulation certains individus *insuscettibili di ravvedimento* [formule des fascistes appliquée aux irrécupérables : «non susceptibles de repentir»], ferait le vide autour d'eux et fermerait définitivement la page de la présence anarchiste dans le Salento [région de Lecce]. Mais les visées de l'Etat ne peuvent être que celles-là, tout comme le premier sénateur *enflammé* venu, à l'exemple de Mantovano lorsqu'il était ministre de la répression, ne peut avoir orchestré tout cela uniquement pour se faire plaisir et rendre service à ses compagnons de la Curie de Lecce, cette association de malfaiteurs d'obédience catholique.

Ce qu'ils cherchent à obtenir à Lecce est un précédent : une condamnation pour association subversive qui puisse s'étendre, par le biais d'une jurisprudence de la Cour de Cassation, à tout autre procès intenté contre les anarchistes en Italie. C'est cette manœuvre qui est en cours, et c'est dans ce contexte que s'insère l'acceptation systématique par le Tribunal de Riesame des recours contre les remises en liberté prononcées par la Cour de Cassation. Les anarchistes se sont opposés au lager de San Foca qui est géré par des puissants, certes, et ce serait déjà un motif suffisant pour leur faire payer l'addition ; mais c'est à l'échelle nationale (et pas seulement) qu'ils gênent, qu'ils *pensent*, et qu'il faut donc les balayer.

C'est en ce sens que l'Etat travaille avec zèle dans le procès de Lecce, sur quelque chose qui n'apparaît pour le moment qu'en filigrane ; l'objectif est de préparer le terrain à des manœuvres répressives ultérieures d'une vaste ampleur — probablement à caractère national — au cours des années à venir. C'est ainsi que sont à interpréter les témoignages devant la cour de flics venus de tous les coins d'Italie où les compagnons sont actifs dans la lutte : des témoignages qui sont allés au-delà du pur et simple délire policier. Nous ne pensons pas que ce genre de dépositions aient été prononcées par hasard dans un procès à Lecce, où l'absence de précédents permet de construire plus habilement des châteaux de papier habités de fantômes imaginaires.

Dénoncer publiquement les sales manœuvres des appareils répressifs est une première mesure pour tenter de les contrecarrer. Continuer nos luttes de toujours signifie ne pas succomber à la logique de l'intimidation mafieuse si typique des organes d'Etat. Cheminer encore à la recherche de complices, nous reconnaisant exploités au milieu d'autres exploités, n'en est qu'une conséquence naturelle.

Quelques anarchistes amants du flambé

[Traduit de l'italien.
Tract distribué le 6 mai 2007 à Lecce]

• Les audiences ont continué en mars et avril jusqu'au 3 mai, où le triste défilé des témoins de l'accusation a pris fin. Lors de l'audience du 17 mai prochain, ce sera le tour de l'unique témoin de la défense, mais aussi la date des nouvelles dépositions du procureur.

Mutineries en série

La prison est une barbarie !

DES PRISONNIERS DE TOUTE LA GRÈCE se rebellent depuis la matinée du lundi 23 avril, refusant la nourriture et de réintégrer leurs cellules, exigeant de meilleures conditions et une diminution des peines.

Les premiers à se mutiner furent les prisonniers de la taule de Malandrinos, suite au tabassage par des matons de Yiannis Dimitrakis (anarchiste incarcéré en préventive, accusé de braquage). La nouvelle de son tabassage s'est étendue aux autres bâtiments de la prison et à d'autres prisons, conduisant à une série de réactions.

Selon les détenus, les raisons ont à voir avec les conditions de détention, et plus particulièrement :

- surpeuplement en cellules
- mauvaises conditions de survie (par exemple absence d'eau chaude, de chauffage et bouffe infâme)
- peu de possibilités de communiquer avec les proches (heures de visite, téléphone)
- violences physiques et verbales des matons
- interdiction des journaux politiques (en particulier, des abonnés au périodique *Babylonia* se le voient confisquer)

Après Malandrinos, les révoltes se sont étendues aux prisons de Agios Stéfanos, de Patras et de Komotini, tandis que les prisonniers de Korydallos, Náfplio et Corfoue refusaient de remonter en cellule. A Nea Alikarnasos en Crète, Larisa et Trikala, ils ont occupé les étages, provoqué des incendies et passé la nuit sur le toit.

Les prisonniers ont formulé leurs demandes et n'ont pas cédé face à la répression.

Sans laisser aucun espace possible à une quelconque négociation, l'ordre fut donné de réprimer violemment les révoltes. Les forces des MAT (police anti-émeute) sont entrées avec leurs méthodes bien connues et, à force de lacrymogène, ont provoqué le transfert de nombreux prisonniers vers les hôpitaux carcéraux.

Le système social et économique actuel, constitué de violence et d'exploitation, donne jour au comportement "délinquant", selon son modèle idéologique et politique d'organisation et de discipline. Du contrôle on passe à la répression et la justice, qui maintiennent la division de classe. Les individus délinquants, les insoumis et ceux qui luttent sont les premières victimes de l'autorité, qui impose le "consensus social" par le terrorisme étatique.

L'incarcération est le reflet de la capacité de l'autorité à définir les limites du comportement et les droits, il s'agit d'une élimination de tous ceux qui constituent une menace pour elle. La cellule, l'usine, l'école et l'asile psychiatrique sont le produit d'une même matrice. L'individu et ses résistances potentielles sont leur objectif.

L'INCARCÉRATION EST UNE BARBARIE !
ACTION DIRECTE POUR UNE SOCIÉTÉ SANS PRISONS !

Assemblée de Thessalonique
26 avril 2007



Trois jours de mutineries

24 AVRIL : dans la matinée, les détenus de la prison de haute-sécurité de Malandrinos à Fokida, dans le centre du pays, se révoltent. L'étincelle qui allume la mèche est le tabassage du prisonnier anarchiste Yiannis Dimitrakis, et la réponse violente des matons aux protestations de ses co-détenus. De dures conditions de détention, le manque d'eau, les tabassages réguliers, la surveillance électronique et des temps de promenade très courts sont leur réalité quotidienne.

La révolte s'étend rapidement à au moins dix autres prisons. A Larisa, les détenus entament une grève de plateaux en solidarité, tandis que la police anti-émeute (MAT) pénètre dans les prisons de Korydallos à Athènes à coups de grenades lacrymogènes et assourdissantes (sept blessés) et dans celle de Ayios Stefano à Patras, où respectivement 100 et 200 prisonniers refusent de regagner les cellules. Près de 250 détenus occupent le toit de celle de Malandrinos, près de 50 autres ceux de Corfoue et d'Alicarnasos. Les demandes précises des rebelles réfugiés sur le toit à Malandrinos sont notamment l'abolition de mesures disciplinaires, la transformation des perpétués en peines de 12 ans, des permissions régulières, la libération après avoir passé les 3/7 de la peine, et la commutation des peines de 25 ans en 10 ans. Le ministre refuse sans discussion.

Le soir même à Athènes, 150 compagnons se sont rassemblés devant la maison du président grec en criant des slogans de solidarité avec les mutins.

25 AVRIL : vers 3h30 du matin, une manifestation de solidarité en moto de 120 anarchistes et anti-autoritaires rejoint la prison de Diavata, à huit kilomètres de Thessalonique. Ils chantent des slogans tandis que les prisonniers incendient des couvertures qu'ils jettent à l'extérieur.

La police affirme avoir maté les révoltes, mais doit reconnaître que les toits de Malandrinos, Corfoue et Alicarnasos sont toujours occupés. Manifestations dans plusieurs villes. A Athènes, plusieurs bâtiments sont attaqués en solidarité autour du quartier d'Exarcheia, dont deux ministères (celui de la Justice en particulier).

26 AVRIL : les compagnons Nikos Kountardas et Vasilis Stergiou, incarcérés à Korydallos (Athènes), sont placés à l'isolement suite à la révolte.

A Malandrinos, les 250 rebelles ont passé leur seconde nuit sans manger ni boire sous une pluie battante et dans le froid. La police, à l'intérieur et autour des bâtiments, semble attendre leur épuisement. Vers 18 heures à Athènes, 40 à 50 anarchistes attaquent en solidarité le commissariat du quartier d'Exarcheia, solidement gardé : la guérite, sept voitures de police et plusieurs motos sont incendiées. Un peu plus tôt, le quartier général de la police anti-émeute d'Athènes, situé à Zografou, se mange plusieurs molotovs.

Tard le soir, les derniers mutins acceptent de redescendre des toits, après trois jours de lutte.

29 AVRIL : manifestation de 200 anarchistes jusqu'aux murs de la prison de Malandrinos avec force slogans en solidarité avec les révoltés.

La solidarité avec les compagnons du 6 mai

2 novembre, Athènes. Manif de solidarité en motos vers la prison de Korydallos. Sur place des slogans sont gueulés, peu après la manif quitte de nouveau les lieux, toujours en gueulant.

15 décembre, Athènes. Nouvelle manif de solidarité motorisée vers la prison de Korydallos.

16 décembre, Nafplio. Rassemblement de solidarité avec tous les "combattants emprisonnés".

23 décembre, Athènes. Manif de solidarité de quelques 500 personnes. Présence policière massive.

27 décembre, Athènes. Occupation de la radio Flash par une cinquantaine de compagnons/es. Lecture de textes. Deux arrestations à la sortie, mais les gens sont vite relâchés.

28 décembre, Thessalonique. Un groupe de femmes prend en otage le petit Jésus qui se trouvait dans la crèche sur la place Aristotelous. La rançon exigée n'est rien de moins que la libération des trois prisonniers du 6 mai. Dans le cas contraire, le divin enfant subira une punition exemplaire pour laquelle seront pris en compte les 2000 ans d'illusions et de soumission dont nous a gratifié le christianisme.

29 décembre, Volos. Occupation de la radio communale pendant quarante minutes. Lecture de textes de solidarité et de lettres des deux grévistes de la faim, ainsi qu'appel à la manifestation du 31.

31 décembre, Volos. Manifestation de solidarité d'une 60aine de personnes.

31 décembre, Athènes. Nouvelle manif de solidarité motorisée vers la prison de Korydallos. Des fusées et pétards sont tirés contre le bureau de la police à l'extérieur. À son retour, elle est attaquée par les flics, il y a quelques interpellations.

31 décembre/1er janvier, Athènes. Lors de la célébration officielle du nouvel an de la ville d'Athènes, au moment où tous les regards sont tournés vers le ciel pour voir les feux d'artifices, une banderole flottante portant les inscriptions "Liberté pour les prisonniers du 6 mai" et "Liberté pour les grévistes de la faim" est lâchée sous les yeux quelque peu irrités des invités officiels.

9 janvier, Athènes. Occupation de la radio Rythmos, lecture de textes de solidarité et de lettres des prisonniers. Parallèlement, petite manif-diffusion de tracts dans un quartier pas loin. Les compagnons/es à la radio se font encercler par les flics. Plus tard les flics ouvrent le passage aux gens, qui partent groupés en scandant des slogans.

12 janvier, Thessalonique. Pendant environ 20 minutes une cinquantaine de personnes occupent la station radio ERT3. Des textes des deux grévistes de la faim, Tarassio Zadorozni et Giorgos Kyriakopoulos sont lus à l'antenne.

12 janvier, Patras. Rassemblement de solidarité avec les trois du 6 mai.

12 janvier, Athènes. Manifestation de solidarité avec les prisonniers du 6 mai par quelques 800 à 1000 personnes. Les flics tentent d'interdire la manif, mais les gens prennent quand même la rue. L'ambiance est tendue, mais il n'y a pas d'arrestations.

13 janvier, Thessalonique. Manif de solidarité de quelques centaines de personnes. Sur le trajet, cinq banques subissent de gros dégâts matériels et quelques caméras de surveillance sont détruites. La presse parle de 12 flics blessés qui ont été transportés à l'hôpital militaire. Les incidents se terminent un peu après minuit.

13 janvier, Athènes. Manifestation de solidarité motorisée vers l'hôpital de Nikea, où se trouvent les deux gré-

Du 4 au 7 mai 2006 avait lieu à Athènes le 4e Forum Social Européen. En opposition à cette Internationale réformiste, les anarchistes avaient organisé à l'Ecole Polytechnique un Forum Anti-autoritaire, anarchiste et libertaire. L'apogée de cette rencontre fut la manifestation du 6 mai au matin, au cours de laquelle plus d'un millier de compagnons ont défilé sous le slogan «aucun monde n'est possible tant qu'existeront l'Etat et le capitalisme». L'après-midi, une seconde manif contre la guerre avait lieu sous l'égide du FSE. A cette occasion se sont produites de nombreuses attaques contre des cibles de l'Etat et du Capital et des affrontements avec les flics (et le SO du FSE). 17 personnes ont été arrêtées, et trois gardées en prison : K.Katsadouras, Tarassio Zadorozni et Gerasimos Kyriakopoulos.

Ces deux derniers entameront une grève de la faim fin novembre/début décembre pour leur libération. Après près de 70 et 54 jours et de très nombreuses actions de solidarité, ils seront enfin relâchés début février (de même que le troisième), montrant encore une fois la force des compagnons grecs, capables d'arracher par leur détermination des compagnons des griffes de l'Etat.

Lettre de Tarassio Zadorozni depuis la prison de Korydallos

INCARCÉRÉ DERRIÈRE LES BARREAUX et le ciment, pris en otage depuis six mois et demi à la prison de Korydallos, je m'aperçois qu'ils n'ont réussi à emprisonner que mon corps. Tout ce qui est vrai et libre, je l'ai gardé intact.

J'ai été pris en otage par l'État parce que j'ai décidé de participer à une manifestation de protestation, parce que le système cherchait des boucs émissaires afin de donner une image de contrôle et de justice rendue. La pourriture du système s'est montrée dans toute sa grandeur avec les déclarations mensongères et contradictoires initiales des flics, qui ont ensuite été obligés de les modifier pour se présenter devant le juge d'instruction. Bien sûr, ces modifications ainsi que les autres prétextes inventés par le juge d'instruction ont servi à faire traîner mon affaire pour ainsi influencer la commission semestrielle [qui statue sur la remise en liberté] afin qu'elle prolonge mon incarcération. D'ailleurs, comment pourrait-il y avoir de jugement valide, vu qu'il n'y a aucune évidence contre moi, uniquement un montage de manipulations et d'altérations des faits.

Privé de tout choix possible, mené dans un cul-de-sac, ayant subi cette injustice au plus profond de mon être, je continue ma lutte avec tous les moyens qui me restent.

Ils prétent à rire s'ils imaginent qu'ils pourront vaincre ma passion pour la liberté en m'emprisonnant. Dans un effort pour accentuer les contradictions de ce système décadent et démontrer son caractère totalitaire, j'ai décidé de ne plus leur donner le droit de décider de mon corps — puisque c'est la seule partie de moi qu'ils possèdent, je vais l'utiliser comme forme de lutte contre eux afin d'obtenir ma libération.



Je commence ainsi une grève de la faim à partir du 29 novembre et j'exige la libération immédiate et sans conditions de moi-même et de mes co-accusés, le retrait de toutes les accusations et le classement de l'affaire. Je ne les laisserai pas utiliser la liberté comme un outil pour leurs jeux juridiques et politiques.

Ma lutte sera dure et je vais avoir besoin de la solidarité et du soutien de tous ceux et celles qui se trouvent à l'extérieur des murs et qui sont solidaires de ma lutte.

Les consciences ne peuvent être ni soumises, ni incarcérées, ni guidées.

Tarassio Zadorozni
Aile C de la Prison de Korydallos,
fin novembre 2006

Lettre des deux grévistes de la faim depuis la prison de Nikea

CE TEXTE EST UN EFFORT commun pour maintenir le contact, alors que nous continuons notre grève de la faim, moyen de lutte pour notre libération. Les événements de ces derniers jours ne peuvent que démontrer de manière évidente le véritable visage de l'appareil répressif d'Etat – et ceci malgré les efforts forcenés mis en place tant par le gouvernement que les partis afin d'induire en erreur l'opinion publique avec le jeu familier de la déresponsabilisation. Il est clair comme de l'eau de roche que la relation entre les gouvernants et les gouvernés n'est capable ni de changer ni d'adopter une forme plus humaine. La méthode de la police, des instances judiciaires et de leurs patrons a toujours eu pour objectif d'écraser toute voix de protestation ou de résistance, tandis que leur rhétorique démagogique – avec une emphase et un élan de style romain – glorifie les préteurs dont les mains sont quotidiennement tâchées de sang.

Seule une imagination malade peut permettre aux pseudos administrateurs de justice de cacher les évidentes persécutions subies par les compagnons. Le cas de P. Aspiotis, G. Kalaitzidis et G. Karasarinis, tous trois poursuivis pour expropriation de matériel policier [voir ci-après p.34], ainsi que celui de N. Kountardas et S. Malindretos, poursuivis pour les batailles de Polyzogopoulos, ou encore le nôtre démontrent bien les efforts d'une autorité agissant sans preuve ou alors via des procédures sommaires. Pendant ce temps là, les compagnons comme G. Dimitrakis [voir ci-après pp. 38-41] sont poursuivis pour s'être opposés aux intérêts capitalistes.

Sachant que les moyens de lutte que nous avons choisis rencontreront la même confrontation, nous avons conscience que la durée de nos procédures en sera probablement prolongée.

Sous couvert d'excuses bureaucratiques si chères à la justice, l'enquête sur notre cas est en train d'opérer un transfert de responsabilités et de clore les dossiers après quasi 8 mois, ajournant ainsi toute réponse aux appels à nous relaxer après les vacances d'hiver. L'intolérance et l'utilisation de tels subterfuges semblent vouloir nous annihiler psychologiquement, sans prêter aucune attention à notre santé. Cette position démontre qu'il ne s'agit de rien d'autre que du fer de lance d'un système totalitaire.

Notre temps en prison est venu renforcer notre conviction que la justice n'est pas aveugle. La récente libération des "parrains", ainsi que celle des requins du parajudiciaire, démontre la réalité de l'idée souvent répandue que la justice emploie deux poids et deux mesures. Aujourd'hui placés en hôpital carcéral, nous découvrons que cet endroit ne fait pas exception dans la longue liste des lieux inappropriés pour la réclusion. Même nos examens manquent de crédibilité. Un coup de diagnostic décrit des problèmes pathologiques, avant qu'ils ne disparaissent comme par enchantement dans le suivant.

Des problèmes flagrants viennent d'apparaître, Tarasios se trouve dans une condition spécialement faible tandis que, pour ma part, j'ai une concentration d'acide urique dans le sang beaucoup trop élevée. Néanmoins, nous continuerons notre lutte, et nous ne deviendrons pas des pions de leur jeu.

Le procès des trois compagnons (P. Aspiotis, G. Kalaitzidis et G. Karasarinis) dont le seul "délit" a été de refuser de devenir des informateurs constitue un moment critique sur la route qu'a prise la justice grecque vers l'autocratie de la justice. Nous exprimons notre solidarité et notre soutien à ces compagnons. Pour finir, nous voudrions exprimer notre solidarité avec la juste lutte menée par les prisonniers de la prison de Ioannina. Ce n'est un secret pour personne que le terme "prison" est utilisé lors de circonstances spécifiques, et qu'il correspond à emballer des esprits humains pour les mener à l'asphyxie.

La solidarité dont tellement de monde nous a fait part, nous a littéralement réchauffé le cœur et nous a donné force et courage durant ces jours difficiles. Que peut-il y avoir de plus important que de savoir que nous ne sommes pas seuls ?

Les grévistes de la faim,
Gerasimos Kyriakopoulos et Tarasios Zantorozni
2 janvier 2007

(1) 94 détenus d'Ioannina ont formulé une liste de revendications exigeant des améliorations de conditions et contre la surpopulation de la prison ; en outre, ils ont revendiqué la libération de Zantorozni dès qu'il a entamé sa grève de la faim.



vistes. De nouveau le cortège est attaqué par une brigade spéciale motorisée des flics et par des flics anti-émeute (MAT) sur le chemin de retour. Il y a 42 interpellations. Le soir même, l'École Polytechnique est occupée pour créer un lieu permanent de contre-information, de solidarité et de convergence de la lutte pour les trois du 6 mai.

15 janvier, Volos. Occupation des bâtiments du journal Thessalia en solidarité avec les détenus.

16 janvier, Crète. Des anarchistes occupent deux bâtiments de la police à Heraklion pendant quelques heures, en solidarité avec les prisonniers.

17 janvier, Thessalonique. Des banques et des commerces sont incendiés pendant une manifestation des étudiants. Occupation de la faculté de Théologie.

17 janvier, Athènes. Pendant une manifestation des étudiants, des groupes anarchistes et autonomes attaquent des banques, incendient des voitures diplomatiques et policières et cassent plusieurs caméras CCTV. Des affrontements ont lieu dans les environs de l'École Polytechnique occupée.

18 janvier, Patras. Occupation d'une radio à Patras, lecture de textes de solidarité.

18 janvier. Christodoulos, Savvas, et Vassilis Xiros (trois frères en taule pour appartenance présumée à l'organisation armée Novembre 17), Giannis Dimitrakis (anarchiste arrêté en janvier 2006 pour des braquages de banques) et Nikos Kountardas (inculpé pour avoir participé au tabassage du secrétaire général du principal syndicat grec GSEE) entament une grève de plateaux en solidarité avec les trois anarchistes grévistes.

18 janvier, Athènes. Des groupes anarchistes attaquent des banques et des bâtiments du gouvernement dans les environs de l'École Polytechnique occupée. Il y a des affrontements avec les MAT. Selon les estimations de la police, au moins 100 cocktails molotov ont été jetés.

19 janvier, Athènes. Des anarchistes occupent le bâtiment de l'Union des Avocats en solidarité avec les compagnons incarcérés.

19 janvier, Thessalonique. Par intervalles de dix minutes des compagnons qui occupent la faculté de théologie coupent la circulation du boulevard devant le bâtiment, une des artères principales de la ville. Lors de ces interventions, des tracts sont distribués et des slogans peints sur les bus arrêtés.

20 janvier, Athènes. Quelques 200 personnes se rassemblent devant l'hôpital de Nikaia pour soutenir les grévistes. Par ailleurs, des étudiants et étudiantes de différentes facultés universitaires et hautes écoles (TEI) occupent la radio Flash 96 FM. Après 10 minutes on leur coupe l'accès aux ondes. Les occupants sont évacués, mais il n'y a pas d'arrestations.

20 janvier, Chania. Des banderoles de solidarité avec les deux grévistes sont hissées sur deux bâtiments universitaires occupés ainsi que au-dessus du port de ville.

21 janvier, Patras. Lors de la cérémonie d'ouverture du carnaval de Patras sur une place de la ville, une banderole est accrochée à un immeuble juste à côté de la scène officielle.

22 janvier, Chalkida. Lecture de textes en solidarité avec les grévistes sur la radio rock locale.

22 janvier, Thessalonique. De la faculté de théologie occupée, une soixantaine de personnes part en manifestation cernée par environ soixante-dix flics anti-émeute.

Deux autres lettres des grévistes de la faim

• **DE L'INTÉRIEUR DE L'HÔPITAL DE NIKEA**, où nous nous trouvons ces derniers temps, en condition d'isolement, sans téléphone, avec des difficultés pour obtenir des journaux et des tracasseries continues en ce qui concerne les visites de nos proches et de nos avocats, nous avons tout de même pris connaissance de vos gestes de solidarité toujours plus nombreux et de la façon dont l'Etat y réagit.

Ayant perdu toute apparence "humanitaire", il montre toujours plus son visage abominable, réprimant avec zèle toutes vos tentatives de faire connaître notre lutte collective. Le cas de B. Grivas, sauvagement tabassé par les flics samedi 13 janvier, est caractéristique.

Nous nous réjouissons beaucoup quand nous vous sentons, et le contact immédiat avec votre solidarité nous donne du courage et la force de continuer.

**Tant qu'ils essayeront de soumettre les consciences, elles s'insurgeront !
La passion de la liberté est plus forte que toutes les geôles !**

17 janvier 2007,

Tarassio Santorozi et Gerasimos Kyriakopoulos

• **DE L'HÔPITAL DE NIKAIA**, où nous nous trouvons toujours, nous adressons aujourd'hui nos salutations chaleureuses à l'assemblée de l'occupation de l'école Polytechnique à Athènes et au mouvement de solidarité toujours plus large autour de notre juste cause. La décision du procureur, mais aussi le fait que le conseil qui examinera notre cas n'a toujours pas siégé jusqu'à ce jour, prouvent encore une fois que pour le pouvoir, celui qui lutte pour la liberté et la dignité est un ennemi à abattre.

Nous ne sommes pas des héros, nous aimons la vie, mais il n'y a pas de vie possible sans dignité. Nous ne revendiquons pas uniquement notre propre libération immédiate, mais aussi celle de K.Katsadouras, parce que même selon les lois de ce pouvoir hypocrite, la poursuite de notre détention préventive est illégale.

Notre lutte ne peut s'arrêter, c'est un sens unique jusqu'à ce que nous obtenions raison. Peu importent les jeux que le pouvoir voudrait jouer sur notre dos, ils ne nous regardent pas, parce qu'il ne peut pas soumettre notre conscience et nos rêves.



ILS NE PASSERONT PAS,
ET LE POUVOIR SERA DE
TOUTE FACON DEMAS-
QUE DEVANT LES YEUX
DE LA SOCIÉTÉ ENTIÈRE.

La lutte collective continue !

Nikaia, 25 janvier 2007,

*Tarassio Santorozi
et Gerasimos Kyriakopoulos*

*Banderole exigeant la libération
des compagnons incarcérés*

23 janvier, Patras. Manifestation de solidarité avec les trois. Elle rassemble une petite centaine de personnes.

23 janvier, Naxos. Action de contre-information sur la plage du principal village de l'île.

23 janvier, Athènes. Sabotages massifs de distributeurs de billets.

24 janvier, Larissa. Rassemblement de solidarité avec les trois prisonniers du 6 mai. Des textes sont lus par une sono et des slogans sont scandés.

25 janvier, Kavala. Deux bureaux de la Nea Demokratia (parti de centre droite au gouvernement) sont attaqués avec des cocktails molotov. L'action est revendiquée : « À l'aube du jeudi 25/01 des attaques incendiaires symboliques sont réalisées à Kavala contre deux bureaux de la N.D. Nous voulons ainsi montrer notre solidarité avec les trois prisonniers des événements du 6 mai 2006, dont deux se trouvent en grève de la faim (Zantorozi depuis le 29 novembre et Kyriakopoulos depuis le 15/12). Tant que l'État conduira des jeunes êtres humains à la mort, notre vengeance se matérialisera. **LIBERTÉ POUR TOUS CEUX QUI SONT EN CELLULE. RAGE ET CONSCIENCE** »

26 janvier, Patras. Manifestation de solidarité avec les trois à laquelle participe une bonne centaine de personnes. Sur le trajet des murs sont tagués, des pétards jetés.

27 janvier, Ionnina. Un rassemblement suivi d'une manifestation regroupant une centaine de personnes a lieu. Sur le trajet, des slogans sont peints sur les murs de la ville et un des bureaux de la Nea Demokratia est attaqué avec des dizaines de bombes de peinture rouge et des jets d'œufs. Quand la manif arrive au point de se dissoudre, des MAT apparaissent et exigent qu'on leur livre les personnes que ont tagué sur le trajet. Les compagnons forment des chaînes et continuent la manifestation en restant groupés jusqu'à ce que les flics abandonnent.

27 janvier, Agrino. Rassemblement de solidarité avec les trois. Distribution de tracts et lecture de textes.

27 janvier, Irakleio. Occupation d'une radio locale. Pendant une demi-heure des lettres des prisonniers, des textes de solidarité et des textes contre la répression et les médias de masse sont lus à l'antenne.

27 janvier, Thessalonique. Manifestation de solidarité avec les trois inculpés, regroupant deux centaines de personnes. En plus des compagnons anarchistes, des étudiants de différentes facultés occupées étaient présents avec des banderoles.

23 janvier, Kefalonia. Rassemblement de solidarité avec les trois inculpés du 6 mai dans la rue commerçante de la capitale de l'île. Lectures et diffusion de textes.

29 janvier, Athènes. Un rassemblement de solidarité avec les 3 inculpés a lieu dans la principale rue commerçante de la ville. Des tracts sont distribués aux passants et des slogans sont scandés.

5 février, Athènes. Manifestation qui sort de l'École Polytechnique occupée depuis 24 jours, et bloque les rues.

Les actions citées ici sont loin d'être les seules qui ont lieu. Il y a des rassemblements de solidarité dans de nombreuses villes, des milliers d'affiches sont collées, des tags apparaissent un peu partout... Des dizaines de banques, bâtiments officiels, magasins,... ont été attaqués, cassés, incendiés,... D'ailleurs cette chronologie ne prend en compte que les actions qui ont eu lieu à partir de début novembre, il y avait déjà eu des mobilisations les mois qui suivirent les arrestations. Parallèlement, toute une série d'assemblées d'occupations de facultés, en plus des associations et organisations gauchistes et autres, publient des déclarations de solidarité exigeant la libération immédiate des 3 compagnons.

Occupation de la faculté de Théologie à Thessalonique

AUJOURD'HUI 17 JANVIER, nous, anarchistes, anti-autoritaires et camarades solidaires, avons occupé la faculté de Théologie de l'université de Thessalonique en signe de solidarité avec les prisonniers en grève de la faim T. Santorozni (depuis le 29 novembre) et G. Kyriakopoulos (depuis le 15 décembre). L'occupation sera un centre de contre-information et d'action, ayant pour but la libération immédiate des trois compagnons en détention préventive suite aux affrontements lors de la manifestation du Forum Social Européen le 6 mai à Athènes.

Ce jour-là, des centaines d'anarchistes, anti-autoritaires et jeunes insoumis se sont affrontés pendant des heures avec la police et ont attaqué banques, ambassades et magasins de luxe. Le 6 mai fut une affirmation du droit à la contre-violence sociale et de la rupture en actes avec les logiques de conciliation avec l'Etat et les patrons promues par la gauche du système. Il y eut 17 arrestations, trois des arrêtés sont toujours en détention préventive (T. Santorozni, G. Kyriakopoulos et K. Katsadouros), avec comme seules preuves contre eux des dépositions mensongères de flics.

En ce moment, la grève de la faim en est à un niveau critique. T. Santorozni entame sa cinquantième journée de grève de la faim, son état de santé est problématique, il risque des séquelles irréversibles, si ce n'est pas déjà le cas. G. Kyriakopoulos se trouve dans une situation identique, vu qu'il a commencé la grève en ayant déjà une rupture des reins et de la rate.

La lutte pour la libération des trois du 6 mai se déroule à un moment où les Etats, à un niveau mondial, modernisent continuellement leur arsenal juridique et répressif, décrètent des lois de terreur, sèment la peur et élargissent le contrôle social. Ainsi, l'Etat grec procède à son tour à des mouvements similaires concernant la répression ou la dissuasion des résistances sociales. C'est exactement pour cette raison que la lutte des grévistes de la faim concerne toutes les personnes qui s'inscrivent dans la libération sociale et individuelle.

**Nous ne comptons pas négocier la santé et la vie des grévistes de la faim !
Nous exigeons leur libération immédiate !**

Assemblée ouverte tous les jours à 17h

*Occupation de solidarité
de la Faculté de Théologie*



Dernier communiqué des occupants de l'Ecole Polytechnique à Athènes

LA LIBÉRATION des trois détenus du 6 mai, à la suite de 70 jours de grève de faim de T. Zadorozni et de 54 jours de G. Kyriakopoulos est une victoire de la lutte pour la vie et la liberté contre le pouvoir de la réclusion et de la mort. Une conquête des grévistes de faim qui ont revendiqué leur liberté en utilisant leur propre vie comme une arme, qui n'ont pas fléchi face au terrorisme des matons, des flics, des médecins et des procureurs. Une conquête de tous ceux qui luttent, non seulement parce que nous avons été, avec toutes nos forces, aux côtés de nos compagnons emprisonnés jusqu'à leur libération, mais aussi parce qu'à travers cette lutte nous avons démontré la force de l'auto-organisation, de la solidarité et de l'action collective, en envoyant à tous ceux qui suffoquent dans la quotidienneté étouffante du contrôle social et de la répression, le message que la résistance intransigeante et sans médiation peut renverser les plans cauchemardesques de l'Etat.

Dans cette affaire, à travers la détention préventive de trois manifestants qui ont été arrêtés suite aux affrontements qui ont éclaté pendant la manif anti-guerre du FSE du 6 mai, ce que l'Etat a essayé de faire, dès le début, était de punir de façon exemplaire et de criminaliser tous ceux qui résistent en dehors du cadre institutionnel (disposant du consensus total des réformistes du FSE.)

Avec le commencement de la grève de faim dans une période où l'Etat annonce et promeut de toute façon ses intentions répressives contre le milieu anarchiste-antiautoritaire, la lutte pour la libération des trois est devenu le champ où s'est exprimée une confrontation plus large. Il s'agit d'ailleurs d'une période sociale-

ment explosive, avec des fronts sociaux ouverts dans le domaine du travail et de l'éducation, une période où les anarchistes-antiautoritaires se rencontrent dans les rues avec des groupes sociaux résistants, en promouvant la radicalisation et l'élargissement de la lutte. Dans cette confrontation, l'Etat mobilise tout son arsenal idéologique et répressif pour déformer, diffamer, isoler et neutraliser la résistance radicale. Dans ce cadre, beaucoup d'actions de solidarité ont reçu des provocations, des menaces et des attaques de la part du pouvoir. De cette manière, l'Etat s'est efforcé en vain de plonger la grève de la faim dans le silence, d'isoler et forcer les grévistes à abandonner leur lutte, de neutraliser la grève de la faim comme moyen de lutte et faire avancer sans obstacles ses plans répressifs pour l'extermination du milieu anarchiste.

Face à cette réalité et dans le cadre de la lutte pour la libération des trois du 6 mai, nous avons occupé l'Ecole Polytechnique à partir du 13 janvier en créant un foyer de résistance collective dans le centre-ville, en montrant que nous ne laisserions pas nos compagnons emprisonnés seuls dans les mains de l'Etat, que nous ne laisserions aucune attaque répressive sans réponse.

L'occupation de l'Ecole Polytechnique a constitué pendant 25 jours un point de référence continu pour la lutte de solidarité et une menace constante pour l'Etat. Et cela, à un moment où il y avait parallèlement des centaines d'occupations de facs, réalisées par les étudiants dans le cadre de la lutte contre la restructuration de l'éducation, et où des milliers de jeunes se trouvaient dans les rues.

De l'intérieur de l'occupation, des actions de solidarité sont nées, ont été soutenues et co-organisées (rassemblements de contre-information, blocage de rues, rassemblement devant l'hôpital de Nikaia, avec comme point culminant la manif du 1er février organisée par des collectifs anarchistes et à laquelle plus de 1500 personnes ont participé). Des actions qui ont brisé le mur du silence, enrayé les plans répressifs de l'Etat, exposé le silence coupable de la Gauche et frayé une voie de lutte, reposant sur un esprit collectif et de solidarité, contre la résignation et le défaitisme.

C'est autour de la grève de la faim qu'une lutte de solidarité, vive et dynamique, a été développée par des anarchistes-anti-autoritaires, une lutte qui a pris la forme de rassemblements, de manifestations dans les rues, de manis en motos vers les prisons de Korydallos et l'hôpital de Nikaia, d'occupations de stations de radio, de préfectures et de mairies, d'affrontements avec les flics —comme ceux du 17 janvier—, d'attaques contre des cibles capitalistes et d'Etat, de rassemblements de contre-information à Athènes, Thessalonique, Patras, Hiraqlion, Chania et Rethimnon, Kavala, Samos, Chalkis, Naxos, Agrinio, Arta, Ioannina, Veria, Kozani, Lamia, Larissa, Volos, Kefallonia etc. Il y a eu aussi des messages de solidarité et des actions de contre-information en Angleterre, en Espagne, en Turquie au Danemark, en Finlande, en France, en Russie, en Pologne, en Hollande, aux Etats-Unis...

Cette dynamique s'est déployée, bravant le terrorisme d'Etat et méprisant les médiateurs habituels de la solidarité qui sont rangés du côté de l'Etat jusqu'au dernier moment, par leur silence comme par leur contribution à la diffusion de la propagande d'Etat faisant référence à des «cagoulés» et des «provocateurs». Cette dynamique a appuyé du premier jusqu'au dernier instant la grève de la faim qui a finalement forcé l'Etat à reculer. Et les diffamateurs —eux-mêmes devenus «solidaires» tardivement— se sont empressés de sauvegarder le masque «humaniste» de l'Etat et se sont présentés comme des sauveurs, en espérant tirer une plus-value politique (ils sont même arrivés au point d'une telle déformation de la réalité qu'ils ont présenté la manif anarchiste du 1er février comme une manif du Forum Social !). Nous n'oublions pas que des cadres du FSE ont offert leur approbation politique pour l'emprisonnement des mêmes personnes qu'ils sont censés défendre maintenant. Nous n'oublions pas que ces cadres —après avoir diffamé et essayé d'ôter le caractère de contre-violence sociale aux affrontements à la suite desquels les trois avaient été emprisonnés— ont attendu le dernier moment pour victimiser les grévistes de faim et pour demander «l'humanisme» de l'Etat, en s'efforçant en vain de présenter la libération des trois non pas comme le résultat de la lutte des grévistes de la faim eux-mêmes et de la lutte de solidarité, mais comme un produit de leur médiation !

L'occupation de l'Ecole Polytechnique se termine après la libération des trois du 6 mai et après la fin de la grève de la faim qui a constitué le fer de lance de la lutte plus large contre l'Etat, les patrons et leurs laquais. D'une lutte qui continuera jusqu'au renversement final du monde de l'exploitation et de l'oppression, du contrôle social et de la répression, pour la libération sociale et l'Anarchie...

LA PASSION POUR LA LIBERTE EST PLUS FORTE QUE TOUTES LES TAULES !
ARRIERE MOUCHARDS — EN AVANT, COMPAGNONS !

SOLIDARITE AVEC NIKOS KOUDARDAS, GIANNIS DIMITRAKIS ET TOUS LES MILITANTS EMPRISONNES ET PERSECUTES !

*Assemblée de l'Occupation de l'Ecole Polytechnique (bâtiment Gini),
7 février 2007*

1. Nikos Koudardas a été arrêté en février 2006, accusé du tabassage de Polyzogopoulos, président à l'époque de la GSEE (Confédération Générale de Travail), tabassage qui a eu lieu après la fin d'une manif anarchiste.
2. Giannis Dimitrakis : militant anarchiste arrêté lors d'un hold-up de banque à Athènes le 16 janvier 2006, après avoir été gravement blessé par les flics. Voir lettres ci-après.

QUELQUES BRÈVES DU DÉSORDRE GRECQUES

30 avril : Deux inconnus ont attaqué dans la nuit de dimanche à lundi un poste de police de la banlieue d'Athènes en tirant des coups de feu et en lançant une grenade. Les attaquants, sur une moto de grosse cylindrée, ont attaqué à l'H20 locales le poste de Néa Ionía, au nord de la capitale. Ils ont tiré une quinzaine de balles de 9 mm qui ont atteint la façade du bâtiment avant de lancer en partant une grenade au milieu de la rue qui a endommagé des voitures. Les balles sont du même type que celles de deux armes automatiques volées à Athènes, à la mi-avril et en décembre 2004, à deux gardes. Le mitraillage du poste de police intervient alors que le vivier anarchiste grec semble en ébullition, dans le sillage d'une agitation dans les prisons.

28 avril : Des hommes cagoulés ont lancé une nouvelle attaque hier après midi contre le commissariat du quar-

tier d'Exarchia à Athènes. La façade du bâtiment a été endommagée, 9 voitures et 5 motos ont brûlé. Les policiers ont réagi en lançant des gaz lacrymogènes et des grenades à blanc. Auparavant le quartier général des MAT (Unités d'intervention) à Goudi avait été attaqué aux cocktails molotov.

A Thessalonique, peu avant minuit, 10 hommes cagoulés ont attaqué le commissariat de Sykeon avec des cocktails molotov et des pierres. Des voitures de police banalisées ont été endommagées.

27 avril : Plusieurs groupes ont lancé différentes attaques à Athènes, hier. Deux véhicules de l'ambassade uruguayenne ont été détruits à l'aide de bonbonnes de gaz dans le quartier de Nea Erithrea devant l'ambassade. Une succursale de la Banque Nationale de Grèce dans le quartier de Pangrati a aussi été attaquée, de même que les



[Attaque d'un commissariat, Athènes le 26 avril 2007]

bureaux privés des ministres de la Justice et de la Culture, un bureau du PASOK (socialistes) et le commissariat de Zografou.

20 avril : Suite à la mort d'un immigré albanais dans un commissariat d'Athènes, 300 anarchistes ont participé à une manifestation de solidarité. Partis d'un quartier populaire de la ville, ils sont passés saluer la famille, avant d'aller attaquer le commissariat avec des pierres. Personne n'a été arrêté lors des affrontements avec la police anti-émeute qui ont suivi.

6 avril : Une voiture appartenant à l'ambassade de Chypre a été incendiée vendredi matin. Le véhicule, qui portait une plaque diplomatique, était garée dans la banlieue de Faliro Neo, près du port du Pyrée à Athènes.

16 mars : Plusieurs groupes, probablement anarchistes, ont attaqué cette nuit à Athènes différents bureaux du gouvernement et distributeurs automatiques. Les incidents ont touché deux sièges locaux du parti au gouvernement, Nouvelle Démocratie, dans les quartiers de Zografou et Dafni. Les bureaux ont été incendiés avec des engins artisanaux

Chronique d'un montage raté et d'une offensive solidaire

Le 7 juillet 2005, alors que Giorgos Kalaitzidis, accompagné de Petros Karasarinis, allait jeter dans les poubelles des sachets contenant des morceaux de boucliers de CRS, ils ont tous deux été arrêtés. Le matériel des porcs en uniforme (boucliers, masques à gaz, casque) avait été exproprié lors d'attaques dans le centre d'Athènes. A leur domicile, les flics ont retrouvé du «matériel intéressant» et les chacals des médias ont hurlé leur joie à propos de «l'arrestation de terroristes».

Quelques jours après, Panagiotis Aspiotis (anarchiste ami des deux premiers) est arrêté à son tour parce que propriétaire d'un compte bancaire qui serait utilisé pour l'«association subversive». Petros et Panagiotis nient toutes les accusations, tandis que Giorgos a déclaré que son acte avait été en solidarité avec les compagnons ayant accompli les attaques contre les escadrons de CRS.

[Extrait d'un texte de janvier 2006 signé à Athènes par des Individualités anarchistes et publié dans Cette Semaine n°88, mars 2006, p.38. Ce même numéro contient également une lettre de prison de Giorgos Kalaitzidis.]

TOUT A COMMENCÉ le 7 juillet 2005, quand G. Kalaitzidis et P. Karasarinis ont été arrêtés en transportant des boucliers policiers brisés. Les boucliers ont été pris lors des attaques d'un groupe d'individus qui s'intitulait *Mouvement pour la Diffusion du Chaos* (en grec, ça fait les mêmes sigles que les CRS grecs : MAT) contre des brigades de MAT. Dans le premier cas, l'attaque a été effectuée en réponse au tir et blessure du garde du corps d'un ex-Ministre dans l'Université Polytechnique contre un antiautoritaire¹ ; dans le deuxième cas, pour exprimer de la solidarité aux habitants de Ano Liosia (Athènes) qui ont subi des tabassages par les MAT pendant leur mobilisations contre la boue d'eaux résiduelles.

Deux jours après, P. Aspiotis a aussi été arrêté sur la base de son lien personnel avec Kalaitzidis et après que la police ait découvert une consigne avec des balles (jamais utilisées) louée par les deux. Alors que l'inculpation de la police se référait initialement à des délits spécifiques, par la suite tout l'arsenal procédural a été employé contre les trois : les autorités judiciaires poursuivent ces délits dans le contexte de la loi antiterroriste. La loi 187 sur l'association et la constitution de groupe terroriste est mise en application et ils sont inculpés de toutes les attaques avec des cocktails molotov effectuées à Athènes à partir de 1998 (date de location de la consigne)! En l'absence des éléments de preuve, la poursuite a été fondée sur leurs relations politiques et personnelles. Elle constitue une conséquence naturelle des déclarations de l'ex-Ministre de l'Ordre Public qui s'est lancé sans réserve à une chasse aux sorcières afin de « *supprimer l'Association de Exarchia, tous ceux qui provoquent de l'agitation* »².

L'acharnement à leur rencontre s'est notamment manifesté par leur dispersion dans des prisons différentes. Cette pratique a été cassée en janvier avec le transfert de P. Aspiotis à Korydallos, suite à une dure lutte (grève de la faim et de la soif). En été 2006, après un an d'emprisonnement, Aspiotis et Karasarinis ont été remis en liberté provisoire. Mi-novembre, Kalaitzidis a été transféré de Korydallos (Athènes) à la prison de Ioannina (petite ville au nord-ouest de la Grèce). Début décembre, leur procès a été fixé au 20 décembre par procédure d'urgence (l'urgence est due au fait que le 7 janvier expiraient les 18 mois de détention préventive de Kalaitzidis).

Les trois compagnons seront finalement jugés par un tribunal de juridiction mixte (juges et jury) et pas par un tribunal de Juges d'appel, car la poursuite sur base de la loi antiterroriste est tombée. Début janvier, le tribunal a prononcé les peines : 21 mois pour Kalaitzidis, 8 mois pour Aspiotis et acquittement pour Karasarinis. Il a donc été libéré immédiatement.

1. Le 1er mai 2005, un livre est présenté par deux ex-ministres PS à l'Ecole Polytechnique d'Athènes devant un parterre de journalistes et intellos. Au moment où les flics en civil, interdits des lieux en raison de l'asile universitaire, s'aperçoivent de la présence des anarchistes, ils tentent de quitter les lieux. L'un d'eux, attaqué par des compagnons, sort son flingue et tire, blessant au pied un anarchiste.

2. L'«Association de Exarchia» n'existe pas. Exarchia est un quartier à Athènes où, effectivement, habitent beaucoup d'autonomes, anti-autoritaires et anarchistes.

[A partir d'un texte publié dans *La Cavale* n°6, février/mars 2007, p.22]

lancés contre les fenêtres. Peu après, un bureau de la Sécurité Sociale et trois distributeurs de billets de la banque ATM ont été brûlés.

12 mars : Une douzaine de jeunes ont lancé des molotovs contre un commissariat près du centre d'Athènes lundi matin dans le quartier de Zografou, endommageant un véhicule et l'entrée du bâtiment. L'attaque s'est passée quelques heures avant la manifestation étudiante dans les rues d'Athènes.

11 mars : Une trentaine de jeunes anarchistes s'est affronté à la police anti-émeute dans le quartier central d'Athènes Exarchia dimanche matin, lançant des pierres et des molotovs contre une librairie dirigée par un des principaux membres du parti d'extrême-droite LAOS, Adonis Georgiadis. Deux policiers ont été blessés.

6 mars : De présumés anarchistes ont détruit trois caméras de vidéosurveillance du trafic routier en l'espace de dix minutes dans différentes parties d'Athènes, mardi, ainsi qu'un distributeur de billets. Des bouteilles pleines d'essence et de petites bonbonnes de gaz furent utilisées pour détruire le circuit des caméras lors des trois attaques. La police grecque est en attente d'une autorisation de la Cour pour utiliser ces caméras de surveillance du trafic contre la prévention du crime et des «délinquants violents» lors des manifestations. Ce même jour, une succursale de la Banque de Chypre fut endommagée par des bonbonnes de gaz dans le quartier de Vyronas à Athènes.

20 décembre : Au cours des dernières semaines, d'Athènes à Thessalonique, de nombreuses attaques se sont déroulées contre des banques et des postes de police en réponse à la brutalité de la

répression policière et en solidarité avec les protestations de certains prisonniers.

Il y a quatre jours en particulier, un groupe d'anarchistes a assailli le poste de police de Papagou (Athènes), détruisant trois véhicules de patrouille et une moto. L'attaque a été organisée de façon à prendre la police par surprise. Après être arrivés dans les parages et avoir garé leurs motos non loin, un groupe de 10 à 15 personnes s'est approché à pied du poste. Plusieurs lacrymogènes ont d'abord été lancés à l'intérieur du bâtiment et dans la guérite attenante afin de créer la confusion, avant qu'une pluie de molotovs ne brûle les véhicules de la police. Le groupe est ensuite reparti sans arrestation.

Deux jours après, à Thessalonique comme à Athènes, les casernes de flics anti-émeutes ont été attaquées près des campus universitaires. A Thessalonique, il semble qu'une cinquantaine de

molotovs aient été lancés.

Suite à ces événements, le ministre de l'Intérieur, Polydoros, a émis un communiqué dans lequel, en fait, il justifie et autorise la police à tirer à vue au cours de ces attaques. La réponse aux allégations du ministre ne s'est pas faite attendre. La nuit même à Athènes, huit banques ont été incendiées avec des bonbonnes de gaz et autre matériel inflammable. En deux occasions, les anarchistes ont sonné à la porte des habitations du coin pour prévenir les résidents de déplacer leurs voitures avant de mettre le feu aux banques.

[Ces infos sont toutes tirées de la presse et de ses agences]

Une lettre de Yiannis Dimitrakis

Le 16 janvier 2006 dans le centre d'Athènes, la Banque Nationale de Grèce est braquée. Suite à une fusillade avec deux flics d'une brigade spéciale, un des braqueurs, Yiannis Dimitrakis, un compagnon anarchiste de 28 ans, est grièvement blessé. Les quatre autres parviennent à s'enfuir avec un butin de 50 000 euros (selon les journaux).

Yiannis a passé plusieurs mois dans différents hôpitaux avant d'être incarcéré à la prison de Korydallos. Il fut ensuite transféré à la prison de Neapolis, en Crète, puis à celle de Malandrinos le 22 décembre 2006. La Justice l'accuse de sept braquages et la procédure sera menée sous couvert des dispositions de la loi anti-terroriste.

COMPAGNONS,

Cette lettre est une première tentative de communiquer et de commenter les événements qui ont eu lieu suite à ma participation au hold-up de la Banque Nationale de Grèce le 16 janvier, dans le centre d'Athènes. Avant d'expliquer les événements en détail, je voudrais dire deux mots sur les raisons d'un tel choix de réaliser une telle action et expliquer ce que cela signifie pour moi.

Selon moi, la société d'aujourd'hui est un wagon qui suit un trajet pré-défini amenant vers sa déshumanisation complète. Le rôle de ses passagers, ses roues et ses chevaux — sa locomotive, pour utiliser d'autres termes — se joue en dehors de nous, les hommes (le peuple ?). Le conducteur du wagon a le visage cruel du capitalisme et son copilote est un Etat vague et sans visage. Le chemin suivi par le train n'est pas semé de roses mais de sang et de corps humains, d'individus ou de groupes de personnes qui voulaient résister et changer sa course frénétique ou bien constituaient un obstacle pour lui. La liste est longue : insoumis, rebelles, gauchistes, anti-autoritaires et anarchistes remplissent beaucoup de pages sanglantes dans le livre d'histoire de ce voyage. Je me situe quelque part entre ces deux derniers groupes.

Dans le degré de prise de conscience que ma perception du monde me permet, ce que je peux facilement discerner est que la société d'aujourd'hui se base uniquement sur la violence, l'oppression et l'exploitation. Il s'agit d'une société qui tend à la perte de la dignité humaine (de toutes les manières et) par tous les moyens. C'est quelque chose qu'on reçoit et qu'on vit au quotidien, soit parce qu'on est forcé de marchander avec des institutions étatiques, soit sur notre lieu de travail ; et cela pour ceux qui profitent de notre boulot. Emploi, travail : des mots dont la vraie signification est esclavage salarié, assujettissement. Le travail et sa plus-value sont les piliers du système économique contemporain, alors que les personnes qui l'effectuent et les

circonstances dans lesquelles il prend pied confirment que les gens sont traités comme des biens consommables/périssables, comme des esclaves modernes. On voit des travailleurs qui pourrissent de maladies dues à leur longue exposition à des substances dangereuses, qui meurent soit en tombant, soit en explosant dans les temples capitalistes qu'ils construisent en perdant leur vivacité, leur spontanéité et tout ce qui caractérise une personne voulant être libre ; en travaillant des heures pénibles, dans deux ou trois boulots en même temps juste pour des miettes. Quand, pour subvenir aux plus élémentaires besoins, une personne est obligée de demander un crédit à ces oppresseurs cruels bien connus que sont les banques, elle commence alors sous la lourdeur de cette responsabilité financière à montrer des signes d'asservissement et de soumission. Et lorsqu'elle ne peut affronter la situation et est amenée à la faillite, finalement elle se suicide ou se voit ridiculisée par les médias comme une épave humaine de plus. Tout cela nous mène qu'à une seule conclusion.

L'Etat et le capital, afin de continuer à exister, fabriquent des ilotes modernes qu'on peut facilement comparer aux ilotes spartiates. Il s'agit d'un système, qui avec audace sacrifie des vies humaines sur l'autel du profit. Comme je l'ai déjà dit, un des partenaires principaux de ce crime, ce sont les banques, « requins-prêteurs » légitimés et partiellement responsables du pillage du travail des hommes.

Considérant tout ce qui a été dit auparavant, on peut alors comprendre Mackie dans l'Opéra de Quatr'Sous de Brecht, lorsqu'il demande : « qu'est-ce qu'un braquage de banque comparé à la fondation d'une banque ? »... moi, je voulais résister au niveau personnel mais aussi au niveau collectif — tous ceux qui me connaissent personnellement savent que je participais autant que je le pouvais — à mon joug futur, déterminer moi-même les conditions et la qualité de ma vie, mettre en application mon refus de « travailler » pour ne pas jouer le rôle d'une unité productive supplémentaire, d'une roue du wagon de plus. En attaquant la monstruosité appelée « banque » (même si en même temps je n'avais pas l'illusion que j'allais infliger des coups majeurs au système économique), j'ai choisi la voie de la dignité dans ma vie. Braquer une banque est un acte que je considère, parmi beaucoup d'autres, comme révolutionnaire et qui mérite dignement sa place en tant que tel.

Pour être sincère, je dois admettre que j'étais le destinataire final de l'argent que j'allais obtenir avec ce braquage. Mais en même temps, en tant qu'anarchiste et personne qui veut pratiquer la solidarité, j'aurais été un des premiers à contribuer activement aux besoins financiers qui



pouvant se présenter dans le milieu que je fréquente. Finalement, je voudrais signaler que tout ce que je viens de mentionner jusqu'ici ne signifie pas que je pense que tout anarchiste devrait être braqueur de banques ou que toute personne qui travaille est asservie.

En reconstituant maintenant le cours des événements, je vais commencer par la scène où je me trouve au sol gravement blessé par les tirs des flics et où je dois me laisser prendre dans les bras « chauds » de l'Etat. L'accueil fut pour le moins impressionnant, comme ont pu en témoigner plusieurs personnes, mais aussi exemplaire pour tous ceux qui pensent agir d'une manière identique : un groupe de chasseurs en uniformes bleus et moi dans le rôle du gibier blessé, entouré et recevant des coups de pied "amicaux" —j'ai découvert après que c'était pour me désarmer— et entendant des commentaires comme « *on t'emmerde* » ou « *Alors, tu fais moins de le malin maintenant, hein enculé ?* ». Enfin, pour compléter le tableau, j'ai été menotté les mains dans le dos malgré le fait que je ne pouvais bouger ni respirer suite aux balles reçues dans les poumons, le foie et le coude. Je cite ces faits sans la moindre trace de déception, de tristesse ou de protestation, car je n'attendais pas de meilleur traitement de mes ennemis au cas où je tombais entre leurs mains. En tout cas, un comportement similaire a souvent été appliqué à l'encontre de vilains bien moins « dangereux » ; à titre d'exemple, je voudrais rappeler l'arrestation de manifestants et d'immigrants ou les pogroms dans les camps de gitans. Je ne mentionne ces faits que parce que, d'une façon tragique et irrationnelle, ce sont ces hommes qui, pendant mon procès, apparaîtront en tant que défenseurs de la dignité et de la vie humaine, alors que moi j'aurai le rôle du criminel immoral, cruel, violent et atroce.

Pendant mon séjour à l'Hôpital Général d'Athènes, j'ai littéralement vécu la violation de tout droit humain en tant que détenu, et ensuite en tant que prisonnier. Il y a eu des signes avant-coureurs quant à mon futur traitement lorsque mes parents m'ont visité dans l'unité de soins intensifs. Même s'il existe des règles très strictes concernant le nombre de visiteurs —y compris dans le cas des proches—, un policier armé jusqu'aux dents qui entre et se place dans un coin a pour effet de détruire toute notion d'intimité. Ceci était encore aggravé par le fait qu'à cause des drogues qu'ils m'administraient, je ne pouvais pas même

ouvrir la bouche, et encore moins tenir une conversation. Quelque temps après cet incident, à un moment inattendu, en plein étourdissement causé par le lourd traitement médical et perdu dans une mer de tuyaux connectés à mon corps, j'ai réalisé qu'un garde était maintenant posté dans la chambre de façon permanente, juste à côté de moi. Cette situation m'a vraiment irrité, je ne pouvais pas me reposer et je le lui ai dit. Bizarrement, il a quitté la chambre et il s'est planté devant la porte. Quand les médecins et le directeur des urgences sont venus m'examiner, j'ai bien sûr dénoncé cet incident et eux, sincèrement stupéfaits et contrariés, se sont débarrassés du flic en demandant qui lui avait permis d'entrer.

Là, je dois remercier tous ceux, les gens, les docteurs et les infirmiers, qui ont fait attention à moi et m'ont soigné le mieux qu'ils pouvaient, indépendamment de leurs convictions politiques. Certains ont su résister le plus possible aux différentes pressions des autorités répressives, concernant aussi bien ma garde que le transfert et la sortie de l'unité de soin intensif.

Le 3e ou 4e jour de mon hospitalisation, j'ai été informé que le procureur Diotis allait me rendre visite l'après-midi même. Je dois avouer que je n'étais pas sûr d'être capable de l'affronter, vu ma situation. Le chef de l'unité de soin intensif m'a par contre assuré qu'il serait à mes côtés au cours de l'interrogatoire et m'a informé que, vu mon état de santé, j'avais le droit d'arrêter la procédure à n'importe quel moment, droit que j'ignorais. Alors, lorsque Diotis est arrivé accompagné par un chef de police de la Sûreté et une autre personne dont j'ai oublié le statut officiel, et après que chacun m'ait adressé la parole 2-3 minutes, j'ai signalé à mon médecin que je voulais qu'ils partent. En partant, Diotis m'a assuré qu'ils allaient quand même trouver qui d'autre était avec moi et que si je parlais à ce moment là, cela me faciliterait la vie. Bien sûr, ces mots sont tombés dans l'oreille d'un sourd. À sa deuxième visite, j'ai eu la chance de comprendre qui est en réalité Diotis, lorsqu'au cours d'un vif dialogue avec le chef de l'unité, une phrase très étrange lui a échappé. Ayant terminé son monologue et m'ayant notifié le mandat d'arrêt et le chef d'accusation, il me demande de signer un papier. Le docteur intervient pour lui expliquer que je suis incapable de le faire à ce moment-là et lui demande de partir puisque mes forces m'abandonnent. Alors Diotis, à notre surprise, répond : « *Bien sûr que je respecte la condition de santé du jeune, je ne compte*



pas lui rendre la vie difficile, parce que si je le voulais, j'aurais juste à tirer un peu ses tuyaux et à mettre sa pression à 50 ». À ce moment-là, je me suis rendu compte de ce qui pourrait arriver dans cette chambre si les médecins n'étaient pas des personnes avec un peu de volonté et quelques valeurs, mais de simples pions. J'aurais sans aucun doute découvert les fameuses techniques d'interrogatoires utilisées dans le passé par le procureur Diotis.

Après cet incident, les conditions de ma détention se sont vraiment détériorées. Deux gardes armés étaient placés de manière permanente dans l'Unité de Soins Intensifs et des pressions ont été exercées sur le chef du département pour que je quitte l'hôpital au plus tôt, chose qui fut faite. J'ai alors été transféré dans une salle spéciale de la Clinique d'Ophthalmologie sous prétexte qu'ils pourraient me garder plus efficacement. Dans ce nouvel endroit, je dormais avec deux policiers en civil à mes côtés. De plus, deux flics étaient continuellement postés devant la porte ouverte, et l'un d'eux entraînait toutes les demi-heures pour contrôler la situation. Cinq-six autres flics étaient en outre postés dans la salle d'attente, ainsi que je ne sais combien d'autres dans le couloir.

Le résultat de tout cela fut l'impossibilité de dormir pendant trois-quatre jours et d'avoir l'impression d'être un singe dans un zoo, vu que chaque flic bondissait dans ma chambre pour m'observer tout en discutant de moi sur son portable ou avec ses collègues. À la fin, j'étais à bout et je me suis donc plaint au chef de la sécurité. Ce à quoi il me répondit que j'étais maintenant un prisonnier, qu'ils étaient les seuls à juger comment je devais être gardé et qu'ils me protégeaient contre moi même —vous vous rendez compte, ils veillaient à ce que je ne me suicide pas. D'autres scènes folles ont eu lieu par exemple lorsque, toujours

cloué au lit, je me soulageais devant eux tandis qu'ils m'observaient avec calme, ou lorsqu'ils me passaient les menottes au lit, de nouveau avec l'excuse de prévenir le suicide et d'autres incidents. Signalons enfin la tentative de me kidnapper de la Clinique d'Ophthalmologie pour m'amener à l'hôpital de la prison de Korydallos alors que j'avais toujours des points de sutures, prétendant faussement que les docteurs avaient donné leur accord. À la fin, cela a été du moins évité jusqu'à présent, grâce aux plaintes de mes parents aux docteurs.

Je crois que l'unique but de tout cela était de m'humilier, de me faire perdre tout sens du respect pour moi-même, et plus globalement de me faire réaliser que j'étais entre leurs mains et que je n'avais plus aucun droit. Ces situations m'ont fait prendre l'hôpital et la prison de Korydallos pour un refuge de tranquillité mentale. Entre-temps, tandis que j'attendais d'être transféré à la prison de Korydallos, nous avons assisté à la tentative de poursuites judiciaires orchestrée par les autorités visant à fabriquer des criminels sur la seule base qu'ils appartenaient à mon environnement amical ou au milieu anarchiste. Je suis maintenant sûr que l'arrestation de gens pour interrogatoire, la publication de noms et de mandats d'arrêt a été déclenchée à partir de mes photos personnelles, des appels vers et à partir de mon portable, indépendamment du fait que j'avais un rapport amical avec

ces individus. Je tiens à exprimer ma solidarité à toutes ces personnes.

Selon le scénario des journalistes et de la police, nous formions (ce qui m'était inconnu) un « gang en noir » composé de 10 à 15 personnes, des anti-autoritaires et des anarchistes (ce qui laissait supposer aux autorités qu'il y avait d'autres individus impliqués), « gang » qui aurait commis six autres braquages, allant en vacances dans des stations estivales chères, et aurait (de près) des liens à Passaris, etc. De plus, ils ont qualifié l'argent qui avait été recueilli par divers compagnons pour couvrir les besoins de la mouvance anarchiste et que j'ai gardé en dépôt en banque, comme le produit de vols. Suite à tout cela, j'ai cessé de me défendre lors de l'interrogatoire concernant sept braquages, la tentative d'homicide et le blanchiment d'argent, toutes ces accusations étant créées afin de rentrer dans le cadre de la loi anti-terroriste.

Que l'Etat et ses chiens de garde aient une tactique standard depuis des années maintenant pour ternir la réputation de personnes, pour fabriquer des criminels, pour organiser des procès qui sont des parodies de justice et, de manière plus générale, pour démontrer leur haine et leur désir de vengeance envers tous ceux qui résistent, est bien connu. Pourtant, une question se pose sérieusement si on considère ce qui vient d'être dit. Quelle sorte de traitement et

quelle sorte de méthode l'Etat va-t-il utiliser dans le cas de l'arrestation ou de la reddition volontaire des trois camarades pour obtenir d'eux une confession et les envoyer au procès, mais aussi comment « un procès équitable » sera-t-il garanti à quiconque ira jusqu'au bout de cette procédure ?

Pour terminer, j'ai une chose à dire à tous ceux qui planifient notre anéantissement physique, éthique et politique, une fois pour toutes : peu importe quels sales moyens contraires à la morale ils utilisent, peu importe combien ils nous pourchassent et nous emprisonnent, ils ne nous écraseront et ne nous apprivoiseront jamais.

Je veux dire aussi un grand merci à tous ceux qui ont choisi, choisissent et choisiront de m'apporter leur appui et leur solidarité, par n'importe quels moyens, bien que la nature de mon cas soit, je pense, très difficile.

En lutte,

Yiannis Dimitrakis
Prison de Korydallos
5 juin 2006



Une réponse de Yiannis au ministre de l'Intérieur...

EN RÉFÉRENCE AUX récentes déclarations du ministre de l'Intérieur Vyron Polydoros qui, lors d'une conférence de presse concernant des actions réalisées par des anarchistes en signe de solidarité avec des compagnons injustement incarcérés, en vint à un certain moment à parler d'un certain « *Dimitrakis, cambrioleur de droit commun, à propos duquel les anarchistes écrivent sur Indymedia* », j'ai à déclarer ce qui suit :

Oui, c'est moi qui cambriole quotidiennement le citoyen de ce pays et soulage son portefeuille au cours de tractations avec les impôts, la commune, la banque, la DEI, l'OTE, l'EVDAP (1), le supermarché et le marché.

C'est moi qui, à chaque fin du mois, le pousse au désespoir quand il réalise qu'il ne pourra pas répondre à ses obligations financières. C'est moi qui l'oblige à travailler de longues heures épuisantes (souvent sans même être assuré) en ne lui laissant que le temps de dormir. C'est moi qui piétine ses droits essentiels, acquis de haute lutte et au prix du sang, et qui l'oblige à travailler week-ends compris.

C'est moi qui fait montre de force et d'intransigeance en le tabassant quand il fait grève et manifeste. C'est moi qui ne respecte pas les vieux, leur donnant des miettes pour qu'ils survivent, leur « offrant » des années d'indigence, de honte et d'humiliation.

C'est moi qui ai organisé l'arnaque de la bourse et saigné les économies de milliers de familles. C'est moi et mes agents économiques qui les a entraînées à y investir en vantant ces fameux emprunts boursiers. J'ai poussé bon nombre de gens à la catastrophe économique, d'autres au suicide. C'est moi qui applique un terrorisme permanent en licenciant des travailleurs après 15 ou 20 ans de service, les jetant dans la gueule du monstre vorace qu'est le chômage, et qui en même temps paralyse les autres avec l'épée de Damoclès du licenciement au-dessus de leurs têtes. C'est moi qui par « négligence » tue des travailleurs dans des usines, sur des bateaux, des chantiers, des travaux olympiques et dans des accidents au cours de toutes sortes de travaux « *d'infrastructure et de développement* ».

C'est moi qui m'oppose aux rêves des jeunes, leur faisant connaître l'insatisfaction. C'est moi qui les pousse dans les drogues et la misère. C'est moi qui les prive d'une bonne éducation qui pourrait les munir de ressources adaptées pour lutter dans la vie. C'est moi qui tabasse sans pitié travailleurs, retraités, lycéens, immigrés et étudiants. C'est moi qui viole des femmes étrangères à l'intérieur et à l'extérieur des commissariats. C'est moi qui couvre des circuits d'escrocs, de commerce de drogues et de traite d'êtres humains en m'y livrant aussi de temps en temps.

C'est moi qui rends dingue les conducteurs de voitures et de motos avec des amendes, les justifiant par leur propre sécurité routière. C'est moi qui ne construit pas de routes sûres, causant la perte de centaines de vies humaines sur l'asphalte.

C'est moi qui circule toujours armé et qui, à cause de mon système nerveux, ai tué ou handicapé des jeunes suite à des coups de feu « accidentels », ne laissant derrière moi que douleur, tristesse et exaspération. C'est moi la fameuse jardinière [ndt : il s'agit d'un fourgon de flics] sur laquelle, alors qu'il marchait tranquillement, est tombé cet étudiant chypriote (2). C'est moi qui ai enlevé les pakistanais dans le cadre du maintien de la sécurité nationale. C'est moi qui ai fait saigner les murs d'Odos Balaoritou et de Leoforos Alexandras (3) à force de cris de désespoir, de douleur et d'agonie d'une foule d'inconnus dans les chambres de torture. Tortures que j'applique comme une marionnette parce que je n'ai pas envie de chercher des preuves pour monter une affaire et que je préfère soutirer ainsi de possibles aveux.

C'est moi qui les charge avec des accusations montées de toutes pièces afin que les détentions préventives soient ordonnées à la chaîne. C'est moi qui condamne, comme l'affirment également de nombreux avocats, à des peines injustes et extrêmement lourdes les accusés. C'est moi qui enferme les prisonniers dans des conditions abominables dans des institutions qu'on pourrait appeler usines correctionnelles, en y jetant un simple coup d'œil. C'est moi qui ai prouvé ma négligence et ma lenteur dans l'exécution de mes devoirs, avec comme résultat que quatre HUMAINS brûlent vifs dans leurs cellules de l'aile A de la prison de Korydallos.

C'est moi qui incite et encourage la corruption et les magouilles, dans n'importe quel secteur public.

C'est moi, enfin, la racine du mal, l'origine du monstre, la cause du déclin de la société.

Mais moi, comme vous l'avez affirmé vous-même, je ne suis rien qu'un cambrioleur COMMUN de droit pénal. COMMUN. Moi et mes égaux, accompagnés des cercles auxquels j'appartiens, sommes responsables de tout cela. Mais avant de clôturer cette prise de responsabilité, je voudrais seulement vous poser deux questions :

En tous cas, vous, QUI ÊTES-VOUS ? Et qu'est-ce que VOUS et vos semblables faites pour qu'un jour l'individu et la société toute entière chassent tous ces maux et ceux qui les provoquent ?

Yiannis Dimitrakis
de la prison judiciaire de Neapolis
20 décembre 2006

1. Compagnies grecques d'électricité, de téléphone et d'eau.
2. Il y a un an, un fourgon de flics anti-émeute a écrasé un étudiant chypriote au cours d'une manifestation.
3. Il s'agit de noms de rues où il y a des commissariats.

[Ces deux lettres sont extraites de *La Cavale* n°6, février/mars 2007, p.23 et n°7, avril/mai 2007, pp.22-24]



Entretien téléphonique, au cours de la mutinerie dans la prison de Malandrinos

« L'anarchiste de 28 ans, Yiannis Dimitrakis décrit les conditions quotidiennes infernales de la prison de Malandrinos. La nouvelle de son tabassage par un gardien a déclenché des révoltes dans 11 prisons à travers le pays. Dans notre conversation téléphonique, il a décrit les conditions de sa détention à Malandrinos comme la pire qu'il ait dû affronter : il a d'abord été incarcéré en préventive à Korydallos (Athènes), puis à Neapolis Lasithiou avant d'être transféré le 22 décembre 2006 à Malandrinos.

Comment se passent les choses dans la prison de Malandrinos ?

Les choses sont allées très loin. Tous les quartiers sont à présent sous notre contrôle, exceptés les

bâtiments administratifs. Une délégation de cinq membres a rencontré le secrétaire général du ministère de la Justice, Mr. Panouris. La police anti-émeutes commence une guerre psychologique contre nous.

Beaucoup de gens pensent qu'un nouveau type de prison pourrait améliorer les conditions de détention...

Les nouvelles prisons comme celles de Malandrinos créent de nouvelles tensions. Les quartiers sont complètement isolés, 480 prisonniers sont face à un panorama. Les couloirs sont si étroits qu'on perd le sens des distances ; les cours extérieures sont extrêmement petites. Il y a un manque de communication directe avec les familles à cause de l'hygiaphone. La prison est

divisée en dix ailes, en réalité ce à quoi nous sommes confrontés ce sont dix unités d'isolement. L'arbitraire est de mise : la prison est devenue une entreprise privée. Certaines unités réservées aux activités prévues sur les plans initiaux ont été transformées en cellules supplémentaires. Le bâtiment n'a pas de système d'eau potable ou d'égouts. La prison a été construite au sommet d'une montagne au milieu de nulle part et jusqu'à présent il y a de sérieux problèmes d'eau potable et d'évacuation.

Comment se présente la communication avec l'extérieur ?

L'isolement géographique amplifie le fait que rien ne parvient de l'extérieur. Ce matin, des équipes de TV sont arrivées,

mais seulement pour repartir dès l'après-midi. Si des proches veulent passer, ils doivent voyager quatre heures pour un parloir d'une demie-heure. Certains ne peuvent recevoir de visite qu'une fois tous les deux mois. La distance géographique rend la communication avec les avocats impossible. Ils nous enferment ici comme des corps sans âme, ils se contentent de nous alimenter jusqu'à ce qu'on nous annonce un beau jour que notre peine est purgée. »

[Entretien publié dans le quotidien *Eleftherotipia* puis traduit en anglais sur indymedia Athènes le 25 avril 2007]

BRÈVES DU DÉSORDRE

20 décembre, Buenos Aires : Cinq ans après les émeutes de 2001, des groupes et individualités anarchistes ainsi que d'autres manifestants détruisent plusieurs banques et commerces, et attaquent des flics dont cinq sont blessés.

27 décembre, Buenos Aires : Des proches et amis d'une jeune fille assassinée par balles en novembre attaquent un commissariat, incendient une voiture et détruisent un véhicule de police dans le quartier de Lanus. Ce sont près de 50 personnes qui sont entrées dans le commissariat, détruisant tous les meubles et le matériel, tandis que d'autres jeunes se déchaînaient au dehors.

5 janvier, Mar del Plata : toutes les vitres de la permanence du Frente Para la Victoria, de tendance kirchnérienne, sont détruites. Le local avait été inauguré il y a peu. La même nuit, un local de la chaîne de supermarchés Toledo, responsable de l'exploitation de centaines de travailleurs dans la ville, subit de gros dégâts. Les deux actions sont revendiquées par des anarchistes.

4 février, Buenos Aires : tard le soir, le consulat espagnol est repeint avec des slogans en solidarité avec les prisonniers du 4F de Barcelone (incarcérés depuis un an). La nuit même, un engin explosif est déposé à la Banca Nazionale del Lavoro, revendiquée en solidarité avec les prisonniers du 4F et tous les compagnons réprimés.

15 mars, Buenos Aires : manifestation devant l'Ambassade du Danemark en solidarité avec les 197 camarades encore incarcérés à Copenhague lors de l'expulsion du squat historique Ungdomshuset (1982).

24 mars, Buenos Aires : incendie du jardin et de la porte d'une Eglise dans le quartier d'Abasto, soulignant «la relation active de l'Eglise avec cette culture assassine, comme elle le fut en 1976 lors du coup d'Etat militaire». Action revendiquée par le Grupo de la Cólera.

12 avril, Buenos Aires : 10 flics blessés lors de la tentative d'expulsion d'un terrain occupé depuis des années par des familles, à Lanus (entre Villa Caraza et Villa Diamante). Les affrontements ont vu d'un côté les boucliers, les matraques et les flingues, de l'autre des molotovs et des barres de fer.

13 avril, Buenos Aires : Des inconnus ont balancé deux molotovs à Villa Mercedes contre la maison de la sénatrice Liliana Negre de Alonso (PJ) et de son mari, le Procureur d'Etat Mario Alonso.

Cinq ans après... vengeurs et vigilants

LE 20 DÉCEMBRE DERNIER, fut le 5e anniversaire de la révolte populaire qui ce mois-là, bien au-delà des appareils politiques et des intérêts égoïstes de la classe moyenne supérieure, a créé pour les gens une nouvelle manière de comprendre leurs propres affaires. Ainsi, se produisirent un peu partout des assemblées de quartier, des blocages de route, des saccages de supermarchés, des occupations d'usines, des barricades coupant la route, des occupations d'immeubles et de terrains et un rejet de la classe politique dominante.

Le temps, l'intromission des partis, l'ingénuité de croire en la rénovation d'une classe politique auparavant houspillée et les limites de ses consignes réformistes ont fait que tout continue comme avant, ou pire encore, que l'Etat encourage l'idée de libre participation citoyenne et d'espaces soi-disant autonomes.

Comprenant cela et loin de toute interprétation folklorique de cette date, pas non plus prêts à se joindre à la procession menée par les partis de gauche dont le degré de responsabilité dans notre misère quotidienne est égal à celui des autres, un bloc anarchiste a décidé de mettre en pratique ce qui se clame tant dans certains périodiques et qu'on ne voit jamais : l'action directe.

Pas moins de 40 compagnons (anarchistes ou non) ont attaqué divers symboles du capitalisme et de la démocratie pacificatrice avec lesquels ils prétendent nous tenir en respect (Banco Provincia, Banco Francés, Banco HSBC, les magasins McDonald's et El Cabildo, une antenne de la chaîne de télévision TELEFE, l'assurance Franco-Argentina, etc...), produisant également des affrontements avec les forces de police, et cinq de ces serfs du pouvoir ont fini à l'hôpital.

Comme d'habitude sont apparus les «flics du mouvement». Cette fois ceux qui se sont chargés de cette tâche navrante furent les militants de la CCC [maoïstes du PCR-PTP], mais on ne peut pas dire qu'ils ont réussi à

accomplir leur devoir. La détermination et le courage des compagnons leur a fait savoir que nous ne sommes pas tous prêts à nous vendre pour les miettes du pouvoir en place.

La révolte qui a explosé en décembre 2001 signifie pour beaucoup d'entre nous un avant et un après, une réaffirmation de nos valeurs et nos pratiques anarchistes.

A présent, qu'ils ferment leur gueule ceux dont les partis ne cherchent que des militants, faire de la propagande, des votes, etc. et qu'ils cessent de diffamer les compagnons qui ont agi avec leurs principes. Des compagnons qui ont compris qu'il ne peut y avoir de différence entre théorie et pratique, que le reste n'est que pur cynisme de libre-penseurs, pure pose «libertairement correcte», des compagnons qui ont compris qu'on peut agir, que cela dépend de nous, et que les morts, nos morts, seront vengés.

Pour que la prochaine fois les entreprises capitalistes soient rasées par centaine, de même que les antennes de la presse bourgeoise (cette presse qui manipule en fonction des intérêts de ses patrons et qui se permet de pester contre ceux qui décident reprendre ce qui leur appartient, de toutes les manières, en les appelant dégénérés, fous, malades, etc.), pour que les policiers soient envoyés à l'hôpital par centaine (et qu'ils n'en sortent qu'en cercueil) et pour que cette fois oui, ils s'en aillent tous et qu'il n'en reste pas un (mais après nous avoir rendu des comptes, à nous l'ensemble des exploités de son ordre économique-politique).

Pour les morts, pour nous et ceux qui viendront, nous sommes là...

Pour l'anarchie !

[Traduit de l'espagnol. Tiré de *Motin* n°5, bulletin de la CNA de Buenos Aires, novembre/décembre 2006, p.2]

Mutineries argentines

• **15 février, La Rioja** : plusieurs prisonniers de l'aile des mineurs (moins de 21 ans), commencent une révolte contre les mauvais traitements et réussissent à s'emparer de trois autres ailes, où se produisent de durs affrontements avec les matons (nombreux blessés de ce côté-là aussi). Les familles qui se rassemblent à l'extérieur sont dispersées à coups de lacrymogènes et balles en caoutchouc.

• **5 mars, Formosa** : un groupe de 90 détenus du bâtiment des hommes se mutine, brûlant des couvertures et exigeant la présence du juge pour lui remettre leurs revendications. Le 3 janvier,

200 prisonniers s'étaient déjà mutinés pendant quatre heures, prenant des matons en otage et brûlant plusieurs cellules.

• **10 mars, La Plata** : dans le commissariat n°11 (les grands commissariats servent aussi de prison face à la surpopulation), 14 détenus se mutinent et prennent des flics en otage. Ils réclament de meilleures conditions et un rapprochement familial.

• **19 mars, Corrientes** : Les prisonniers de l'Unidad Penitenciaria n°1 se mutinent. On compte deux morts et un blessé grave lors de la répression. Une grève de la faim éclate la semaine suivante.

• **21 mars, Ushuaia** : une mutinerie éclate dans la Préfecture de Police. Elle a duré de sept heures du soir à quatre heures du matin, les détenus brûlant des matelas et rompant les vitres. C'est le commando anti-mutineries et les pompiers volontaires qui y ont mis fin.

• **24 avril, Rio Gallegos** : un groupe de détenus de l'Unité 6 de cette prison pénale s'est mutiné, brûlant des matelas et refusant d'accomplir leur travail. Ils réclament l'accélération des jugements et plus de visites.

[Traduit de l'espagnol. Tiré de *Motin* n°7, mars/avril 2007, pp.9-12]

Les orangers

CHACUN SE PENCHE sur les différents possibles et cherche, au milieu de toutes les contraintes, une manière de subsister, de survivre dans cette société. C'est ce qu'on peut faire... tant que nous ne la mènerons pas à sa perte. Il ne s'agit pas ici de manipuler des victimismes sensationnalistes comme le fait la bourgeoisie. Je vais juste vous parler d'une des pierres que nous lance au visage ce système, une pierre de plus jetée par ses responsables dans cette lapidation quotidienne que nous infligent les Etats.

Prenons un exemple : vendre des oranges. Un groupe de mômes et d'adolescents voit passer devant lui quotidiennement 34 800 tonnes de cet agrume, exporté par une exploitation agricole située à Oran, province de Salta. Ces jeunes, loin de bloquer devant des jeux-vidéos ou de tuer le temps, décident de pénétrer dans cette «propriété privée». Une fois à l'intérieur, ils se divisent en deux groupes ; l'un reste derrière la barrière et l'autre s'occupe du chauffeur du camion de transport pour lui offrir des clopes et des feuilles de coca, afin qu'il diminue sa vitesse et ne les balance pas aux gardes à la sortie ; deux montent à l'arrière du camion pour remplir quelques sacs et vendre ainsi les oranges le lendemain dans les rues de la ville. Tout se passait bien, jusqu'à ce que cette routine soit intentionnellement brisée. Un après-midi arrivent une camionnette et un camion en plein phares. Et surtout des paysans aux cris de «nous allons les tuer», demandant aux gardes qu'ils leur tirent dessus. Les jeunes à l'intérieur courent logiquement comme des dératés, apeurés, tandis que le groupe de l'extérieur tire à coups de fronde des pierres de tout calibre pour protéger la fuite de ses amis. Il n'y eut pas de blessés, mais la source de revenus était cramée.

Les arbres flamboyant sous la brise du vent observent en témoins muets courir la Vie, l'adrénaline et la survie de ces petits humains désespérés...

Ils laissèrent passer quelques jours pour que les choses se tassent, mais la faim redoublant et enflant, ils revinrent cette fois moins nombreux. La crainte toujours présente et l'infériorité numérique ne les a pas arrêtés. L'âge importe peu aux privations, elles ne cessent ni ne s'adaptent, elles croissent tout simplement vertigineusement. Ils attendirent le camion sans appui extérieur et tous grimperont y faire des réserves, y remplir les sacs.

Mais comme une grimace prémonitoire de leur destin, la trahison trace son méprisable sillon sur le chemin de ces gamins. Le camionneur —leur complice à plusieurs reprises parce qu'il en profitait— décide cette fois de changer de complicité ; au lieu de ralentir, il accélère à fond et dévie son trajet jusqu'à un endroit plus sombre. Dès qu'il s'arrête, apparaissent des gardes armés de bâtons, de chaînes, d'armes à feu et de bambous. «*Ils nous ont frappés avec les bâtons et les bambous, nous ont torturés, nous ont menacés de mort si nous racontions ce qui s'était passé et ils voulaient nous mettre les bâtons dans le cul*», a raconté Michel, un des mômes torturés. Après plusieurs bastonnades et d'interminables coups, ils purent finalement s'échapper dans différentes directions. Mais en se réunissant à la sortie de l'exploitation, ils découvrirent que l'un d'eux manquait : Néstor Peyra, «el corto» comme ils l'appelaient. Rapidement commença une recherche désespérée, avec l'aide de parents et d'amis. Le corps sans vie apparut deux jours plus tard dans le canal de l'exploitation, un sac sur la tête, pieds et mains liés, le visage brutalement défiguré.

Les arbres flamboyant sous la brise du vent observent en témoins muets l'agonie, la mort et comment l'eau se mêle lentement au sang répandu du petit inconnu...

Il a agonisé douze heures avant qu'ils ne décident de lui donner «le coup de grâce» dans la tête et de le jeter dans le canal pour simuler une noyade, comptant ainsi sur l'impunité de sa pauvreté.

Aux échecs, le pion joue un rôle essentiel : attaquer et se sacrifier pour son Roi. Dans cette société, il en est de même avec le classique «lèche-cul du patron». Les *peónes*, le chauffeur, la sécurité privée, la société toute entière s'appuient sur l'excuse de la perte de leur «travail» pour justifier ainsi de tuer ou de mourir pour le conserver.

A présent, sa famille, ses amis et voisins marchent vers le néant, submergés par la «justice» divine et légale, avec une pancarte qui dit «*un sac d'oranges vaut-il plus qu'une vie ?*», espérant une réponse de l'Etat, de cet Etat qui n'est qu'un employé de plus de l'exploitation (la Seabord Corporation). La chaîne continue, refusant de voir et de régler le véritable problème, et ainsi passe leur vie ; ils ne se souviennent de lui que lorsque l'histoire ressort, et maudissent. Ils s'adaptent en confiant la justice aux mains du problème (Dieu et l'Etat) et attendent qu'ils leur répondent. Mais l'un est une fantasmagorie créée par le fanatisme historique, et l'autre, le complice né de tout crime social. Tant qu'on n'éliminera pas à la racine les responsables du problème, la chaîne se perpétuera et la vie continuera à valoir bien moins qu'un sac d'oranges...

En ses derniers jours, le problème vibrera du sommet à la racine, en une Mutinerie Universelle telle que n'en ont jamais vue ni vécue la bourgeoisie et ses défenseurs. Il tremblera avec une telle force que la terre se fendra du haut des guérites jusqu'aux fondements des prisons ; des constructions les plus imposantes, élevées à la sueur exploitée de l'humanité, jusqu'aux profondeurs des mines ; du sommet des montagnes qui se perdent dans les nuages jusqu'au centre même de la terre...

... Et les arbres déjà brûlés au dehors et verts en dedans observeront en témoins muets la vie se battre en duel avec la mort, et la destruction et la construction de la planète. Ils seront également présents parmi les rares survivants, dans le nouveau monde, dans ce monde détruit mais libre dont on verra bien à ce moment-là comment il continue. Ils attendront la pluie, qui les couvrira et les irriguera, en finissant avec le soleil brûlant, source de leur énergie vitale. Les fruits reviendront —les leurs et les nôtres— flamboyant avec la brise du vent, observant en témoins muets la nouvelle histoire, écrite cette fois par d'autres mains, des mains sans sueur exploitatrice... Et ils continueront à observer, oui, eux : les Orangers.

Vilchesz

[Traduit de l'espagnol.
Tiré de *Libertad* n°41, mars/avril 2007, p.7]



BUSH À MONTEVIDEO

Début mars 2007, le président américain Bush est venu faire un tour dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, du Brésil à la Colombie, en passant par le Guatemala, le Mexique et l'Uruguay. Au-delà de sa politique sur ce continent ou en Irak, il va de soi qu'avec une forte tradition de gauche nationaliste entretenue depuis les Tupamaros et le Parti communiste dès les années 60 et ce jusqu'à aujourd'hui, la protestation allait être conséquente en Uruguay comme elle le fut dans les autres pays.

La semaine précédent sa venue, l'opposition à la venue du boucher se faisait déjà entendre. Le 21 février, une bombe artisanale explosait dans le local contenant un distributeur de billets de la *Boston Bank* (tube rempli de poudre noire et mèche), face à l'Assemblée Nationale. Les jours suivants se sont multipliées les alertes téléphoniques à la bombe dans différents tribunaux et jusqu'au ministère de l'Intérieur qui, tous, furent évacués quelques heures.

Le 9 mars, jour où Bush et Tabaré fêtaient leurs agapes, deux protestations avaient lieu. Une première, organisée par l'unique syndicat du pays, l'officialiste PIT-CNT, qui s'est contenté d'un rassemblement avec prises de parole, protégeant la zone avec son service d'ordre. La seconde était une manifestation sous l'égide de la *Coordinación Anti-impérialista* (composée d'organisations trotskistes et maoïstes argentines et uruguayennes et de démocrates radicaux) : 8 000 personnes ont descendu *18 de Julio*, la principale avenue commerçante de la capitale. Le long du parcours, outre les nombreux tags, six commerces (dont deux *Mc Donald's*) ont perdu leurs vitrines, un magasin de lunettes a en plus été pillé, et un temple de l'Eglise Universelle du Royaume de Dieu a été attaqué et ses portes vitrées brisées. 17 personnes ont été arrêtées et relâchées. Le lendemain, une centaine de personnes se sont à nouveau réunies devant l'Ambassade américaine, où des drapeaux US ont été brûlés. Bref, le spectacle des contre-sommets version sud-américaine (impossible de sortir de l'anti-impérialisme par exemple).

La nouveauté est venue deux semaines plus tard, pour rappeler à ceux qui en avaient perdu l'habitude que le pouvoir, même démocrate et de gauche, a ses propres impératifs en matière de répression de toute contestation politique pratique explicite. Le 28 mars, une perquisition est menée par la *Dirección de Inteligencia* (la DST française) qui arrête alors Fernando Masseilot (25 ans). Identifié grâce aux

images des journalistes très présents lors des incidents, il est depuis lors incarcéré par la juge Graziela Gatti non pas, comme on pouvait s'y attendre, pour « atteinte à la propriété » ou « dégâts », mais pour « sédition » : « *exercice au nom d'une finalité politique et sociale d'actes de haine et de vengeance contre une personne ou une classe et leurs biens, dans le cadre d'un soulèvement public et tumultueux* », délit puni de deux années minimum à six années de prison. On se souvient que ce délit appliqué couramment des années 70 contre les guérilleros urbains avait été ressorti pour la première fois contre quatre manifestants lors des incidents de Ciudad Vieja le 4 novembre 2005 (manifestation à Montevideo contre le Sommet de Mar del Plata en Argentine). Une gigantesque mobilisation, liée à la résurgence de ce délit dans un pays où la coalition de gauche (*Frente Amplio*) menée par Tabaré Vázquez venait pour la première fois de son histoire d'accéder aux affaires, avait permis leur remise « en liberté » un mois après. Cette fois, Fernando est peu soutenu, la normalisation a fait son effet et l'indignation citoyenne son temps. Restent les anarchistes et une association droitdelhommiste, *Plenaria Justicia y Libertad*.

Le 12 avril 2007, lors d'une manifestation de 350 personnes pour la libération de Fernando organisée par cette dernière, des drapeaux américains ont été brûlés. A cette occasion, Washington Muñiz, un vieux militant connu du MLN (Tupamaros), fut littéralement enlevé par des flics en civil. Accusé par la juge Aída Vera Barreto d'avoir « vilipendé l'emblème d'un pays étranger », il sera incarcéré avant d'être rapidement relâché. La ficelle de ses ex-compagnons de lutte armée et de Parti désormais à la tête de l'Etat était cette fois trop grosse.

A présent, les murs de la ville sont couverts de slogans géants comme « *Liberté pour Fernando, prisonnier de Bush et Tabaré* », « *Séditieux d'hier, répresseurs d'aujourd'hui* » ou « *Bush ordonne, la presse balance et le Frente incarcère* ».

Enfin, signalons deux actions de solidarité. Le 16 avril, Jorge Zabalza, ex-dirigeant militariste Tupamaro a brûlé en direct sur la chaîne Canal 4 un drapeau américain et, plus intéressant, le même jour tôt le matin, deux molotovs ont atterri au centre de Montevideo dans le *Círculo Policial del Uruguay* [Cercle policier d'Uruguay], incendiant un rideau, un bureau et plusieurs meubles avant d'être éteint. Sur l'immeuble d'en face, un tag précisait « *Viva la sedición* »...

Séditieux d'hier,

COMME dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, la gauche est arrivée au pouvoir en Uruguay il y a peu de temps, mettant fin à la domination des deux partis (colorado et national) qui régnaient sans partage depuis 1865. Le *Frente Amplio* (FA) créé fin 1970, vaste coalition de partis réformistes (des ex-Tupamaros au Parti communiste, en passant par les socialistes et des démocrates-chrétiens), a gagné l'élection présidentielle en octobre 2004, et ce dès le premier tour. Tabaré Vázquez, un socialiste déjà maire de Montevideo depuis 1990, prend ses fonctions le 1er mars 2005 en disposant d'une majorité au Parlement. Et en un peu plus de deux ans, on peut dire que la main gauche du Capital n'a pas chômé dans ce petit pays d'un peu plus de 3 millions d'habitants.

Après une dictature militaire de 1973 à 1985 qui s'est employée à liquider l'explosion sociale de la fin des années 60 tout en préservant les intérêts des latifundistes exportateurs (viande, cuir, riz, laine et produits lactés) restés au temps de l'économie-à-papa, est donc venu le temps pour la gauche d'achever le travail commencé dans les années 90 par ses prédécesseurs libéraux pour créer un marché intérieur et une classe moyenne dans le cadre d'un Mercosur (marché commun regroupant Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela) qui favorise l'intégration régionale dans la division mondiale du travail. Comme les pays voisins, l'Uruguay a donc implanté de vastes zones de soja transgénique, développé son industrie forestière avec par exemple le projet de deux grosses usines de cellulose (la première sera inaugurée en septembre prochain) mais a aussi misé sur l'informatique en devenant producteur reconnu de software. Enfin, le pays a signé en octobre 2006 avec les Etats-Unis un Accord cadre sur le commerce et les investissements (TIFA) qui pourrait déboucher rapidement sur un Traité de libre commerce (TLC).

Bien entendu, les espoirs suscités par le nouveau gouvernement ont été vite déçus. Le travail du MPP (Mouvement de Participation Populaire contrôlé par les ex-Tupamaros du MLN), majoritaire dans la coalition du FA, et d'un Parti communiste qui a conservé une influence à travers le PIT-CNT, confédération syndicale unique, est donc non seulement de faire passer les réformes à grands coups de propagande, mais aussi d'un quadrillage étroit des quartiers. Le Plan d'Urgence destiné aux plus pauvres permet par exemple d'assurer un contrôle social par la distribution directe d'argent, tandis que la naissance d'une nouvelle bureaucratie offre la possibilité de créer un clientélisme par les postes de travail liés à la nouvelle administration (dans la fonction publique, mais aussi à travers Antel, la compagnie nationale de télécommunication, ou la pieuvre Ancap, qui possède raffineries, cimenteries et gère la distribution d'essence et de canne à sucre). Quant à la propagande, elle va du culte de

répresseurs d'aujourd'hui

la personnalité (pour Sendic, un dirigeant historique des Tupamaros mort en 1989 ou plus récemment pour l'ex-tupamaro Mujica, ministre de l'Agriculture) à une mobilisation permanente à travers le nationalisme (contre l'Argentine ou avec l'exaltation du «libérateur national» Artigas) et des médias qui ont remplacé les comités de base comme relais : les mots d'ordre du gouvernement comme le «pays productif» sont répétés à satiété.

Il s'agit là de faire accepter de force pas moins que l'accroissement permanent du fossé entre les riches et les pauvres à l'heure où beaucoup croyaient au «changement», ce qui s'accompagne clairement par une forte militarisation de l'espace social. Outre une police et des vigiles armés qui ont carte blanche contre une délinquance croissante (la seule nouveauté du FA en matière de police fut d'y implanter son propre syndicat corporatiste), ce sont 1 100 nouvelles places de prison qui sont en cours de livraison et un projet d'en construire 2 000 autres pour pas moins de 15 millions de dollars. De même, la zone de Santa Catalina va recevoir un port militaire, dans la grande tradition de la dictature d'installer des casernes dans chaque quartier populaire de Montevideo. Au même moment, à l'autre bout de la ville dans la zone bien bourgeoise (Carrasco), ce sont trois nouveaux quartiers privés, avec mur d'enceinte, caméras et gardes, qui vont surgir de terre sur 200 hectares. En mars, le gouvernement a aussi, dans la même veine sécuritaire, proposé de réintroduire le service militaire obligatoire ou d'étendre la gratuité du transport public à plus de deux agents par bus.

A un niveau plus que symbolique enfin, pour un pays qui compte plusieurs ministres ex-Tupamaros ou communistes dont les militants ont été incarcérés, systématiquement torturés, assassinés et incarcérés durant la dictature, la présidence de gauche a accepté en avril 2007 une proposition de loi de «Réparation aux victimes de la subversion» lancée par le député d'extrême-droite colorado Daniel Garcia Pinto, visant à verser une indemnisation de 150 000 dollars à chaque famille des ordures victimes d'accidents mortels du travail sous les coups de la guérilla de 1962 à 1976 (18 militaires, 34 policiers, 16 bourgeois). Et pour

boucler l'ignominie, elle y a inclut 26 familles de *desaparecidos* (et uniquement celles-là, les seules officiellement reconnues par la Commission pour la Paix, sur les quelques 260 *desaparecidos*, sans compter les dizaines d'assassinés dans la rue ou par les Escadrons de la Mort). Le nouveau Président Tabaré Vázquez avait d'ailleurs déjà précisé le 2 mars sa théorie des «deux démons» (militaires et guérilleros sur le même plan), posant l'équivalence du terrorisme d'Etat et des attaques armées des révoltés, lors d'un meeting-bilan de ses deux années aux affaires devant 60 000 personnes : «*face aux générations futures, disons plus jamais, plus jamais d'uruguayens contre d'autres uruguayens*». En même temps, il y a pour la première fois depuis le retour de la démocratie en 1985 un nouveau prisonnier incarcéré pour «sédition» (deux années de prison minimum), comme au bon vieux temps où régnaient ses nouveaux amis : Fernando, qui a eu le tort de briser les vitres d'un McDo lors de la visite de Bush le 9 mars dernier.

Pour terminer d'illustrer cette politique qui ne leurre que les sourds et les aveugles (une des premières décisions de Vázquez fut de renier une promesse du FA en posant son veto personnel à la légalisation de l'avortement), au lendemain de l'incarcération de Fernando le Parlement adoptait à l'unanimité droite/gauche la modification de l'article 394 du code pénal. Désormais sera punie de prison «*l'occupation arbitraire, partielle ou totale d'un terrain ou immeuble*», sachant que «*la plainte pourra être portée par toute personne et à n'importe quel moment*». Les dizaines de milliers de squatters survivant dans les bidonvilles en périphérie n'ont qu'à bien se tenir.

L'Uruguay a souvent été considéré comme un modèle en matière sociale sur le continent (et l'est encore par les citoyens-flics du *Monde Diplomatique*, voir leur numéro de février dernier). S'il s'agit d'un modèle, il s'agit de celui d'une gauche latino en matière de pacification sociale dans un pays aux dimensions de laboratoire. Mais ce serait oublier encore une fois la mauvaise volonté de tous ces pauvres qui n'ont pas plus de choses à perdre qu'avant, et l'illusion en moins qu'une politique, même de gauche, peut changer leur vie. Vive la subversion !

Discours introductif à l'anniversaire de la bibliothèque anarchiste du Cerro

LA BIBLIOTHÈQUE anarchiste a ouvert ses portes dans le Cerro il y a un an. Elle nous a permis de mener différentes activités, de nous rencontrer et de porter plusieurs luttes.

Le pouvoir, de son côté, a également continué à renforcer son processus de domination. Il ne peut par exemple échapper à personne que la question des usines de cellulose prend actuellement une tournure nationaliste.

Nous autres, comme anarchistes, n'avons jamais pensé que la contestation de ces installations doive se limiter aux écologistes. Au contraire (et le petit jeu crade de la gauche qui use du pire nationalisme d'Etat le démontre), il s'agit d'attaquer des usines qui ne signifient que désastre pour l'environnement mais aussi esclavage salarié et empoisonnement de la population. Car derrière ce projet de mort, se cache clairement le projet plus vaste du «pays productif».

Cette même gauche a toujours été prête à tout pour parvenir au pouvoir, de la lutte armée aux urnes, parce que c'est uniquement ce qui l'intéresse et ce qui l'a toujours intéressée. A présent qu'elle a réalisé son but, chacun peut expérimenter sur sa propre peau le prix réel du «changement» : plus de flics dans les rues, construction de nouvelles prisons et du port militaire de Santa Catalina, intervention impérialiste à l'extérieur pour aider les Etats-Unis [l'Uruguay a envoyé des troupes au Congo et en Haïti] et accords économiques en cours avec eux, continuation de la dégradation des conditions de survie, hypocrisie étatique du Plan d'Urgence qui ne signifie rien d'autre que contrôle social et pacification des quartiers, toujours plus de lois répressives sous divers prétextes, tentative de réintroduire le service militaire ou implantation de jours d'instruction militaire au lycée, sans parler de l'interdiction de l'avortement...

Face à l'utilisation du nationalisme dans la question des usines à papier, face à la militarisation de l'espace social (seul moyen pour imposer la modernisation économique que leur propagande nomme «pays productif»), nous autres anarchistes, à travers le projet de la Bibliothèque et mille autres, continuerons à lutter sans trêve contre toute expression de l'Etat/Capital, qu'elle vienne de sa main gauche ou de sa main droite, qu'elle prenne le visage de la dictature ou celui de la démocratie... jusqu'à la destruction de toute forme de domination, jusqu'à la liberté, jusqu'à l'Anarchie !

Montevideo, 25 mars 2007



CHRONOLOGIE

PARTIELLE DU CONFLIT

1985

L'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA) effectue des études de viabilité sur l'implantation d'usines de cellulose.

1987

10 décembre. Approbation de la loi n° 15.921 qui crée des zones franches.

28 décembre. Approbation de la nouvelle loi forestière n° 15.939, dont les décrets définissent les zones à vocation forestière qui recevront des subventions étatiques.

1990

25 juillet. Un décret autorise à planter en arbres n'importe quel terrain qui aurait déjà 60 % à vocation forestière. Avant son abrogation en 1995, il aura permis la plantation de 120 000 hectares.

2002

21 mars. L'Uruguay et la Finlande signent un accord de 20 ans qui protège les investissements finlandais de tout risque de guerre, catastrophes naturelles ou «insurrection».

2003

4 octobre. Suite à l'annonce de l'implantation d'une usine de cellulose de la transnationale espagnole Ence à Fray Bentos, les habitants de la zone coupent pour la première fois le pont frontalier Uruguay-Argentine.

9 octobre. Le gouvernement de Jorge Batlle autorise Ence par décret à construire son usine.

24 octobre. La transnationale finlandaise Botnia annonce sa volonté de construire une usine de cellulose.

24 octobre/1er novembre. Le VIII Congrès du PIT-CNT, unique confédération syndicale du pays, se prononce contre la construction d'usines de cellulose.

10 novembre. Le pont de Ence sur le fleuve Uruguay est inauguré en présence du Président Batlle et de celui de la Xunta de Galice.

2004

Février. Des résidents de Fray Bentos et de nombreux journalistes uruguayens des grands périodiques sont invités tous frais payés en Finlande par Botnia.

12 mai. Le parlement vote le traité avec la Finlande, mais sans la voix du Frente Amplio (FA, coalition de toute la gauche).

5 juin. Tabaré Vázquez, candidat à la présidentielle pour le FA, déclare en ce jour international de l'Environnement : «*connaissant les besoins du Tiers Monde, les pays riches nous envoient, à nous, leurs investissements polluants parce qu'ils ne veulent pas détruire leur environnement.*»

Juin. Second voyage en Finlande tous frais payés par Botnia de résidents, de journalistes papier et cette fois aussi radio.

15 octobre. Le gouvernement concède une zone franche à Botnia.

27 octobre. Le gouvernement concède une zone franche à Ence sur un terrain de 284 hectares.

Arrivée aux affaires en mars 2005 pour la première fois de l'histoire de l'Uruguay, la gôche a fait du slogan développer le «pays productif» son leitmotiv. Montrant encore une fois la continuité entre la main gauche et droite du Capital, elle a continué d'encourager les investisseurs à piller le territoire et exploiter sa main d'œuvre. Sa grande affaire est à présent l'implantation d'usines de pâte de cellulose (qui transformée une fois exportée deviendra du papier) des entreprises finlandaise et espagnole Botnia et Ence .

La première, construite le long du fleuve Uruguay, un affluent du rio de la Plata qui fait frontière avec l'Argentine, a suscité l'opposition des riverains. Du côté argentin, cela fait des mois que le pont de Fray Bentos qui enjambe le fleuve est bloqué de façon permanente par les membres de l'Assemblée de Gualaguaychú, tandis que les deux autres, à Paysandú et Salto —uniques autres postes-frontière par la route— le sont aussi régulièrement. Face à cela, le gouvernement du Frente Amplio («Front large», coalition de centre-gauche) use sans vergogne de l'arme du nationalisme le plus outrancier pour souder la population derrière lui. De son côté, le syndicat unique, le PIT-CNT, a mis son opposition initiale au projet en veilleuse, à l'image de toute cette gôche para-institutionnelle qui apporte son soutien «critique» au gouvernement.

Les anarchistes semblent bien être les seuls à peindre encore régulièrement les murs de la ville pour exprimer leur opposition radicale aux usines de cellulose ou à la rappeler dans les tracts distribués à d'autres occasions. Un compagnon uruguayen nous a transmis le texte ci-dessous où il explique ce que sont ces usines de mort et leur opposition.

Les raisons d'une opposition aux usines de cellulose

D'énormes usines de cellulose sont en train de s'installer en ce moment en Uruguay. L'une appartient à l'entreprise Ence (Espagnole) et l'autre à Botnia (Finlandaise), sans compter une troisième, de l'entreprise Stora Enso (Suédo-finlandaise), qui est déjà en train d'acheter une partie des 100 000 hectares qu'elle nécessite pour obtenir la base de son négoce, les eucalyptus.

La cellulose est la matière première qui sert à la fabrication de papier. Dans ce genre d'usine, on extrait la cellulose des arbres, on la blanchit puis on la transforme en une pâte qui —dans ce cas— sera exportée dans d'autres pays pour en faire du papier. L'approvisionnement de ces entreprises nécessite de grands domaines de monocultures d'arbres (principalement de l'eucalyptus), c'est pour cela qu'elles sont propriétaires et/ou liées à des entreprises de déforestation, Ence avec Eufores et Botnia avec Forestal Oriental.

La coupe indiscriminée et la consommation des forêts primitives sur toute la planète provoqueraient une déforestation accélérée de 15 millions d'hectares (quasi un Uruguay) par an. Plus précisément, les pays riches déjà saturés par de hauts niveaux de pollution et lancés parfois dans des campagnes de sauvegarde de leurs sols et eaux ont décidé —vu qu'ils ne souhaitent pas faire baisser leurs niveaux de consommation— de transférer leurs industries les plus polluantes dans le Sud [et l'Est de l'Europe ou la Chine]. On peut interroger le pourquoi de la production de tant de papier qui sert essentiellement les intérêts du Capital : pensons par exemple au bombardement de propagande qui arrive dans chaque habita-

tion sous forme de dépliants aux couleurs chatoyantes, pour tenter de vendre quelque chose. C'est-à-dire pour continuer de soutenir le spectacle de la marchandise. Pensons aussi à tout le papier d'emballage ou aux factures et autres formulaires administratifs...

Au total, on arrive à une forte concentration et transnationalisation de la terre, à des domaines extensifs de monoculture de soja transgénique ou de riz destinés à l'exportation, à des cultures forestières intensives pour produire de la pâte de cellulose. Les exportations minières et celles de l'industrie de la pêche méritent aussi notre attention. Ils sont en train d'accélérer la mise en œuvre du Plan IIRSA, lié au Plan Puebla-Panamá qui prévoit l'installation de bases militaires nord-américaines en Amérique du Sud liés à des centres de recherche en biotechnologies et accompagnés de fortes pressions pour obtenir de ces pays des TLC (Traités de Libre Commerce).

L'Uruguay compte d'abondantes réserves d'eau douce, de larges prairies naturelles et d'excellentes terres cultivables. Au cours des décennies 1930-60, à la demande du marché international, s'est développé un modèle qui a favorisé l'industrialisation en textiles, cuirs, viandes, laits, etc. Ces dernières décennies, les usines de transformation de matières premières ont été démantelées pour exporter directement ces dernières. Aujourd'hui, comme on le sait, les États gouvernent moins, au profit des transnationales. Celles-ci, profitant de la servilité des derniers gouvernements ont commencé à modifier la donne. Et les pressions des organismes internationaux comme la Banque Mondiale, le FMI ou le BIRD ont commencé

à tomber comme des pluies acides (qui ne manqueront pas de le faire une fois que les usines de cellulose commenceront à fonctionner). En 1987 par exemple, une loi de promotion forestière (n°15.939) est passée, à laquelle se sont ensuite ajoutées des subventions étatiques en tous genres, des exonérations d'impôts, des zones franches et, comme si cela ne suffisait pas, en cas de guerre, catastrophes naturelles ou insurrection (espérons-le) qui portent atteinte à ces entreprises forestières, l'Etat devra payer des indemnités conséquentes. Ce dernier point figure dans l'Accord de Protection des Investissements signé le 21 mars 2002 entre l'Uruguay et la Finlande, et qui concerne Botnia.

L'IMPACT DES MONOCULTURES FORESTIÈRES

Plantés en rang d'oignon comme des militaires, il ne pousse rien en dessous, parce qu'ils prennent tant d'espace que pas même le soleil ne parvient au sol pour effectuer la photosynthèse. Il n'y a pas un brin d'herbe. Dans ce paysage de mort, on n'entend pas un chant d'oiseau, il règne un silence sépulcral, qui n'est rompu que par le bruissement des feuilles sèches lorsqu'on s'y promène.

L'eucalyptus consomme de grandes quantités d'eau (c'est pour cela qu'il pousse plus rapidement ici), appauvrissant la terre et empêchant que l'on puisse planter autre chose près de ces monocultures. Preuve en est que la mairie doit fournir l'eau aux petits producteurs de la zone alentour qui auparavant l'extrayaient des puits. Ces monocultures détruisent toute biodiversité, et comme nous en faisons partie, nous détruit peu à peu. Comme nous en dépendons aussi, elle laisse de nombreux individus sans moyens de subsistance, donc sans autonomie. Une fois que la terre ne donne plus rien, ils sont ensuite souvent acculés à la vendre à vil prix à des entreprises qui créent de grandes propriétés. Des populations entières, après

avoir parfois résisté, finissent par aller grossir les périphéries de misère.

Ce qui était vie avec toute sa biodiversité n'est à présent qu'un paysage de mort, une vision unique de voir les choses où le profit prime sur tout.

LA RÉALITÉ DES TRAVAILLEURS FORESTIERS

Il y a entre 40 et 50 000 bûcherons qui travaillent pour cette industrie. Si on entend le travail salarié comme un esclavage, alors il se montre ici sous son visage le plus brutal. Chassés par la misère jusque dans les monts, ils passent cinq jours par semaine à tailler des arbres du lever au coucher du soleil, dormant dans des tentes et soumis aux intempéries, afin de pouvoir porter chaque fin de semaine de quoi manger à leur famille. Leur salaire n'est qu'une vaste blague dont plus d'un tiers part de toute façon dans la nourriture que leur vend le magasin monté par le patron dans le campement où ils vivent. Bien entendu, les prix sont supérieurs à n'importe quel autre endroit. Ils sont employés par des tiers, des intermédiaires sans scrupules (comme tout capitaliste) permettent aux entreprises de garder «les mains propres» en cas d'accident. Accidents fréquents, vu qu'il n'existe de toute façon aucun équipement de sécurité et qu'ils sont obligés de couper les arbres par tous les temps, y compris en cas de tempêtes. Les cas de bûcherons écrasés par un arbre ne sont ainsi pas rares mais, comme d'habitude, «on n'a rien vu». Pas question d'électricité ou d'eau potable : bien plus, l'eau consommée vient de sources superficielles contaminées par les fertilisants et les maladies liées à l'eau stagnante.

Je pense que ces quelques exemples suffisent à esquisser la situation des travailleurs forestiers, une situation courante, alimentée tant par la pauvreté matérielle que spirituelle de ce monde. Comme une étrange réminiscence, elle ne semble pas si éloignée de celle du Chiapas mexicain des années 20 décrite par B. Traven dans *La révolte des pendus*.

PRODUCTION DE CANCERS

Au terme d'un voyage qu'on ne pourra jamais se payer, un sourire d'idiote aux lèvres et le symbole du dollar brillant dans les yeux, ces «respectables» messieurs viennent investir dans «notre pays», accompagnés par le disque rayé des médias qui répètent à l'envie que «nous avons besoin des investissements pour améliorer l'économie, pour que de l'argent entre dans le pays». Et tout le monde en tire l'interprétation stupide que si de l'argent entre dans le pays, nous verrons le résultat dans notre portefeuille. C'est aussi vrai que lorsqu'ils nous assurent que la technologie dernier cri de ces usines ne générera aucune pollution.

Evoquons par exemple la pollution organique persistante, de type bio-accumulative (ce qui signifie qu'elle n'est pas dégradable

31 octobre. Le *Frente Amplio* gagne les élections, Tabaré Vázquez est élu Président et peut compter sur une majorité au Parlement.

2005

16 février. Vázquez transmet aux autorités de Botnia l'appui de son futur gouvernement à l'installation de l'usine à Rio Negro.

30 avril. Manifestation de milliers d'argentins et d'uruguayens partis des deux rives (Gualeduaychú et Fray Bentos) qui se rencontrent au milieu du pont San Martin. Manif connue comme «l'accolade du Pont».

26 juin. Le gouvernement argentin de Kirchner commence son jeu avec le gouvernement uruguayen, exprimant à la Banque Mondiale «sa préoccupation» quant à la subvention de 250 et 170 millions de dollars qu'elle doit accorder à Ence et Botnia.

5 juillet. Vázquez autorise Botnia à construire son port sur le fleuve Uruguay.

19 décembre. Premier blocage de la route 136 à Gualeduaychú, qui empêche toute circulation sur pont frontalier San Martin. Il sera ininterrompu jusqu'en mai 2006. Les deux autres ponts frontaliers, Paysandú-Colón et Salta-Condordia, seront également coupés de façon régulière.

2006

Janvier. La transnationale Stora Enso (suédo-finlandaise) annonce son intention d'implanter une usine de cellulose.

30 janvier. Vázquez reçoit tous les chefs des partis d'opposition, qui lui réitérent leur appui dans ce dossier. Le lendemain, 17 chambres de commerce (après la droite, les patrons) soutiennent publiquement le gouvernement.

8 février. Le Président argentin Kirchner présente un recours devant la Cour Internationale de Justice de La Haye pour violation du Traité bilatéral de 1975 sur le fleuve Uruguay.

11 mars. Kirchner et Vázquez, en visite à Santiago du Chili, demandent la levée du blocage du pont à Gualeduaychú d'un côté, et à Botnia et Ence de suspendre les travaux pour 90 jours, le temps d'étudier l'impact environnemental des usines de cellulose. Les blocages de route sont levés, tandis que Botnia annonce qu'elle ne suspendra pas ses travaux plus de dix jours.

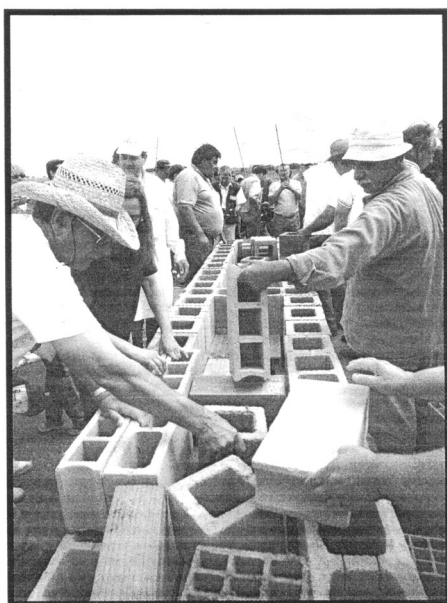
18 avril. Les commerçants de Colón (côté argentin) attaquent les assembléistes qui bloquent le Pont Artigas, brûlant les barricades.

19 avril. L'Uruguay fait appel au tribunal des conflits de Mercosur, arguant que le blocage est contraire à la libre circulation des biens et personnes entre pays signataires.

30 avril. Au premier anniversaire de l'«accolade sur le Pont», 100 000 manifestants se rejoignent sur le Pont San Martin à Gualeduaychú.

5 mai. A Gualeduaychú, meeting de Kirchner, accompagné de 21 gouverneurs de provinces sur 23, qui en fait une cause nationale, instrumentalisant la lutte.

12 mai. Lors du IV^e Sommet Union Européenne-Amérique Latine à Vienne, la cérémonie est interrompue par la reine du Carnaval de Gualeduaychú en bikini qui tient une pancarte contre les usines de cellulose.



[Murage du pont-frontière à Gualeduaychú, 3 novembre 2006]

5 juin. Accord entre Botnia et le syndicat de la construction (SUNCA, membre du PIT-CNT) pour assurer la pacification sociale sur le chantier.

13 juillet. La Cour Internationale de Justice de La Haye rejette la plainte argentine.

2 août. L'Uruguay propose à l'Argentine la surveillance commune des usines, ce qui est refusé.

6 septembre. Le tribunal des conflits du Mercosur accède partiellement à la demande uruguayenne, condamnant «l'attitude permissive» argentine face aux bloqueurs de route.

21 septembre. Ence annonce qu'elle va relocaliser son usine.

29 septembre. Grève depuis une semaine sur le chantier de Botnia, menée par le syndicat SUNCA, contre l'embauche de travailleurs étrangers.

2 octobre. Le gouvernement confie à l'armée la surveillance du port et de la zone franche de Botnia.

8 octobre. Un porte-parole de l'assemblée de Gualaguaychú affirme que «Gualaguaychú est une poudrière qui n'est pas loin d'exploser».

13 octobre. Le blocage permanent du Pont San Martin, recommence. Le gouvernement argentin et le gouverneur de la province s'en dissocient dans un communiqué public.

3 novembre. Durant le 16e Sommet Ibero-américain à Montevideo, un mur de parapets est élevé sur le pont San Martin.

15 novembre. Première visite du médiateur envoyé par le Roi d'Espagne pour résoudre le conflit au niveau institutionnel.

21 novembre. La Banque Mondiale accorde un prêt de 170 millions de dollars à Botnia et un second de 300 millions, géré directement par une de ses agences.

22 novembre. Kirchner redemande la levée des blocages, tout en précisant refuser de «lever la main contre d'autres argentins».

30 novembre. Plainte de l'Uruguay devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) contre l'Argentine pour obliger son gouvernement à empêcher le blocage des ponts.

4 décembre. Le gouvernement confie par décret la garde extérieure de la zone de Botnia à l'armée.

12 décembre. Ence annonce depuis la Casa Rosada (résidence de Kirchner), la relocalisation de son usine de cellulose aux environs de Conchilas, province de Colonia (Uruguay).

18 décembre. A la demande de Botnia, l'armée ne surveillera pas ses installations, «pour une question d'image».

2007

12 janvier. Une centaine de membres de l'Assemblée de Gualaguaychú tentent de bloquer le terminal de Buquebus à Buenos Aires, où arrivent les bateaux de voyageurs faisant la navette entre l'Uruguay et l'Argentine. Lors de cette première intervention hors de leur province, les trois ponts sont coupés simultanément pour la première fois.

23 janvier. La CIJ rejette la demande uruguayenne, arguant que les blocages n'affectent pas son droit à construire des usines de cellulose sur son territoire. Dans les assemblées, on crie victoire et les gens du



mais reste dans le temps et l'espace pour s'accumuler dans divers organismes) comme par exemple la dioxine ou les fluorures polychloratés, extrêmement toxiques. Cette contamination touchera le fleuve Uruguay, l'air et —par les pluies acides— entrera dans le sol, c'est-à-dire touchera les cultures et chacun de nous.

LA CATASTROPHE DE VALVIDIA

Dans la ville de Valdivia au Chili, on peut croiser le rio Cruces, zone humide qui contient une riche diversité de plantes aquatiques, poissons, oiseaux. Un animal particulier est le cygne à col noir, avec sa manière élégante de nager. Ce petit paradis a pourtant été anéanti le 30 janvier 1994 avec la mise en service de l'usine de cellulose Arauco, du groupe Angelini, un des principaux producteurs mondiaux de farine de poisson, ayant également des intérêts dans les combustibles et l'industrie forestière. Ses principaux actifs se trouvent réunis dans Empresas Copec. Cette dernière est à présent une entreprise diversifiée qui détient une participation importante dans le commerce forestier à travers sa filiale Celulosa Arauco, et est devenue la plus grande entreprise chilienne en terme de capitalisation boursière.

Il n'a pas fallu un mois après sa mise en service pour que les habitants des villes limitrophes de Valdivia protestent contre les odeurs insupportables qui provenaient de l'usine de cellulose, pourtant dotée de la dernière technologie finlandaise. Rapidement, les cas de problèmes respiratoires, d'allergies et d'irritations ont commencé à se multiplier. Quant à la population de cygnes à col noir, elle a chuté de 12 000 spécimens à 1 500. Pourquoi un tel carnage ? Parce que les eaux de rejet dans le fleuve ont exterminé la plante aquatique dont ils ne nourrissaient, c'est-à-dire qu'ils sont morts lentement et douloureusement de faim. Le fleuve qui auparavant coulait de son bleu azur n'est à présent qu'un

cloaque maronasse où on distingue bien peu d'êtres vivants. Face à tout cela, la population a commencé à se mobiliser, tardivement, parce que comme d'habitude ils se sont fait endormir par «le travail», «le progrès», «le bien du pays».

Pourtant en janvier 2005, ils ont obtenu la fermeture provisoire de l'usine, ce qui nous montre qu'on peut gagner contre le monstre et que cela ne dépend que de nous. La monoculture d'arbres date de plans vieux de plusieurs décennies, dans ce cas du gouvernement Pinochet. Ils ont ensuite été renforcés par les gouvernements démocratiques...

LE NATIONALISME COMME ARME DES RICHES

Le fleuve Uruguay où se déverseront les déchets de Botnia partage les Etats argentin et uruguayen, et la protestation n'a donc pas surgit qu'en Uruguay, mais aussi en Argentine, précisément à Gualaguaychú, dans la province d'Entre Rios dont les côtes sont baignées par le fleuve Uruguay. Là s'est formée l'Asamblea Ciudadana Ambiental de Gualaguaychú (ACAG : assemblée citoyenne et environnementale de Gualaguaychú), qui est celle qui a réellement mis les pieds dans le plat, celle qui s'est mobilisée avec beaucoup de force et qui, à travers des blocages de route aux postes frontières (ininterrompu de décembre 2005 à mai 2006 puis de novembre 2006 à aujourd'hui), font pression contre l'Etat uruguayen pour qu'il renonce à autoriser l'installation des usines de cellulose.

Si pour notre part nous voyons comme une limite que l'assemblée ne s'oppose qu'à l'usine Botnia, oubliant par exemple de critiquer au moins le modèle forestier en général, voire la logique capitaliste qui les sous-tend, la résistance de «notre» côté du fleuve a eu au début un peu de force. Des groupes se sont créés à Fray Bentos, Mercedes, Montevideo et d'autres localités. Il y a eu des mobilisations variées, comme celle de «l'accolade sur le pont» du 30 avril 2005 où des milliers d'opposants des deux rives du fleuve se sont donnés une accolade chaleureuse au milieu du Pont San Martin (qui unit Fray Bentos à Gualaguaychú). Le 30 avril 2006, à l'occasion du premier anniversaire de cette accolade, 100 000 personnes des deux rives du fleuve rééditeront la rencontre sur le pont. Les protestations ont surgi de plusieurs milieux, avec divers points de vue, et nous autres, anarchistes, ne nous sommes pas fait attendre. Il y a eu pendant un temps un groupe spécifique contre «l'exploitation industrielle forestière et les usines de cellulose», des débats, des blocages de rues, des rassemblements ont été organisés, il y a eu beaucoup de propagande de rue.

Par hasard, nous avons aussi eu connaissance d'autres activités comme le trashage des façades de Ence et Botnia à plusieurs occasions ou cette action qui a attiré

l'attention : la destruction de milliers de plants d'eucalyptus dans une pépinière de l'entreprise Botnia dans le département de Paysandú en mai 2006. Les voleurs laissèrent un papier qui précisait «ils ne sont pas invulnérables». *«Avec pour seule complicité la nuit, nous avons pu atteindre l'apparente invulnérabilité du grand monstre. La nuit du lundi 8 mai, des centaines de milliers d'arbres ont été saccagés dans les entrailles de la pépinière pour éviter que des milliers d'hectares ne soient transformés en champs d'arbres. La chaîne de production a été rompue, les spéculateurs sont perplexes... to be continued»* précisait le communiqué sur indymedia Uruguay.

Depuis plus d'un an, les médias ont lancé une campagne extrêmement nationaliste, avec des arguments du type «les argentins veulent les usines pour eux seuls et veulent nous empêcher d'avoir du travail» (bien qu'il semble qu'il n'y aura que 300 emplois directs, si on compte la première étape liée à la construction) et «nos représentants disent qu'elle ne polluera pas, alors pourquoi mentez-vous ?». Comme des supporters de foot, les uruguayens endossent le maillot de ces entreprises et rugissent contre les «méchants argentins», agitant le drapeau d'un Etat créé pour les intérêts commerciaux de la couronne anglaise. Pendant que quelques chefs d'entreprise trinquent dans leurs fauteuils, deux peuples se disputent au nom des intérêts de ces entreprises [le nationalisme uruguayen régénérant à présent le nationalisme argentin]. Entre autres faits ridicules, citons l'annonce du gouvernement en octobre 2006 qu'il enverrait les militaires protéger l'emplacement de Botnia contre de «possibles attaques argentines» ou, plus

récemment, la nouvelle démonstration de chauvinisme à Montevideo le 5 février 2007 lorsque quelques membres des assemblées argentines sont venus distribuer des tracts plaza Independencia avec l'appui d'un petit groupe d'uruguayens, et se sont fait pratiquement lyncher à coups de pierres, coups, insultes et crachats par une foule d'une centaine de personnes «indignées» défendant «la souveraineté du pays». On apprit le lendemain que la camionnette diffusant les consignes de haine au haut-parleur avait été louée par Esteban Valenti, le responsable de la dernière campagne du Frente Amplio au pouvoir.

Comme à l'aube de la première guerre mondiale, resurgit cette même arme du nationalisme déjà utilisée par la bourgeoisie pour tenir en échec le prolétariat international, une arme qui a démontré son efficacité. Mais, compagnons, même lorsqu'il semble que nous ayons tout pour perdre et qu'au premier signe de résistance nous nous ferons empaler, depuis quand cela nous-a-t-il empêchés de réagir ? Nous avons aussi tout un arsenal à notre disposition et une confiance dont nous saurons user, rien ne nous a jamais retenus, et d'où nous sommes nous saurons bien employer toute notre énergie à changer l'état des choses. Il est toujours temps d'agir.

Depuis les rues de Montevideo, avril 2007,
*un anarchiste débordant de vitalité
et d'énergie qui ne pense pas
baisser les bras.*

coin reprennent espoir. Le blocage simultané des trois ponts se fera plus fréquent tout le printemps.

29 janvier. Nouveau voyage du médiateur du Roi d'Espagne. L'Argentine insiste sur la relocalisation des usines de cellulose, l'Uruguay sur la levée des barrages. La CGT argentine (la confédération syndicale péroniste, fondée en 1930) donne son appui à l'Assemblée de Gualeguaychú.

31 janvier. Second blocage simultané des trois ponts.

5 février. Quelques membres des assemblées venus distribuer des tracts à Montevideo se font pratiquement lyncher à coups de pierres, coups, insultes et crachats par une foule d'une centaine de personnes «indignées» défendant «la souveraineté du pays». La camionnette diffusant les consignes de haine au haut-parleur avait été louée par Esteban Valenti, le responsable de la dernière campagne du Frente Amplio au pouvoir.

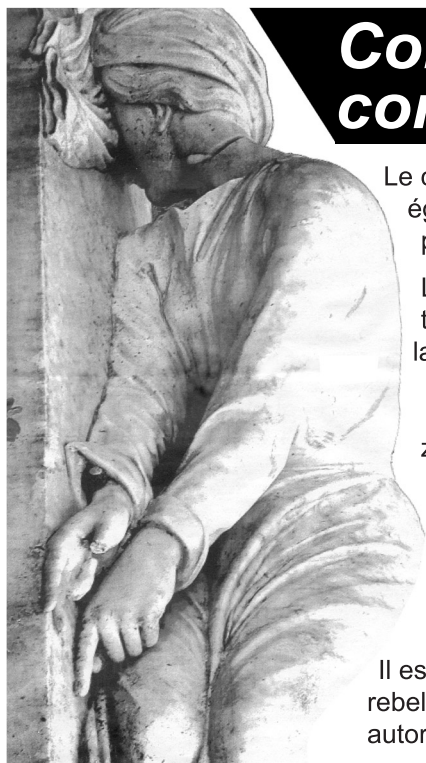
26 mars. Botnia annonce qu'elle commence les tests hydrauliques le mois suivant et sa production en septembre.

3 avril. Un ouvrier chilien meurt sur le chantier de Botnia. Le gouvernement demande le respect des normes de sécurité.

5 avril. Une centaine de membres de l'Assemblée de Gualeguaychú tentent une seconde fois de bloquer le terminal de Buquebus à Buenos Aires. Deux arrestations provoquent aussitôt quatre heures de barrage de la route 14 au nord de Gualeguaychú (route qui conduit au Brésil) jusqu'à leur libération.

16 avril. Botnia et Ence annoncent qu'elles vont financer le nouveau commissariat de police à Fray Bentos, pour un coût de 80 000 dollars (et 32 keufs).

22 avril. Un groupe mandaté par l'Assemblée de Gualeguaychú attaque le stand de la Finlande à la Feria del Libro de Buenos Aires.



Combien d'horreur faudra-t-il voir, combien de gens devront mourir ?

Le capitalisme, ce ne sont pas seulement les pays riches et leurs entreprises, le compose également toute organisation qui y aspire ou guide ses lois ; que ce soit un syndicat, un parti ou une ONG.

Les capitalistes du monde entier exercent leur violence par les humiliations, vexations, tortures, faim, privations et abus. En sont la preuve les keufs, une grande partie de la population qui vit des poubelles, les milliers de personnes sequestrées et torturées dans les prisons, les commissariats et les centres d'enfermement, l'ensemble de la planète qui risque d'être contaminée, la répression et les guerres de tous côtés, les zones militarisées, etc.

Même si ça c'est le pire, ce qui nous dégoûte aussi, c'est qu'il soit soutenu par la population. Car qui leur permet de mener à bien ce désastre ?

Face à cette situation, la gauche progresse dans le Cône Sud, avec sa propre logique au service du Capital.

Il est temps que cela prenne fin, et la seule manière d'y parvenir c'est de se rebeller contre le Système et de forger une manière différente, libre et anti-autoritaire, de vivre nos rapports.



[Affiche publiée dans le n°2 du journal de la Coordinacion anticarcelaria del Rio de la Plata, printemps 2006]

JOURS DE FURIE, NUITS DE RAGE

Le 29 mars, "Día del Joven Combatente" *, est un jour traditionnel d'affrontements dans la capitale depuis de nombreuses années. En 2007, il fut plus intense que d'habitude, conduisant à 294 personnes arrêtées (quasi toutes mineures), mais aussi à 38 flics anti-émeutes blessés, dont deux gravement.

On a compté de grandes barricades dans la capitale, des destructions, et comme souvent des molotovs et des pierres face aux keufs dans la zone Alemada, entre Plaza Italia et Ruta 5 Sur, la station de métro Los Héros et le quartier du Cerro Santa Lucía.

A noter la juge Gloria Ana Chevesich, qui s'est fait caillassée dans sa luxueuse caisse et en est restée traumatisée, l'attaque de la gare Mapocho et du commissariat de Cerro Navia par cinquante enrégés.

*** Le 29 mars 1985 lors de manifestations contre Pinochet, les frères Vergada Toledo furent arrêtés puis exécutés. Depuis, cette date est le Jour du jeune combattant, occasion chaque année de durs d'affrontements dans la rue et même de tirs contre les keufs en périphérie de Santiago.**

LES RUES DU CENTRE de Santiago et de tant d'autres villes ont été perturbées par le combat de rue de centaines de jeunes et par la destruction intempestive de la propriété privée, le saccage et le vandalisme, tandis que la périphérie s'est montrée rebelle et furieuse, déchargeant sa haine contre les flics et les journalistes répressifs. Tous sont des prolétaires dégoûtés de leurs vies routinières. Que nombre de ces rebelles n'interrogent pas le petit confort de ce monde et son existence inutile est parfois vu comme un mauvais présage pour la lutte de classe.

Et pourtant, les choses sont comme cela pour le moment, et de toute manière on a vu un accroissement des conflits sociaux et des actions d'une plus grande radicalité, dont l'exemple le plus récent fut tous les combats de rue qui avaient pour racine le mécontentement et la rage face au dénommé "Transantiago". Une preuve de plus de la tentative de la bourgeoisie de capter la totalité du temps des exploités et d'imposer de façon violente l'usage de la voiture et l'individualisation du transport. Mais ce n'est pas passé, et ça ne passera pas tant que les prolétaires descendront dans la rue pour exprimer en actes leurs vies de merde et leur rage, avec leurs corps, leurs pierres et leurs balles.

Que pouvons nous espérer de cette révolte ? Tout. Parce que si nous n'en pouvons rien espérer, autant se contenter des revendications de salaires dignes, d'une éducation publique de qualité ou du transport gratuit [allusion aux revendications réformistes des gauchistes des derniers mouvements sociaux], le tout géré par l'Etat, et retourner s'asseoir à la maison pour regarder tranquillement la télévision.

Si les caillassages, les pillages, les coups de feu et les affrontements à base de molotovs et de pierres ne sont pas étrangers à ce jour-là, ni à la révolte, ils sont aussi après des siècles d'exploitation et de lutte des actes qui montrent la rage de tous les ex-

ploités en furie. La réalité n'est pas la réalité des médias, qui nomment lumpen, vandaes ou délinquants les protagonistes de ces conflits, les excluant ainsi de cette réalité de combat de classe, disant qu'elle ne leur appartient pas. Ils oublient que l'intensification des conflits et la création de ces combattants, c'est la classe elle-même qui les produit, et que ceux-là mêmes qu'ils appellent lumpen, vandaes ou infiltrés [dans les manifestations encadrées] et ces actes qu'ils nomment destruction, pillage ou violence sont une conséquence de la situation sociale.

Les médias de non-communication, idiotiseurs mentaux des personnes, créateurs de la soi-disant opinion publique, génèrent une pensée conformiste sur les émeutes et leurs conséquences, afin d'appeler à une condamnation hystérique de chaque acte de violence contre la police et ses blindés, ceux-là mêmes qui peuvent faire éclater et détruire un corps rien qu'en le touchant. Et pourtant ils s'horrifient d'un jet de pierres !

Ces mêmes médias qui ne se gênent pas pour tendre la main aux curés pédophiles et aux militaires assassins, sont les premiers à montrer du doigt et de la caméra tout ce qui brise l'ordre social, parlant de la délinquance comme d'un phénomène séparé des conflits sociaux, créant cette fausse dichotomie délinquance/société. Ce mensonge est une falsification typique de la société du spectacle, car les effets de la dite délinquance ne sont qu'une contradiction de plus de cette société malade qui voudrait justifier chaque chose à partir des seuls paradigmes de ses responsables ou de ses pompiers moralistes.

(...)

Parce que chaque jour est un jour de combat contre l'Etat et le Capital,

Contre l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques,
Guerre sociale !

[Traduit de l'espagnol. Extrait d'un texte reçu du Chili le 10 avril 2007]



La lutte contre le Transantiago

TRANSANTIAGO EST LE NOM du nouveau système de transport collectif de la capitale, Santiago du Chili, entré en vigueur le 9 février 2007. Il a modifié les trajectoires des bus, leur fréquence, les entreprises chargées du service et imposé un billet électronique. Les centaines de micro-entreprises de transport qui assuraient le service public et couvraient toute la périphérie ont été remplacées par dix concessions.

La révolte est venue des quartiers et communes périphériques pauvres de la capitale : Maipú, Cerro Navia, Huechuraba, Recoleta, San Bernardo, Pudahuel, Pedro Aguirre Cerda, Nuñoa, Estación Central (où est situé Villa Francia), Lo Barnechea. Dans certaines zones, les bus ne passent plus (les bidonvilles en particulier), obligeant ses habitants à marcher plus d'un kilomètre avant le premier arrêt, dans d'autres ils passent très peu en journée et pas la nuit, bloquant les habitants dans leurs quartiers. Il s'agit bien sûr, sous prétexte de «modernisation», d'isoler certains quartiers des zones plus riches dans une logique de contrôle social et d'autre part de coupler le transport public à une seule logique marchande (horaires de travail et d'école exclusivement, et une fréquence liée aux zones rentables : des quartiers bourgeois et classes moyennes vers les lieux de consommation), condamnant les pauvres à toujours plus de misère en les enfermant loin de toute activité.

Tout le mois de mars, ces zones se sont donc insurgées contre le Transantiago avec des manifestations de centaines de personnes auto-organisées par quartiers, des blocages de routes, des barricades, et de durs affrontements avec les forces spéciales, de jour comme de nuit. Il n'est pas rare que ces derniers se prennent en plus des pierres ou d'une camionnette enflammée (le 14 mars à Lo Barnechea), des molotovs et des tirs d'armes à feu (à Villa Francia en particulier). La

presse aussi a été prise pour cible à partir de ses premiers articles contre la "révolte des usagers". De nombreux bus et camionnettes furent aussi attaqués et détruits, le mobilier urbain également (les feux de circulation par exemple), certaines nuits furent ponctuées de pillages ou d'incendies (un concessionnaire automobile rempli de voitures neuves le 12 mars). L'électricité a été plusieurs fois coupée dans les quartiers par les insurgés pour faciliter leurs déplacements et attaques sur un terrain qu'ils connaissent à fond, contrairement aux keufs. Suite aux incarcérations régulières (souvent de mineurs), des commissariats furent aussi attaqués (comme le 14 mars à Nuñoa) en une tentative de délivrer leurs amis, voisins et complices.

Le 20 mars, tout type de manifestation liée au Transantiago est interdite, ce qui ne diminue pas les ardeurs combattantes. Les tirs d'armes à feu contre les keufs se multiplient dans les secteurs comme Villa Francia lors d'êmeutes qui durent jusqu'aux premières lueurs du jour. Le gouvernement agit le spectre de «groupes paramilitaires» d'extrême-gauche et la présidente Bachelet finit le 26 mars par virer le ministre des Transports, celui de la Justice, de la Défense et de la Présidence, reconnaissant piteusement que «les gens de Santiago et les plus pauvres en particulier méritent des excuses de nous tous» tout en annonçant 5600 bus supplémentaires.

Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations sur la fin de ce conflit. Ce qui est par contre révélateur là-bas comme ici, comme ce fut le cas en Argentine en 2001 ou en France en 2005, c'est que les gouvernements sont assis sur les barils de poudre de la misère et des humiliations, accumulées par des années d'exploitation et de domination, qui peuvent s'enflammer au moindre prétexte. Reste à savoir comment ces explosions peuvent s'étendre jusqu'à supprimer définitivement les causes



Attaques chiliennes

10 décembre 2006 — La mort de l'ex-dictateur chilien, le général Augusto Pinochet, décédé dimanche à 91 ans a été marquée par de violents incidents à Santiago et dans sa périphérie ainsi que dans d'autres villes du pays. A Santiago, les opposants au général sont descendus par milliers dans la rue pour célébrer la mort du dirigeant dont les funérailles sont prévues mardi à Santiago. Des incidents, qui ont duré jusqu'à l'aube, ont éclaté dans la soirée à proximité du palais présidentiel lorsque la police a voulu arrêter une colonne d'un millier de manifestants qui célébraient sa mort. Au moins six policiers ont été blessés et plusieurs personnes arrêtées. La police a utilisé des canons à eau et des grenades lacrymogènes tandis que les jeunes manifestants lançaient des bouteilles et des pierres sur les forces de l'ordre. Puis les violences ont gagné des quartiers périphériques de Santiago, où les manifestants ont incendié des barricades et à au moins trois véhicules, selon des sources policières, qui ont fait état de coups de feu. Des violences ont également été enregistrées dans une dizaine de villes du pays

21 décembre — Dans la nuit, le GOPE (Groupe d'opération de police spéciale) de carabiniers a détruit une bombe artisanale posée sur le fronton du Conseil de Défense d'Etat, situé dans le centre de Santiago. C'est vers une heure du matin, qu'un policier en faction dans le bâtiment a détecté la présence d'un engin explosif, consistant en une bonbonne de gaz de 5 kilos munie d'un système d'horlogerie. Le policier a immédiatement averti le GOPE qui a détruit l'engin. Action revendiquée ainsi :

« L'ETAT OPPRIME de tous côtés. Par sa force répressive, son système éducatif et d'enseignement, et principalement de par sa complicité avec le capital et les esclavagistes modernes qui, avec sa bénédiction, s'enrichissent en exploitant l'humain et en détruisant l'environnement. Mais nous sommes beaucoup à nous être rendu compte de cette infamie et nous avons décidé de prendre part au jeu. Les attaquer sur tous les fronts en utilisant tous les moyens que nous avons à notre disposition. Comme l'a fait, il y a 92 ans, Antonio Román Román lorsqu'il vengea l'assassinat de centaines d'ouvriers et de leurs familles dans l'Ecole Santa Maria de Iquique en poignardant le colonel Silva Renard qui avait ordonné ce massacre.

Il y a dix jours seulement, un autre assassin laquais du capital est mort : le tyran fasciste Pinochet. Nous avons ri de sa mort, mais notre satisfaction aurait été plus grande s'il était mort de l'action d'un autre Antonio Roman Roman. Nous saluons ici la mémoire des rebelles assassinés et ceux qui survivent sans les miettes de l'Etat. L'Etat actuel est le même que celui qu'a dirigé Pinochet, les mêmes balles du même drapeau. On ne défend pas l'Etat, on le détruit. Nous attaquons le Conseil de Défense d'Etat en à partir de notre dégoût de l'oppression étatique, de ce Pouvoir qui ne change que de maîtres et de couleur. Nous dirigeons contre lui toute notre fureur offensive. Pinochet, ce maudit Etat, c'est la misère qui te survit. Nous ferons la fête quand nous l'aurons détruit ! Pour l'insurrection généralisée, multiplier les groupes autonomes d'attaque !

Les prisonniers dehors !
Autonomie du Peuple Mapuche !
Vive l'Anarchie !

Tamayo Gavilan »

Ndt : Selon Osvaldo Bayer, dans son livre "Les Anarchistes expropriateurs" du Rio de la Plata, le groupe du nom de Tamayo Gavilán était composé d'anarchistes venus du Chili, qui expropriaient des banques, faisaient exploser des bombes et menaçaient les patrons.

26 décembre — Aux premières heures de l'aube, un groupe d'inconnus a lancé une attaque incendiaire qui a consumé deux engins forestiers à l'intérieur de la ferme Las Praderas, propriété de l'entreprise Mininco, à 40 kilomètres de la ville de Temuco. De plus furent incendiés

0,7 hectares de mètres cube de bois, pour un dégât estimé à 100 millions de pesos. Rappelons que ces gigantesques exploitations forestières chassent les gens de leur terre et appauvrissent les sols, ruinant les possibilités d'agriculture vivrière et donc d'autonomie.

14 février 2007 — Une bombe explose peu avant minuit devant le siège du Cantón de Reclutamiento [casernes militaires] de la commune de Providencia, détruisant sa porte d'entrée. Action revendiquée dans des tracts trouvés sur place par la *Federación Revuelta 14F - Brigada Gaetano Bresci*. Le texte précise notamment que «le Transantiago [nouveau système de transport de la capitale, voir ci-contre] signifie l'imposition d'un système qui provoque exclusion et soumission sociale.»

12 avril — Le siège du parti Juventud Socialista (JS), situé rue Tomás Andrews dans la commune de Providencia, a été attaqué par des inconnus qui ont lancé un engin incendiaire contre l'immeuble. La porte s'est consumée pendant de nombreuses minutes et sa façade a subi des dégâts. Action revendiquée ainsi :

« CES FLAMMES incendiaires sont une réponse immédiate à l'appui manifeste qu'a offert le parti socialiste à la brutale répression policière contre les jeunes anti-autoritaires, mardi dernier 29 mars, démontrant une fois encore que les policiers ne sont que des assassins à la solde de l'Etat, qui est à présent administré et dirigé par ce parti pourri. Depuis les débuts de cette dictature "démocratique" et capitaliste, le rôle du parti socialiste a été de trahir, boycotter, incarcérer et assassiner les jeunes en lutte des années 90 et d'après, se convertissant en héritiers zélés de la dictature militaire.

Ces socialistes de parti sont ceux qui se vantent aujourd'hui de leur travail oppressif, précisant que leur action criminelle "n'a provoqué aucun mort" sous les gouvernements de coalition auxquels ils ont participé. Donnons-leur ici quelques noms, afin qu'ils surmontent leur amnésie : Cristian Castillo, Claudia López, Andrés Soto Pantoja, Alex Lemún, Ariel Antonioletti, Daniel Menco. Ce ne sont que quelques uns qui sont tombés sous leurs balles de lâches.

Nous lançons un appel à tous ceux qui résistent par un affrontement direct contre le capitalisme et ceux qui le protègent.

Un appel à continuer à amplifier et diversifier la lutte et la propagande pour détruire la société bourgeoise et parvenir à l'autodétermination de nos vies.

Cette nuit, un jeune est mort sous les balles de la police de la coalition. Il s'appelait Oscar Vásquez. A présent surgit l'opération de camouflage : accuser un quelconque autre jeune, occulter le terrorisme policier avec des déclarations, des expertises et des histoires mensongères dans la presse. Mais les flics et leurs maîtres payeront pour ce nouvel assassinat misérable. Pour chaque agression, action subversive.

Contre l'offensive étatique nommée Transantiago, nous brûlerons à nouveau le diego portales [?] et le Palais présidentiel de la Moneda (1). Ils ne nous arrêteront pas. Nous sommes partout. Mais pas avec le Congrès et les élections.

Nous ne nous contenterons jamais des miettes de l'Etat. Tous ceux qui participent ou souhaitent participer au festin de l'Etat sont nos ennemis déclarés. Contre eux, toute notre haine active.

La jeunesse insurgée en finira avec la jeunesse réformiste.

Fuerza Autónoma
y Destructiva León Czolgosz »

Ndt

1. Le 10 septembre 2006 lors d'une grande manifestation commémorant le coup d'Etat de Pinochet de 1973, se produisent de nombreux affrontements, et un molotov parvient à pénétrer dans la Moneda, cramant une de ses salles.

Ni reddition ni paralysie...

LE 24 AVRIL 2007, le tribunal de Dendermonde a condamné notre compagnon Geert Waegemans à un an de prison pour avoir frappé et blessé un policier, et pour rébellion. Geert n'était pas présent lors de la condamnation, le juge a ordonné son arrestation immédiate.

Dans l'ombre de l'Etat démocratique et de ses médias, aucune discussion à propos des faits n'est possible. Leur approche de la réalité n'est pas la nôtre, et cela s'est de nouveau révélé lors de ce procès.

Le 28 juin 2005, une manifestation avait eu lieu dans les rues de Dendermonde en solidarité avec deux camarades qui passaient en procès pour avoir détruit les vitrines d'un fast-food et d'un magasin de fourrure. A l'initiative évidente des services de sécurité de l'Etat (comme l'ont montré les pièces du procès), Geert a été pris pour cible pendant la manifestation. La police, profitant de l'occasion, s'était mobilisée en nombre (avec une unité spéciale d'intervention, un hélicoptère etc.) et avait arrêté 17 manifestants après quelques escarmouches. La plupart avait été relâchés au bout de 12 heures, non sans avoir été menacés et maltraités dans l'ombre des cellules. Trois compagnons - Geert, Joppe et Olivier - avaient été inculpés et libérés provisoirement au bout de 16 jours.

Après presque 2 ans de cirque légal, la condamnation est tombée la semaine dernière : Geert a été condamné à un an de prison ferme ; Joppe et Olivier à un an dont 6 mois ferme. Entre-temps, les avocats ont fait appel de cette condamnation. Aucun des trois camarades n'est actuellement en prison.

Ce procès montre une nouvelle fois comment l'Etat crée et choisit les faits comme bon lui semble. Geert a été arrêté parce qu'il est anarchiste et parce qu'il a continué à s'impliquer dans le mouvement anarchiste, avant et après sa précédente condamnation. Geert a été libéré en conditionnelle en avril 2003 après une condamnation à une peine de 5 ans pour une série d'attaques incendiaires contre des fast-foods et des infrastructures liées à l'industrie de la viande. L'Etat peut utiliser la con-

damnation de Dendermonde pour lui faire purger les 2 ans et demi restant de cette ancienne condamnation.

Les médias et la justice n'ont pas cessé de jouer avec les abréviations et les acronymes afin de définir une certaine dimension des luttes anarchistes, et de les rendre ainsi plus palpables. La répression tente ainsi de paralyser la lutte anticarcérale en s'attaquant aux groupes de solidarité tels que l'Anarchist Black Cross.

«*Geert ne fait pas partie de cette société*», a déclaré le procureur lors du procès. En réalité pour eux, ni Geert ni aucun de ceux qui s'attaquent à l'Etat, à ses prisons et à ses tribunaux n'appartient à cette société. La répression est là pour casser cette lutte et pour isoler les individus qui se battent. Dans ce sens, la répression qui en frappe un nous frappe tous.

Si ces messieurs les Juges pensent que nous allons abandonner comme cela, que nous allons les laisser nous prendre un camarade sans broncher, notre solidarité peut prouver le contraire. La solidarité n'est pas pour nous une activité thérapeutique, mais c'est une partie intégrante de notre existence en tant qu'anarchiste. L'augmentation de notre révolte est la seule réponse que l'Etat peut attendre de ses procès et de ses condamnations. C'est à nous de trouver les moyens et les façons de nous exprimer là-dessus.

Liberté pour tous les prisonniers !
Pour l'Anarchie !

*Anarchist Black Cross Antwerpen
Anarchist Black Cross Gent
4 Mai 2007*

- Depuis le début de l'année, de nouvelles révoltes et mutineries ont éclaté dans les prisons et centres de rétention belges, à Merksplas, Forest, Lantin, Vottem. Plus d'infos dans les numéros 6 (février/mars) et 7 (avril/mai) de *La Cavale*, périodique des ABC d'Anvers et Gand. Téléchargeables sur : www.anarchistblackcross.be

- En décembre, Bart de Geeter, le compagnon belge incarcéré depuis deux ans et demi en Allemagne dans le cadre des faits de Aachen a été relâché. Bienvenue !

31/10 Amay – Le garage de la famille Javaux (parlementaire écologiste) est incendié avec des combustibles accompagnés d'une " bombe de vernis ".

18/11 Gand – Le nouveau Palais de Justice est attaqué. Une vitrine est brisée, un câble électrique est sectionné, des tags sont laissés sur les murs,.... La police déclare que les vandales ont commencé déjà début novembre à endommager les bâtiments.

19/11 Louvain – “ *Dans la nuit de 19 au 20 novembre, deux distributeurs de billets furent sabotés par incendie. Un nouveau grain de sable dans la machine capitaliste !* ”

21/11 Gand – Pendant la nuit, le consulat espagnol est attaqué avec des bombes de peintures et des tags en solidarité avec les prisonniers en lutte. Un message signé par *Résistance Antifasciste* circule.

23/11 Bruxelles – Après l'annonce d'une possible fermeture, les ouvriers de l'usine de Volkswagen entament une grève (qui durera quelques semaines). Les agents de Securitas sont chassés du terrain par des ouvriers en colère, deux policiers en civil sont presque lynchés par la foule. Dans les jours suivants, on constate des destructions sérieuses aux machines, bâtiments,.... La direction déclare qu'il y a des vols de matériel pour une valeur de millions d'euros.

24/11 Beverlo – Une église est incendiée. L'évêque décide de fermer l'église à cause des dommages.

25/11 Duffel – Un bâtiment du VDAB (équivalent de l'ANPE) est incendié. Le bâtiment est presque entièrement détruit. Il y a quelques semaines, une tentative d'incendie contre le même bâtiment avait échoué.

25/11 Huizingen et Anderlecht – Quelques entreprises fournisseuses de Volkswagen sont occupées par des ouvriers.

30/11 Forest – “ *Le 30 novembre nous avons incendié deux distributeurs de billets aux environs de Forest. Un distributeur de Dexia à Linkebeek/Drogenbos et un distributeur de Fortis à Ruisbroek. Cette attaque directe contre le capital s'inscrit dans la lutte contre les patrons de Volkswagen Forest. Nous saluons tous ceux qui ont opté pour la confrontation ces derniers jours. Non à la trahison des syndicats ! Vol, pillage et sabotage : pas de compromis ! Lutte de classe contre le capital et son travail salarié !* ”

1/12 Bruxelles – Des manifestants (surtout des ouvriers de Volkswagen) bloquent un TGV à la Gare du Midi pour soutenir le conflit social chez Volkswagen Forest.

2/12 Bruxelles – Vingt mille personnes descendent dans la rue contre la fermeture de Volkswagen Forest.

7/12 Bruxelles – Dans le cadre de la lutte à Volkswagen Forest, une centaine de personnes se rassemblent devant les bureaux d'Agoria, la fédération de l'industrie technologique. Ils occupent une partie du bâtiment, mais les leaders des syndicats menacent les ouvriers. En quittant les bâtiments, quelques vitrines éclatent. Au même moment, l'importateur et exportateur de Volkswagen à D'Ieteren est bloqué pendant quelques heures par quelques centaines d'ouvriers.

8/12 Ittre – “ *Fin octobre la prison d'Ittre explosait. Des parties de la prison furent détruites par des prisonniers mutinés et un bureau des matons incendié. Ces actes de résistance appellent à se diffuser. La diffusion de la lutte contre les prisons se fera dans la rue. Le 7 décembre, nous avons peint des slogans anti-carcéraux dans les environs de la prison d'Ittre (Tubize, Ittre, Nivelles). En plus nous avons saboté un bureau d'intérêt, quelques banques et quatre distributeurs de billets. Des oiseaux libres. ”*

9/12 Charleroi – Deux flics sont blessés. Quand les policiers voulaient contrôler deux individus, les harcelés ont appelé à l'aide leurs amis et amies au café du coin. A une trentaine ils ont chassé les flics. Les deux recherchés sont arrêtés le lendemain.

14/12 Louvain – A Heverlee, les fenêtres d'un commissariat de police sont brisées. Les inconnus incendient ensuite le bureau avec des combustibles. Les endommages sont considérables, bien qu'une patrouille de police ait pu éteindre l'incendie assez rapidement.

15/12 Liège – A Droixhe, une cinquantaine de jeunes assaillent le commissariat de police. Les jeunes se dispersent après avoir

DÉSORDRE BELGES

jeté un molotov contre une voiture de police.

18/12 Beaumont – Deux voitures de police (dans un garage) sont incendiées.

23/12 Bruges – Quelques dizaines d'anarchistes se rassemblent au centre de rétention de Bruges où un compagnon est enfermé.

16/12 Zwijnaarde – Une installation de pompes appartenant à Aquafin (entreprise publique de l'eau) est sabotée.

23/12 Gand – A deux reprises, des installations d'Aquafin sur le chantier de la gare Saint-Pierre sont sabotées. Les travaux subissent de sérieux dégâts. Les travaux autour de la gare sont un nouveau projet de revalorisation du quartier.

29/12 Anvers – Douze distributeurs de billets sont sabotés.

2/01 Anvers – Les vitres de l'office du parti VLD sont brisées.

4/01 La Louvière – Une école est incendiée. Les bâtiments sont entièrement ravagés.

15/01 Anvers – Une grève des matons est suivie par une mutinerie dans la prison de Merksplas. Les matons s'enfuient de la prison, les prisonniers occupent les bâtiments et commencent à les démolir. Pendant plusieurs heures, les prisonniers détruisent des infrastructures et incendient deux pavillons. Ce n'est que vers 22h30 que la police peut intervenir et rétablir l'ordre, après des affrontements avec des prisonniers armés de barres de fer et de pierres. Un flic est grièvement blessé. La nuit même, des dizaines de mutins sont transférés vers d'autres prisons. Au moins 20 prisonniers sont placés au mitard. Les dégâts s'élèvent à plus de 100 000 euros.

16/01 Anvers – Les vitres de la maison de Justice sont brisées. Le message " *Ici Merksplas* " est laissé sur le mur du bâtiment. Une bombe puante est jetée à l'intérieur. La vitrine d'un magasin dans la même rue est cassée.

19/01 Anvers – A Berchem les vitres de l'agence du VDAB (équivalent du ANPE) sont cassées. L'inscription " = *prison* " est laissée sur place.

20/01 Anvers – En plein jour, un homme pénètre dans le poste de police, armé d'un bloc en béton. Il lance ce bloc sur un policier présent, qui est grièvement blessé. L'homme est arrêté sur place.

22/01 Bruxelles – Deux voitures de flics sont ciblées : les vitres sont brisées et la plaque d'immatriculation est volée. Quelques heures plus tard, la police arrête un suspect, qui attaque les policiers.

23/01 Vottem – Rassemblement devant le centre fermé pour soutenir un compagnon enfermé, pour la destruction de tous les camps d'asile et contre toutes les déportations.

25/01 Louvain – Les vitres de la Maison de Justice sont brisées.

30/01 Charleroi – Le poste de flics de Marchienne-au-Pont est incendié avec des molotovs. Deux jours avant, la police avait tué Henaday Numeri (23 ans) au volant d'une voiture volée.

31/01 Charleroi – Des molotovs sont jetés contre quatre commissariats. Les attaques s'avèrent coordonnées (toutes en moins d'une demie heure). Une dizaine de voitures sont incendiées dans les mêmes quartiers.

4/02 Termonde – A Baasrode, sept boîtes de distribution de télévision sont enlevées. Le câblage est endommagé.



4/02 Charleroi – Des inconnus tentent d'incendier la maison communale de Damprey avec des molotovs.

6/02 Hoeselt – Un panneau d'information de la police est incendié.

11/02 Herentals – Des promeneurs de la nuit détruisent différents panneaux publicitaires et incendient des poubelles et des voitures.

12/02 Bocholt – Trois voitures de Jan Martens, membre du conseil municipal et industriel, sont incendiées avec des combustibles. Les voitures sont entièrement détruites.

15/02 Anvers – Un distributeur de tickets de parking est incendié. Les vitres du magasin de vêtements Zara sautent à cause de la chaleur. Quelques poubelles partent en flammes.

20/02 Louvain – Les vitres du Werkwinkel (agence du VDAB, équivalent de l'ANPE) sont brisées, accompagné du slogan *Arbeit macht frei*.

22/02 Vottem – Une 150-aine de personnes manifeste devant le centre fermé. Elles écrivent des slogans gigantesques contre les camps et les déportations au bord de la route.

22/02 Vottem – Une émeute éclate dans le centre fermé. Un maton est agressé. L'infrastructure du camp subit des dégâts considérables. Quelques mutins sont transférés les jours suivants.

22/02 Bruxelles – La police intervient dans le centre fermé de Vottem. Ce soir-là la porte d'entrée du bâtiment de FEDASIL à Bruxelles est brisée. « *De Ceuta à Vottem, la lutte contre les camps de déportations ne connaît ni frontières ni limites* ». FEDASIL est l'agence fédérale qui gère les camps d'accueil pour réfugiés.

25/02 Merksplas – Quelques dizaines de personnes manifestent au centre fermé. La présence policière est massive (CRS, autopompe,...). Les manifestants ont dû courir dans les champs pour arriver aux environs du centre et de la prison (juste à côté). Les prisonniers tapèrent sur les vitres et les barreaux et gueulèrent des slogans.

Début mars Forest – Des dizaines de détenus ripostent à la grève des matons par une occupation du préau. Les CRS ont dû intervenir pour que les détenus réintègrent leurs cellules.

2/03 Lantin – Des dizaines de détenus montent sur le toit de la prison de Lantin. Les CRS interviennent, les détenus décident eux-mêmes de réintégrer leurs cellules.

5/03 Lantin – Des dizaines de détenus occupent le préau de Lantin et refusent de réintégrer leurs cellules. Une émeute s'en suit et des affrontements avec les matons et les forces de l'ordre se déroulent.

6/03 Merksplas – Des slogans anarchistes contre les prisons, les centres de rétention et les déportations apparaissent sur la maison communale et une série de magasins à Merksplas et à Turnhout. Un distributeur de billets est endommagé et une vitrine de magasin brisée.

8/03 Anvers – Les vitres du secrétariat du parti Vlaams Belang à Hoboken sont toutes brisées. Le VB dénonce les actes qui coûteront au moins 7000 euros.

11/03 Vottem – Onze personnes s'évadent du camp de déportation pendant la nuit.

Mi-mars Gand – Un café dans le Gewadstraat connu pour sa propagande raciste et écofasciste est attaqué. Ses vitres sont brisées.

15/03 Gand – Manifestation devant l'CPAS gantois (équivalent du RMI) contre l'exclusion structurelle des Roms. La *Brigade Vilain* brise ses vitres et y jette des bombes de peintures.

27/03 Gand – " *Dans la nuit de 27 mars nous avons attaqué le consulat des Pays-Bas à Gand. Des vitres brisées parlent plus fort que les mots. L'Etat hollandais est responsable pour l'incarcération de notre compagnon NN. Sa haine pour ce système est indestructible, tout comme la nôtre. Nous exigeons sa libération ! La solidarité est une arme ! Quelques solidaires.* " NN est un anarchiste qui est incarcéré dans un centre de rétention aux Pays-Bas après avoir été condamné à 6 semaines de prison pour tentative d'incendie d'une bagnole des flics.

Début avril Anvers – " *Deux banques hollandaises à Berchem et à Deurne ont été attaquées en solidarité avec notre compagnon NN. Les vitres de l'office de Van Lanschot Bankiers et de la banque ING ont été brisées. Liberté pour tous les prisonniers, détruisons toutes les prisons. Quelques NN.* "

3/04 Turnhout – Incendie de la maison communale de Turnhout.

8/04 Turnhout – 80 prisonniers occupent le préau. Ils causent des dégâts (câbles électriques, caméras et le bâtiment des matons). Quand la police intervient, les prisonniers se défendent avec des barres en fer et des pierres. La plupart d'entre eux retournent en cellule, une poignée de mutins monte sur le toit. Les pompiers arrosent les détenus pendant plusieurs heures.

11/04 Bruges – Un molotov est jeté contre le tribunal. L'entrée est endommagée.

11/04 Turnhout – Un cocktail Molotov est jeté à l'intérieur du tribunal de la jeunesse. Grâce aux dégâts, les ordinateurs du tribunal restent hors fonction pendant 2 semaines.

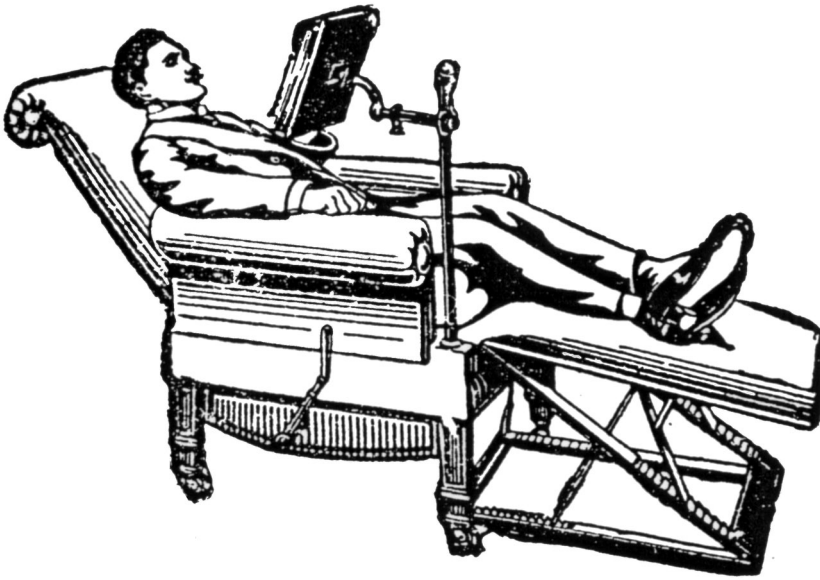
12/04 Bruxelles – Un contrôleur de la STIB (le transport public de Bruxelles) et un agent de prévention sont agressés.

19/04 Niel – Au parc scientifique Waterfront, des voitures sont endommagées, des vitres des laboratoires brisées,...

23/04 Torhout – Les vitres du Service Touristique sont brisées.

26/04 Bruxelles – Après un contrôle sur le tram, des affrontements entre des jeunes et la police suivent. Deux agents de la STIB sont blessés, cinq flics doivent être hospitalisés.

[Traduit du néerlandais. Tiré des numéros de *De Nar*, n°209-210, janvier-avril 2007]



LA FAUSSE PAROLE

Armand Robin
(1912-1961)

Si le dictateur possédait selon son rêve l'univers entier inconditionnellement, il établirait un gigantesque bavardage permanent où en réalité nul n'entendrait plus qu'un effrayant silence ; sur la planète régnerait un langage annihilé en toute langue. Et cet envoûteur suprême, isolé parfaitement dans l'atonie, loquacement aphasique, tumultueusement assourdi, serait le premier à être annulé par les paroles nées de lui et devenues puissance hors lui ; il tournerait indéfiniment en rond, avec toujours sur les lèvres et dans les oreilles les mêmes mots obsessionnels, dans un camp de concentration verbal.

Le processus qui mène au langage obsessionnel, c'est-à-dire en fin de compte à la suppression du sens des mots, a quelque chose de fascinant, d'ensorcelant : dans ce surgissement d'un non-langage, il y a comme la promesse d'une nouvelle façon d'être, laquelle, tel le vide, attire et fait chuter ; si affreux que cela puisse paraître, nous irions jusqu'à dire qu'à des millions et des millions d'hommes, cette biblique extermination du langage peut apparaître comme un repos inespéré, comme la Terre Promise ; le silence totalitaire, parfaitement réalisé sous forme de fausse parole imposée à toutes les lèvres, a ses chances de réussir à hypnotiser une humanité harassée ; un tel silence est promesse, non plus de mort au sens que les religions ont donné à ce mot (dans cette mort il y aurait encore vie et conscience plus éveillée) mais d'une mort encore innommée où chaque homme serait mué en objet glacé ; dans les eaux de la parole totalitaire, l'humanité voguerait à l'aise en goûtant aux plaisirs des poissons silencieux ; bien plus, ces pseudo-humains auraient besoin à chaque instant de ces géantes vagues de paroles insensibilisantes et ne pourraient plus supporter d'en être retirés, encore moins d'être mis dans le cas d'avoir eux-mêmes à parler.

Il est donc possible, l'écoute des émissions radiophoniques conduit à la penser, qu'une bonne partie de l'humanité actuelle ne désire plus du tout de vraie parole, qu'elle aspire à être entourée quotidiennement des bruissements des oiseaux de proie psychiques ; il se peut qu'elle aide de tout son pouvoir à la mise à mort du Verbe. Et cela expliquerait pourquoi d'autre part tant d'hommes se sentent envahis d'une secrète angoisse sitôt qu'un hasard les met en communication avec une émission de propagande. Peut-être le processus de mutation de l'espèce humaine en une sorte de chose ayant vitalement besoin de non-parole est-il plus avancé que les esprits les plus vigilants ne le soupçonnent ; peut-être quotidiennement côtoyons-nous déjà toute une catégorie d'objets, gardant provisoirement le nom d'hommes mais n'ayant de commun avec l'humanité que les formes extérieures irréductibles d'un tout petit nombre de comportements élémentaires ; peut-être le peuple des « atteints de propagande », plus inguérissables que les antiques populations massivement atteintes de la peste, se trouve-t-il déjà bien au-delà de toutes les thérapeutiques mentales connues. Les décervelés ont besoin de leur folie, les damnés de leur damnation.

C'est effrayant et je souhaite de tout cœur me tromper. Mais comment éviter, prostré sous l'appareil à recouvrir la planète de fantômes verbaux rapaces, de songer que des millions et des millions d'esprits pillés sont devenus fanatiquement amoureux de leur épervier pilleur et se sentent en un péril mortel, selon les lois d'un règne métaphysique inversé, sitôt qu'ils ne sont plus mangés ?